

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

L'activité de la Société des Nations dans le Domaine intellectuel

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mars 1929, à 14 heures

PAR

HSU FU TEH

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.
Suffragants { M. Louis LE FUR.
 M. Joseph BARTHELEMY.

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE

31, RUE JACOB & 1, RUE ST-BENOIT

1929

L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS
DANS LE DOMAINE INTELLECTUEL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

L'activité de la Société des Nations dans le Domaine intellectuel

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mars 1929, à 14 heures

PAR

HSU FU TEH

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GEOUFFRE DE LAPRADELLE.
Suffragants { M. Louis LE FUR.
 { M. Joseph BARTHELEMY.

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE

31, RUE JACOB & 1, RUE ST-BENOIT

1929

Dédiée à mon ancien chef
Son Excellence
Monsieur Y. L. TONG
*Vice-Ministre des Affaires Etrangères
du Gouvernement chinois*



INTRODUCTION

Dans la présente étude, nous nous proposons de montrer d'abord par le soin de quels organismes, la Société des Nations déploie son activité dans le domaine intellectuel et ensuite nous examinerons les résultats obtenus par celle-ci dans le but de développer la culture du monde entier. Nous montrerons aussi quelles constatations s'imposent à notre observation pendant les dix dernières années. Mais, avant d'aborder notre étude, nous attribuons quelques lignes pour relever l'importance de cette activité et faire, en même temps, un exposé, d'ailleurs très sommaire, de l'évolution historique de la vie intellectuelle internationale.

§ 1. — *Importance de l'activité intellectuelle de la Société des Nations.*

Nous nous consacrerons principalement à dépouiller les documents relatifs à l'activité que la Société des Nations a manifestée dans le domaine intellectuel, c'est-à-dire, des documents relatifs aux efforts de la Société des Nations qui ont pour but de faire progresser la science, les lettres, les arts, l'éducation et la culture générale. Nous

pouvons caractériser cette activité par son action spécifique de coopération intellectuelle. Nous pouvons également la désigner d'un terme bien court : l'activité intellectuelle par opposition aux activités politique, économique et sociale, déployées par ailleurs par la Société des Nations.

A notre avis, cette activité est d'une importance capitale. Pourquoi ?... Parce que nous nous sommes inspirés de cette idée : *une véritable paix doit tirer son origine de la conscience humaine*, idée qui implique que pour l'établissement d'une paix durable dans le monde, il faut commencer d'abord par éduquer l'opinion publique.

Aujourd'hui, tout le monde estime que le moyen le plus efficace de maintenir une paix dans le monde, serait la substitution de la justice à la force dans le règlement des différends qui pourront naître entre les nations. Mais il faut signaler que tous les apôtres de la justice internationale ne peuvent pas oublier de faire appel à la conscience humaine. Le grand jurisconsulte anglais Westlake a déjà montré que le sentiment individuel du devoir est la condition nécessaire de l'existence du droit international. Aux Etats-Unis, dans un discours prononcé à la Conférence du lac de Mohonk, en 1910, M. Nicholas Murray Butler a fait ressortir que le but de toutes les activités raisonnables et pratiques qui se proposent l'établissement d'une paix permanente dans le monde et l'avancement de la justice est et doit être toujours de faire l'éducation de

l'opinion publique mondiale qui reste en fait le véritable pouvoir exécutif international (1). En France, M. André Weiss s'est exprimé à ce sujet d'une façon bien nette : « Le droit international, dit-il, plus encore que le droit interne, est, pour une large part, tributaire de la conscience humaine » (2). En conséquence, une règle internationale ne peut pas produire des effets durables tant qu'elle n'est pas fondée sur d'autres bases que la seule contrainte et tant que la conscience publique la répudie.

Si l'on affirme qu'une paix mondiale doit se baser sur la conscience humaine et que les règles du droit international doivent être soutenues par l'opinion publique, on conçoit bien vite l'importance de l'activité de la Société des Nations dans le domaine intellectuel, parce que, grâce à cette activité, la Société des Nations peut créer une atmosphère internationale nouvelle dans laquelle cette conscience humaine et cette opinion publique peuvent se former et se développer.

On se rappelle qu'en 1740, quand l'abbé de Saint-Pierre, précurseur français de la Société des Nations, recommandait ses cinq articles au Cardinal Fleury, celui-ci lui répondit qu'il avait oublié un article préliminaire. Avant de commencer à mettre ses cinq articles en pratique, il devait, disait-il, envoyer une troupe de mission-

(1) Voir M. Bulter, *l'Esprit International*, édition française, pages 47 et 53.

(2) Voir M. Weiss, *La coopération intellectuelle et le droit international* (*l'Europe Nouvelle*, 16 janvier 1926, p. 74).

naires pour préparer l'esprit et le cœur des monarques. (1) En vérité, avant qu'une conscience humaine ne soit parvenue à un degré de développement suffisamment élevé, aucun organisme ayant pour but d'établir la paix ne peut éclore. Si la constitution d'une Société des Nations fut déjà préconisée au début du XIV^e siècle par Pierre Dubois, elle ne put se réaliser qu'au début du XX^e, n'est-ce pas, en effet, que la raison s'en trouve dans l'aveuglement des générations passées ?

Aujourd'hui, grâce à une longue propagande laborieuse des savants, grâce aux leçons que la Grande Guerre nous a données, et grâce à la discussion patiente des hommes d'Etat de divers pays, la Société des Nations est née. Elle est vivante, mais il ne faut pas se dissimuler qu'elle ne soit encore très fragile. Pour l'affermir, ne faut-il pas, au préalable, créer une conscience humaine plus claire ?

Nous croyons devoir rappeler que les précurseurs anglo-saxons de la Société des Nations ont toujours la conviction que l'opinion publique dans les Etats modernes, est une force qui suffit à maintenir la paix. On sait que Bentham a examiné l'institution d'une Diète. D'après lui, pour assurer l'exécution des décisions de cette Diète, « il suffit d'introduire dans la convention qui institue la Diète, une clause garantissant la liberté de la presse dans les Etats, de sorte que les décisions et les rapports de la Diète puissent jouir d'une publicité illimitée. » (2) Bien que le

(1) et (2) Voir M. de Lapradelle. Cours sur la S.D.N., 1926-1927.

Pacte de la Société des Nations n'ait pas prévu une clause de ce genre, on y trouve tout de même des traces de la pensée anglo-saxonne. En effet, aux termes du Pacte, si un différend s'élève entre les Membres de la Société des Nations et si ce différend n'est pas soumis à l'arbitrage prévu à l'article 13, il doit être porté devant le Conseil (article 15, alinéa 1). Lorsque le Conseil est saisi d'un différend, il doit établir un rapport dans les six mois qui suivent (article 12, alinéa 2). C'est sur ce rapport que le Conseil discutera et qu'il fera connaître sa solution. Mais, auparavant, le Conseil peut ordonner la publication immédiate de l'exposé de la cause que les parties lui ont communiqué avec tous les faits pertinents et pièces justificatives (article 15, alinéa 2). Pourquoi ? M. P. Fauchille nous l'a déjà expliqué. Cette publication a pour but de saisir l'opinion publique du litige pour que les parties n'en restent plus maîtresses. Après avoir rendu sa solution et si celle-ci n'est pas acceptée par les parties, le Conseil publie un rapport pour faire connaître les circonstances du différend, en même temps que la solution qu'il recommande comme la plus équitable et la mieux appropriée à l'espèce. Pourquoi ? D'après M. Fauchille, c'est encore pour saisir l'opinion publique, parce qu'« on compte sur elle pour amener les intéressés à adopter la résolution recommandée » (1).

(1) Voir M. Fauchille, *Traité de Droit international*, tome I, troisième partie, page 637.

Par conséquent, nous pouvons affirmer que les rédacteurs du pacte ont compté beaucoup sur l'efficacité de la publicité. Or, si l'opinion publique mondiale n'est pas assez mûre pour juger ce qui est bien et ce qui est mal, à quoi bon cette publicité ?

Heureusement, à côté des activités politique, économique et sociale, la Société des Nations n'a pas oublié de déployer son activité dans le domaine intellectuel. Cette activité se donne incontestablement pour but plus ou moins immédiat de faire l'éducation de la mentalité générale sans l'appui de laquelle la Société des Nations ne peut pas vivre. C'est pourquoi nous estimons qu'elle mérite de faire l'objet d'une étude un peu plus détaillée.

§ 2. — *La vie intellectuelle internationale avant la guerre.*

Une vie intellectuelle internationale avait corps depuis longtemps. Voyons d'abord l'Asie. Les relations intellectuelles entre la Chine et les Indes ont pris naissance dans la deuxième moitié du règne de la dynastie Han et se sont développées pendant la dynastie Tsin. Sous la dynastie Souei et au début de la dynastie Tang, le Japon a envoyé un nombre assez grand d'étudiants faire des études en Chine. Venons maintenant à l'Europe. Des formes très précises de coopération intellectuelle, spécialement dans l'ordre universitaire, furent déjà notées au Moyen-Age, en particulier au XII^e et XIII^e siècles. Pendant la Renaissance, au XVI^e siècle, les échanges d'idées ou de

personnes étaient aussi très fréquents entre pays différents.

Vers la fin du XVIII^e siècle et pendant le XIX^e, cette vie intellectuelle internationale prit beaucoup plus d'extension que dans les siècles précédents. Cela se comprend aisément. Toutes les grandes découvertes eurent alors pour conséquence de faciliter les relations humaines, notamment dans le domaine intellectuel. Non seulement les grands travaux tels que les chemins de fer internationaux, les canaux de Suez et Panama, facilitent le déplacement des personnes d'un pays à l'autre, mais surtout le télégraphe, le téléphone et la télégraphie sans fils rendent la communication de la pensée entre diverses nations beaucoup plus rapide qu'auparavant. D'ailleurs, en raison de la complexité des relations internationales dans l'ordre économique et politique, tous les Etats se sont aperçus qu'il était nécessaire d'offrir à leurs élèves des connaissances claires sur les autres pays du globe. Certains Etats se sont trouvés même obligés d'envoyer des étudiants faire leurs études à l'étranger pour acquérir les données de la science et de toutes les connaissances nouvelles ; d'où la multiplication de contacts entre les intellectuels des différents pays.

Par suite du développement de cette vie intellectuelle internationale, certains Etats ont conclu des traités ou des accords relatifs à l'enseignement. Il existe des traités de commerce dans lesquels se trouvent également des articles

consacrés aux questions d'ordre intellectuel. Par exemple, dans le traité entre la Chine et la Russie, en 1727, il existe déjà des dispositions relatives à l'admission des Russes dans les écoles chinoises. Beaucoup de traités passés entre la Chine et les puissances européennes, au cours du XIX^e siècle, comprennent des stipulations relatives à la liberté du commerce pour les publications de toute nature. (1)

A côté des traités conclus entre deux pays, il existe des conventions internationales. Citons, par exemple, les deux conventions de Berne et de Bruxelles ayant trait, l'une à la protection internationale de la propriété littéraire et artistique, et l'autre aux échanges internationaux des publications des actes officiels.

Depuis la multiplication des rapports intellectuels entre les peuples, les Etats se sont trouvés obligés de créer des organismes spéciaux pour les suivre dans leur évolution. Non seulement les gouvernements de la plupart des Etats ont presque toujours adjoint à leur Ministère de l'Instruction Publique un service spécial pour les relations inter-universitaires ou interscolaires avec l'étranger, mais même allant plus loin dans cet ordre d'idées, certains Etats ont créé dans leur Ministère des Affaires Etrangères un service spécial dont la mission était de surveiller, de contrôler ou de développer toutes les manifestations intellectuelles. Cer-

(1) Voir M. Tan Choa Hoong. Traité de Droit international public, p. 284 (en chinois).

taines Ambassades comptaient des attachés intellectuels chargés de cette mission.

Mais le développement de la vie intellectuelle internationale depuis le XIX^e siècle se manifeste surtout par un grand nombre d'institutions internationales créées sur l'initiative de groupements autonomes. Ces institutions internationales, d'après M. J. Luchaire (1) peuvent être distinguées en cinq catégories. Ce sont :

1. — Les Congrès internationaux qui sont les assises périodiques de tous les savants du monde entier dans chaque spécialité.

2. — Les Commissions internationales qui ont généralement pour but de préparer et d'appliquer certains accords en ce qui concerne des mesures à prendre simultanément par tous les pays.

3. — Les Bureaux internationaux qui ne relèvent point d'une convention, mais seulement d'un accord entre quelques institutions autonomes.

4. — Les Instituts internationaux qui sont consacrés, soit à des recherches collectives sur des objets de science, soit à une œuvre d'enseignement.

5. — Les Associations internationales ou Fédérations d'associations nationales, qui sont les plus nombreuses parmi ces formes d'union pour les intérêts intellectuels.

Au début du XX^e siècle, les institutions internationales

(1) J. Luchaire. Principes de coopération intellectuelle, p. 61.

de ce genre sont au nombre de plusieurs centaines. Elles existent sans cohésion, elles s'organisent sans obéir à des directives d'ensemble et d'une façon toute différente suivant les cas. Elles manquent encore d'une coopération satisfaisante et d'un outillage commun. Aussi en 1910 sur la proposition de MM. Lafontaine et Otlet, une Union des Associations internationales fut-elle créée à Bruxelles. Cette Union avait pour but de coordonner les différents efforts et de constituer en coopération un grand outillage intellectuel. L'œuvre de cette Union allait grandissant et se fortifiant quand la guerre mondiale vint tout paralyser.

§ 3. — *Les espoirs fondés par les milieux intellectuels
sur la Société des Nations.*

En déduction de ce que nous venons d'écrire nous pouvons constater que la collaboration entre peuples dans le domaine intellectuel n'est pas un évènement de date toute récente. Donc, ce n'est pas la Société des Nations qui a créé la vie intellectuelle internationale, mais c'est, au contraire, comme l'a bien dit M. Léon Bourgeois, précisément grâce à une vie intellectuelle internationale qui s'était développée depuis bien longtemps déjà que la Société des Nations a pu commencer d'exister.

Pourtant si la Société des Nations n'est pas l'organisme qui créa la vie internationale intellectuelle, il n'en est

(1) Paul Otlet. Introduction aux travaux de la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations, p. 2.

pas moins vrai de dire que, grâce à elle, cette vie est entrée dans une nouvelle étape. En effet, depuis la guerre, les intellectuels constataient trois faits. D'abord, le facteur international dans le domaine intellectuel est aussi important, plus même que dans le domaine matériel. En outre, si on veut maintenir une paix durable pour les sociétés humaines, il est nécessaire de donner une place prépondérante aux préoccupations intellectuelles et morales. Et enfin, pour développer la science et la culture du monde entier, il faut bien protéger les intérêts et les droits des intellectuels. Autrement, les jeunes gens, en raison des difficultés économiques, se détourneraient de plus en plus des recherches désintéressées pour rechercher des carrières plus lucratives. Or cette protection n'est efficace que si elle est internationale.

Au lendemain de la guerre, les associations intellectuelles internationales ont fait beaucoup d'efforts dans ce sens. Tenant compte des trois faits précisés ci-dessus, les milieux intellectuels ont souhaité hautement que la Société des Nations intervînt dans les questions d'ordre intellectuel.

Les premières associations qui aient saisi la Société des Nations pour lui demander d'intervenir sur ce terrain peuvent être classées en 3 catégories.

A. — Les associations qui se proposent de faciliter aux intellectuels leur travail. Ce sont des groupements dirigeants de l'Union des Associations Internationales qui ont à l'Armistice proposé une Charte internationale des intérêts

intellectuels à l'exemple de la Charte Internationale que demandait le monde ouvrier. Cette charte devait être destinée, non pas à la protection des intérêts professionnels des intellectuels, mais à la coordination du travail cérébral. Cette proposition fut remise à plus tard, car les représentants à la Conférence avaient bien d'autres choses à faire. Mais après la création de la Société des Nations, le Congrès des Associations internationales de Septembre 1920 a renouvelé cette proposition ; s'en inspirant, comme nous le verrons plus tard, la Société des Nations a constitué la Commission de coopération intellectuelle.

B. — Les associations pour la Société des Nations. — Le 21 juin 1920, le Conseil directeur de l'Association française pour la Société des Nations a tenu une séance qu'a présidée M. P. Apell, recteur de l'Université de Paris, et à laquelle assistaient plusieurs savants dont MM. F. Lar-naude, doyen de la Faculté de Droit de Paris, et Aulard, professeur à la Sorbonne. Dans cette séance on adopta à l'unanimité une double résolution. D'abord on émit le vœu que la Société des Nations comprît à bref délai une organisation permanente du travail intellectuel analogue à celle qui existe déjà pour le travail manuel ; ce vœu est le même que celui émis par le Congrès des Associations internationales. On suggéra, en outre, que la Société des Nations créât un Bureau des Relations intellectuelles et de l'Éducation. Ce bureau devait avoir pour tâche principale de propager les idées directrices de la Société des Nations dans

les différents pays. Le 8 juillet 1920, M. P. Apell écrivit une lettre au Secrétaire Général de la Société des Nations pour lui communiquer cette double résolution. (1) D'ailleurs, il faut mentionner que la quatrième Conférence internationale des Associations pour la Société des Nations tenue en 1920 a également rédigé un projet de convention relative à la création d'un organisme permanent pour l'entente et la collaboration internationale dans les questions d'enseignement et dans les sciences, lettres et arts.

C. — Les associations ayant pour objet la défense des intérêts professionnels. Les associations de ce genre n'ont été créées qu'après la guerre. En général, elles adressent leur appel au Bureau international du Travail de préférence à la Société des Nations. Mais elles se sont également tournées vers la Société des Nations pour lui demander secours et assistance. Après la constitution de la Confédération internationale des Travailleurs intellectuels, son secrétaire, M. Gallié, a, le 30 juillet 1923, pris la parole devant la Commission de coopération intellectuelle. Il a signalé que cette Commission pourrait examiner quatre points. Le premier serait celui de la protection de la propriété littéraire et artistique. Le deuxième celui de la protection des titres universitaires. Le troisième celui de l'usage des titres professionnels (architecte, ingénieur, avocat, etc...) et enfin le quatrième celui du *droit moral* des artistes sur leur œu-

(1) La lettre de M. Apell a été publiée dans le Journal Officiel de la S. D. N., octobre 1920, p. 445.

vre. (1) Si l'on estime, en effet que la protection des intérêts professionnels est de la compétence du Bureau international du Travail, les questions relatives à la protection des droits des intellectuels doivent être étudiées par la Société des Nations.

En un mot, depuis la création de la Société des Nations, les milieux intellectuels ont fondé sur elle trois espoirs distincts :

1. — L'action internationale destinée à assurer les progrès des connaissances humaines.

2. — L'action internationale destinée à développer l'esprit international et la conscience de la fraternité humaine.

3. — L'action internationale pour la protection des droits des intellectuels.

§ 4. — *L'intervention de la Société des Nations dans les questions d'ordre intellectuel.*

Bien qu'une tâche de ce caractère ne s'impose pas à la Société des Nations dans le Pacte comme l'ont été les tâches politique, économique et sociale, la Société des Nations au lendemain de sa création n'hésita pas à intervenir dans les questions d'ordre intellectuel.

En 1920, avant même la première réunion de l'Assemblée, la Société des Nations fut saisie par l'Union des Associations internationales d'une double requête tendant :

(1) Voir procès-verbaux de la deuxième session de la Commission de coopération intellectuelle, p. 29.

1° à ce que la Société des Nations prit sous son patronage l'Université internationale,

2° à ce que la Société des Nations subventionnât la publication du « Code des vœux et résolutions des Congrès Internationaux. » (1)

Le Conseil, dans sa huitième session, tenue au mois d'août à Saint-Sébastien, a abordé la discussion de cette requête. Sur la proposition de M. Léon Bourgeois, le Conseil a décidé d'accorder simplement un encouragement moral à l'Université internationale. Mais, en ce qui concerne la publication du « Code des vœux et résolutions des Congrès internationaux » le Conseil a décidé de lui attribuer une somme de quinze cents livres sterling prélevée sur le budget déjà approuvé par le Conseil.

Cette décision comporte deux points particuliers d'une grande importance.

Premièrement, c'est le premier geste par lequel la Société des Nations entre en contact avec des Associations internationales dues à des initiatives privées. En effet, l'article 24 du Pacte a seulement prévu des relations de la Société des Nations avec « tous les bureaux internationaux antérieurement établis par traités collectifs et tous autres bureaux internationaux et toutes commissions pour

(1) Ce code contient une introduction comprenant une rapide codification, 2° la citation in-extenso des principaux textes des vœux et résolutions des Congrès, et 3°, un index.

le règlement des affaires d'intérêt international qui seront créés ultérieurement ». Le Pacte passe sous silence les relations de la Société des Nations avec les organisations dues à l'initiative privée, exception faite de celles de la Croix Rouge, mais, dans ce cas, il s'agit de l'article 25 du Pacte. Or, depuis cette décision du Conseil, nous pouvons affirmer que la Société des Nations devra exercer ses bons offices dans l'intérêt de toutes les entreprises internationales, même seraient-elles dues à l'initiative privée du moment qu'elles peuvent favoriser les manifestations de bonne volonté et la compréhension mutuelle entre peuples.

Deuxièmement, c'est le premier geste par lequel la Société des Nations intervient dans les questions d'ordre intellectuel. Il ne faut pas oublier que l'Union des Associations internationales qui a soumis cette requête n'est autre que l'Union dont les groupements dirigeants avaient proposé une Charte du Travail intellectuel à la Conférence de Paris. De plus, il faut noter qu'un mois après l'adoption de cette décision par le Conseil, le Congrès de l'Union renouvela sa demande déjà faite à Paris croyant que la Société des Nations prendrait toujours en considération les intérêts des milieux intellectuels.

La première Assemblée tenue en décembre 1920 adopta une résolution confirmant cette décision. Cette résolution fut rédigée de la façon suivante :

« L'Assemblée de la Société des Nations, approuvant l'aide accordée par le Conseil aux œuvres qui ont pour

objet le développement de la coopération dans le domaine intellectuel et notamment l'appui moral et matériel donné à l'Union des Associations internationales, à l'occasion de la session inaugurale de l'Université internationale et de la publication du Code des vœux et résolutions des Congrès internationaux ;

« Emet le vœu que le Conseil persévère dans cette voie et participe dans la plus large mesure aux efforts tendant à réaliser l'organisation internationale du travail intellectuel ».

C'est ainsi que l'Assemblée approuva non seulement l'aide que le Conseil avait donnée à l'Union des Associations Internationales, mais encore invita le Conseil à participer aux efforts tendant à réaliser l'organisation internationale du travail intellectuel.

Depuis, la Société des Nations déploya sans cesse son activité dans ce domaine. En 1921, elle décida de créer une Commission de Coopération intellectuelle. En 1923, elle souhaita que le principe de la coopération intellectuelle internationale devait être représenté dans chaque pays par une commission nationale constituée dans ce but et elle demanda aux gouvernements adhérents à la Société des Nations de donner à ces commissions l'aide morale et financière nécessaire. En 1925, elle accepta l'offre du Gouvernement français de la fondation de l'Institut de Coopération intellectuelle à Paris. En 1927, le Bureau International du Travail créa dans son sein une Commission con-

sultative des travailleurs intellectuels, parmi les membres de laquelle deux furent désignés par la Société des Nations.

La Commission de coopération intellectuelle commença ses travaux en procédant à une enquête générale sur la situation de la vie intellectuelle au lendemain de la guerre mondiale. Au cours de ces sept dernières années, elle fit beaucoup d'études, notamment sur des questions très importantes de caractère intellectuel. Par exemple, elle étudia la question de la protection internationale de la propriété scientifique, la question de la révision de la Convention de 1886, relative aux échanges de publications officielles, la question de l'enseignement aux enfants et à la jeunesse des buts de la Société des Nations, etc...

Nous pouvons alors nous demander pourquoi la Société des Nations déploie son activité dans le domaine intellectuel, puisque dans le Pacte, cette tâche ne lui est pas imposée.

En premier lieu, les partisans de la Société des Nations considèrent cette activité comme indispensable à sa vie même. Aussi Sir Gilbert Murray, dans un rapport présenté au nom de la cinquième Commission à la deuxième Assemblée, a-t-il dit les paroles suivantes : « La Commission sait que l'avenir de la Société des Nations dépend de la formation d'une conscience universelle. Son action ne peut être viable et ne peut s'accroître que si les savants, les penseurs et les écrivains de tous les pays entretiennent

des rapports fréquents et propagent d'un pays à l'autre les idées qui doivent assurer la vie entre les peuples » (1).

En deuxième lieu, on estime que cette activité intellectuelle est essentiellement nécessaire pour que la Société des Nations poursuive les buts qu'elle s'est assigné. Par exemple, Sir Drummond, premier secrétaire général de la Société des Nations désigné dans l'annexe du Pacte, a, dans un mémoire au Conseil, fait valoir que « la Société des Nations ne peut poursuivre aucun de ses buts ni les buts généraux de la coopération prévus dans le Pacte, ni même bien des buts précis qui lui sont assignés par certaines stipulations, comme la lutte contre les drogues nuisibles, le trafic des femmes et des enfants, sans rencontrer à chaque instant sur son chemin le problème général de l'éducation et sans être obligée de demander un concours actif aux éducateurs de tous les pays ».

En troisième lieu, on a la conviction que l'intervention de la Société des Nations dans les questions d'ordre intellectuel doit être considérée comme expression fidèle de la pensée des auteurs du traité de paix. En effet, l'un d'entre eux, M. Léon Bourgeois, a rappelé que le souci de l'Unité intellectuelle et morale avait dominé les résolutions arrêtées par le président Wilson et ses collègues dans leurs entretiens de l'hôtel Crillon : « Des divergences, écrivait-il, ont pu exister, des lacunes graves sont de-

(1) Voir les actes de la deuxième Assemblée, séances plénières, p. 309.

meurées dans la rédaction du Pacte, mais tous furent d'accord sur le but essentiel : créer entre les nations capables de s'élever à une conscience commune du bien et du mal, un accord solennel en vue d'assurer, dans une paix faite pour durer, l'ordre de l'humanité » (1).

§ 5. — *Plan de cette étude.*

Nous diviserons notre étude en trois parties comme suit :

Dans la première, nous étudierons les organismes par le soin desquels la Société des Nations déploie son activité dans le domaine intellectuel.

Dans la deuxième, nous étudierons les efforts faits par la Société des Nations en vue de protéger les droits des intellectuels.

Dans la troisième, nous étudierons les mesures prises par la Société des Nations pour faciliter le travail intellectuel et développer l'esprit international.

(1) Voir Léon Bourgeois : L'œuvre de la Société des Nations, page 17.

PREMIÈRE PARTIE

Des organismes par le soin desquels la Société des Nations déploie son activité dans le domaine intellectuel

Nous diviserons cette partie en trois chapitres. Dans le premier, nous étudierons la Commission internationale de Coopération Intellectuelle. Dans le deuxième, nous étudierons l'Institut International de Coopération Intellectuelle. Dans le troisième, nous étudierons la Commission Consultative des travailleurs intellectuels créée auprès du Bureau International du travail.

CHAPITRE PREMIER

LA COMMISSION DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

Nous étudierons successivement : 1° l'origine de la Commission ; 2° la Commission qui fonctionne actuellement et 3° les relations entre la Commission et les Commissions nationales de coopération intellectuelle.

SECTION I

Origines de la Commission

Elle a été constituée en exécution d'une décision de l'Assemblée générale de la Société des Nations en septembre 1921. Cette décision fut elle-même provoquée par la motion que présentèrent à l'Assemblée de 1920 les Délégués de la Belgique, de la Roumanie et de l'Italie, à la suite d'un vœu émanant de l'Union des Associations inter-

nationales, et tendant à voir la Société créer dans son sein un organe pour le travail intellectuel, analogue à celui qu'elle avait créé pour le travail manuel et l'hygiène (1).

§ 1. — *Projet de résolution de MM. Negulesco, Pouillet et Maggiorino Ferraris.*

Au mois de septembre 1920, le Congrès des Associations internationales réuni à Bruxelles a adopté un vœu aux termes duquel il a renouvelé auprès de la Société des Nations la demande qu'il avait déjà présentée à la Conférence de Paris.

Le Congrès suggérerait en effet que la Société des Nations créât dans son sein une organisation internationale pour le travail intellectuel analogue à celles qu'elle avait déjà créées pour le travail manuel, l'hygiène et les intérêts économiques. Cette organisation favoriserait le développement rapide des sciences et celui de l'enseignement en coordonnant l'activité des trois groupes d'organisations : les grandes institutions intellectuelles nationales des divers pays, les grandes associations internationales poursuivant des buts d'études et de recherches et les grands établissements intellectuels internationaux. A cette fin, le Congrès désirait que la Société des Nations convoquât à bref délai une Conférence intellectuelle internationale chargée d'éla-

(1) Voir M. Paul Otlet. Introduction aux travaux de la Commission de coopération intellectuelle.

borer des statuts pour une telle organisation et de formuler des conclusions ou des suggestions sur les problèmes de la reconstruction internationale d'ordre scientifique (1).

★
★ ★

Pour bien comprendre le vœu du Congrès des Associations internationales, il n'est pas inutile de dire quelques mots sur le caractère des organisations internationales pour le travail manuel et les intérêts économiques puisqu'il voulait une organisation analogue à celles-ci.

D'après l'article 23 du Pacte, les membres de la Société des Nations acceptent l'obligation de s'assurer que les conditions de travail sont équitables et humanitaires et ils doivent s'efforcer de les maintenir telles. Pourtant l'Organisation permanente du Travail repose non pas sur les termes du Pacte, mais sur la partie XIII du traité de Versailles. Bien qu'aux termes de l'article 387 dudit traité, elle soit composée de représentants de tous les Etats membres de la Société des Nations et qu'aux termes de l'article 399, son budget fasse partie du Budget général de la Société elle-même, elle demeure cependant une organisation autonome. Son fonctionnement est identique à celui de la Société, c'est-à-dire qu'elle comprend une Conférence générale de représentants des gouvernements et des organisations de patrons et d'ouvriers, correspondant à l'Assem-

(1) Voir Revue Internationale du Travail, vol. IV, n° 1, oct. 1921, p. 13.

blée, un Conseil d'Administration, correspondant plus ou moins au Conseil, et un Bureau correspondant au Secrétariat. Bien que, d'après l'article 392, le Bureau international du Travail fonctionne au siège de la Société des Nations et fait partie de l'ensemble de ses institutions, il est toutefois régi par son propre Conseil d'Administration et non par le Conseil de la Société des Nations.

Quant à l'organisation financière et économique et à l'organisation d'hygiène, ce sont deux organisations techniques de la Société des Nations (1).

Ici, nous devons faire remarquer la distinction entre les organisations techniques et les commissions consultatives de la Société des Nations. Les organisations techniques ont tout le degré d'indépendance et toute la souplesse suffisante pour leur permettre d'être véritablement utiles, tout en demeurant sous le contrôle général du Conseil et de l'Assemblée. En principe, elles sont aussi calquées sur le modèle de la Société elle-même. Elles comprennent une commission permanente, correspondant en quelque sorte au Conseil, une Conférence générale de représentants des gouvernements, correspondant à l'Assemblée, et un secré-

(1) Présentement, il y a trois organisations techniques de la Société des Nations. A côté de l'organisation financière et économique et à côté de l'organisation d'hygiène, il y en a une troisième, l'organisation du transit. Mais cette dernière, d'ordre technique, a été constituée par la Conférence générale sur la liberté des communications du transit, convoquée par la Société à Barcelone en mars 1921.

tariat constitué par une section du Secrétariat de la S.D.N. Quant aux commissions consultatives qui se composent tantôt de membres choisis par le Conseil, en raison de leurs capacités personnelles dans un domaine donné, et tantôt des membres officiellement désignés par les gouvernements, à titre d'experts, elles sont principalement chargées de donner avis au Conseil. Toutes leurs décisions doivent être soumises à l'approbation du Conseil ou de l'Assemblée. (1)

Ces explications données, nous savons que le désir du Congrès des Associations internationales, en 1920, était la constitution d'une organisation de travail intellectuel qui devrait être sinon une organisation autonome, tout au moins une organisation technique, c'est-à-dire qu'elle devrait comprendre, en plus d'une Commission et d'un Secrétariat, une Conférence générale. En autres termes, il ne se contentait pas d'une commission consultative comme la Commission de Coopération Intellectuelle qui fonctionne à l'heure actuelle.

Pour réaliser le vœu du Congrès des Associations internationales, MM. Negulesco, délégué de la Roumanie, Pouillet, délégué de la Belgique et Maggiorino Ferraris, délégué de l'Italie, soumirent à la première Assemblée de la Société des Nations siégeant au mois de décembre 1920,

(1) La Constitution et l'Organisation de la S.D.N. (brochure publiée par la S.D.N.), page 31 et suivantes.

un projet de résolution dans le dernier paragraphe duquel ils suggéraient que l'Assemblée invitât le Conseil à suivre les travaux en cours qui ont pour objet le développement de la coopération internationale dans le domaine intellectuel, à leur accorder éventuellement son patronage et « à présenter à l'Assemblée lors de sa prochaine session, un rapport circonstancié sur l'influence éducative qu'ils sont appelés à exercer dans la formation d'un large esprit d'entente et de coopération mondiale et sur l'utilité qu'il pourrait y avoir de les constituer en un organisme technique à rattacher à la Société des Nations ».

§ 2. — *Le débat devant la première Assemblée.*

Après avoir été saisie par MM. Negulesco, Pouillet et Maggiorino Ferraris du projet de résolution concernant la question d'organisation du travail intellectuel, la première Assemblée renvoya ledit projet à sa deuxième Commission pour étude (1). Le 13 décembre 1920, la deuxième Com-

(1) On sait que, dans chaque session, après la discussion générale du rapport sur l'activité du Conseil et sur les mesures prises pour donner effets aux décisions de l'Assemblée précédente, l'Assemblée répartit les questions à examiner entre six Commissions. La première de ces Commissions s'occupe des questions constitutionnelles et juridiques ; la deuxième, des travaux des organisations techniques ; la troisième, du désarmement ; la quatrième, du budget et des questions d'administration intérieure ; la cinquième, des questions sociales, et la sixième, des questions politiques. Ici, comme il s'agit de savoir si une organisation technique devait être créée ou non, on estima que c'était également à la deuxième Commission qu'il convenait de l'étudier.

mission l'adopta sans discussion. M. H. Lafontaine fut désigné comme rapporteur devant l'Assemblée. Nous savons que M. Lafontaine était alors précisément le Secrétaire général de l'Union des Associations internationales à Bruxelles. Dans son rapport, il fit les déclarations suivantes : « la Société des Nations a assuré au travail manuel une créance privilégiée (crédit annuel de 7.000.000 de francs-or) et il n'est que juste qu'elle assure son appui au travail intellectuel ». Son rapport se terminait en suggérant à la Société des Nations de créer un organisme technique consacré à l'intellectualité mondiale.

Cependant, si ce projet de résolution n'avait soulevé aucune difficulté devant la deuxième Commission, il fit, au contraire, l'objet d'un débat assez vif devant la séance plénière de l'Assemblée. En effet, M. G. N. Barnes, délégué de l'Empire Britannique, s'opposa très vivement à cette proposition. Tout d'abord, il critiqua la forme sous laquelle on l'avait présentée, en invoquant l'affectation des 7.000.000 de francs-or au travail manuel. Il estima que ce serait une formule très malheureuse de demander à la Société des Nations d'apporter une assistance au travail intellectuel, aussi, sous forme de francs-or. Ensuite, il se posa en adversaire de la distinction faite entre le travail manuel et le travail intellectuel. « Il est, dit-il, tout à fait exact que la grande masse de l'humanité a été jusqu'à présent considérée comme une foule de simples manœuvres, mais nous avons maintenant une démocratie qui

ne se contente pas de cet état de subordination ». D'après lui, la frontière entre le travail manuel et le travail intellectuel tend à disparaître. Or, le projet de proposition lui paraissait la perpétuer. Enfin, il craignit l'usage abusif d'organismes techniques. Pour lui, si l'on doit apporter une aide au travail intellectuel, l'organisme tout désigné à cet effet, ne peut être que le Bureau international du Travail.

M. Lafontaine lui riposta que l'organisation du travail manuel a pour but tout spécial de solutionner les problèmes relatifs aux conflits entre le travail et le capital ; tels que la durée des journées de travail, les salaires, les relations entre les ouvriers et les patrons, l'entretien des usines, etc... Or, ce que demande le travail intellectuel ce sont des facilités, de la rapidité dans les renseignements, des lieux de collaboration où les savants pourront se rencontrer, où les résultats de leurs travaux seront mis à la disposition du monde entier. C'est pourquoi la Société des Nations doit créer une organisation spéciale pour le travail intellectuel.

M. Barnes, posa alors la question préalable, mais celle-ci fut repoussée. En conséquence, le rapport de M. Lafontaine, ainsi que le projet de résolution soumis par MM Negulesco, Pouillet et Maggiorino Ferraris, fut adopté à l'unanimité par l'Assemblée (1).

(1) Voir les actes de la 1^{re} Assemblée de la S.D.N. (séances plénières) pp. 754-757.

★★

Cependant, il ne faut pas perdre de vue la portée des paroles de M. Barnes. En effet, si l'Assemblée a adopté le rapport de M. Lafontaine, elle invita seulement le Conseil à *présenter un rapport* sur l'influence éducative des travaux qui ont pour objet de développer la coopération intellectuelle et sur l'utilité qu'il pourrait y avoir de les constituer en une organisation technique. Or, jusqu'ici, la Société des Nations n'a pas encore créé dans son sein l'organisation technique pour l'intellectualité mondiale que M. Lafontaine désirait. D'ailleurs, le Bureau international du Travail déclarait sa compétence à l'égard de la protection des intérêts professionnels des travailleurs intellectuels ; il reconnut qu'il « s'était indirectement trouvé saisi du problème du travail intellectuel par les déclarations de M. Barnes » (1).

§ 3. — *La résolution de la deuxième Assemblée.*

Le premier mars 1921, le Conseil aborda la discussion sur l'organisation du travail intellectuel. M. Léon Bourgeois, saisissant l'occasion qui s'offrait de renouveler le vœu du Conseil directeur de l'Association française pour la Société des Nations émis en juin 1920, suggéra au Conseil de créer un Bureau de l'éducation. Ce Bureau, d'après lui, collaborerait activement à la propagation des idées

(1) Voir Bulletin Officiel du B.I.T. Vol. IX n° 20, 16 novembre 1921, p. 445.

directrices de la Société des Nations dans les Universités et dans les Ecoles (1). Cette proposition a été insérée dans le rapport de M. Quinones de Léon adopté par le Conseil (2).

Le 27 juin 1921, le Conseil discuta de nouveau sur ce sujet. Il décida de charger le Secrétaire général de préparer un projet du rapport que la première Assemblée l'avait invité à rédiger. A la suite de cette décision, le Secrétaire général soumit au Conseil deux mémoires.

Le premier contient un exposé détaillé des œuvres entreprises par l'Union des Associations internationales à Bruxelles : Institut international de bibliographie, Archives documentaires internationales, Annuaire de la Vie internationale, Université internationale, Quinzaine internationale, Centre mondial, Musée international, etc...

Le second mémoire relève tout d'abord l'importance pour le développement de la Société des Nations, de la collaboration intellectuelle internationale et notamment de l'activité éducative des différents peuples.

Cependant, il montre ensuite que la création d'un véritable organisme technique au sein de la Société des Nations serait prématurée, avant d'avoir été préparée par une série d'études préliminaires. Par suite, il suggère de créer simplement une commission consultative(3).

(1) Voir compte rendu de la 12^e session du Conseil, p. 27-28.

(2) Voir *ibid*, p. 177.

(3) On trouve les deux mémoires du Secrétaire général dans le compte rendu de la 4^e session du Conseil, pp. 1106-1112.

Cette proposition soumise par le Secrétaire général fut adoptée par le Conseil, dans sa séance du 2 septembre 1921. Celui-ci chargea alors M. Léon Bourgeois de la présenter à la deuxième Assemblée.

Le projet de résolution fut rédigé de la façon suivante :

« L'Assemblée invite le Conseil à procéder à la désignation d'une Commission pour l'étude des questions internationales de coopération intellectuelle et d'éducation. Cette Commission comprendra un maximum de douze membres désignés par le Conseil. Elle présentera à la prochaine Assemblée un rapport sur les mesures que la Société des Nations pourrait prendre en vue de faciliter l'échange intellectuel entre les peuples, notamment en ce qui concerne la communication des informations scientifiques et des méthodes d'éducation.

« En attendant l'examen de ce rapport par l'Assemblée, cette Commission servira d'organe consultatif au Conseil qui pourra lui soumettre toutes les questions techniques de cet ordre qui se présenteraient jusqu'à la prochaine réunion de l'Assemblée.

« L'étude du projet de création d'un Bureau international d'éducation, proposée dans la résolution du Conseil du 1^{er} mars 1921, sera également confiée à ladite Commission ».

Après avoir reçu le projet de résolution présenté par

M. Léon Bourgeois, l'Assemblée chargea la Cinquième Commission de l'étudier (1).

Au cours de ses séances du 8 et du 10 septembre 1921, la cinquième Commission a abordé la discussion sur cette question. Tout d'abord, on discuta sur le programme de la nouvelle Commission à créer, mais on fut d'accord de ne pas le tracer.

Le 21 septembre 1921, l'Assemblée, sur la proposition de la cinquième Commission, a adopté la résolution suivante :

« L'Assemblée approuve le projet de résolution présenté, au nom du Conseil, par M. Léon Bourgeois, à savoir la nomination par le Conseil d'une Commission chargée de l'étude des questions internationales de coopéra-

- (1) On a déjà parlé du mode en vertu duquel l'Assemblée répartit les questions à examiner entre six commissions, mais il faut signaler que, comme le caractère des travaux de la Commission de Coopération Intellectuelle n'est pas bien net, ce n'est pas toujours la même Commission qui est chargée de s'en occuper. D'une part, on peut les assimiler aux travaux des organisations techniques, mais d'autre part, on peut également les considérer comme des travaux relatifs à la question sociale, c'est pourquoi, lors des 2^e et 4^e Assemblées, la cinquième Commission fut appelée à les étudier, tandis que lors des 1^{re}, 3^e et 5^e à 8^e Assemblées, la deuxième Commission avait été désignée dans ce but. Mais lors de la neuvième Assemblée, on a renvoyé le rapport de la Commission de coopération intellectuelle à la sixième commission. Ce n'est là qu'une exception. M. Zahle, président de ladite Assemblée, a bien déclaré que « cette décision ne constituera, d'aucune façon, un précédent qui puisse lier l'Assemblée dans l'avenir ».

tion intellectuelle ; cette Commission se composera de douze membres au plus et comprendra des femmes ».

Il convient de signaler que bien que l'Assemblée eût approuvé le projet de résolution présenté par M. Léon Bourgeois, le texte voté n'était pas le même que le texte par lui présenté. Il contient à la fois une omission et une addition. D'une part, on a passé les mots « et éducation » après les mots « coopération intellectuelle » ; d'autre part, on a ajouté une phrase pour demander l'admission des femmes dans la Commission à créer.

La première modification provient de ce qu'au cours de la discussion devant la cinquième Commission, on a eu le souci de ne pas mériter le reproche de s'immiscer dans les affaires intérieures des nations au point de vue de l'enseignement. On estima qu'un texte présenté sous la forme de celui de M. Léon Bourgeois pourrait donner l'impression que la Société des Nations désirait élaborer un plan d'éducation et l'imposer aux différentes nations. On omit donc les mots « et éducation ».

En ce qui concerne la deuxième modification, nous pensons qu'elle provient de ce qu'on tint compte du rôle considérable que jouent les femmes dans le domaine intellectuel. On estima, de plus, qu'il était indispensable d'admettre des femmes dans la Commission à créer pour que l'action de celle-ci soit plus efficace. En effet, bien que l'article 7 du Pacte, alinéa *a*), prévoie que toutes les fonctions de la Société des Nations ou des services qui

s'y rattachent sont également accessibles aux hommes et aux femmes, il n'a pas prévu que, dans telle fonction ou tel service, on serait obligé de désigner des femmes. Mais aux termes de ce texte voté, on est obligé de nommer des femmes dans la Commission de Coopération Intellectuelle.

Le 19 janvier 1922, le Conseil a chargé le Secrétaire général de préparer une liste de personnes marquantes dans le monde intellectuel (1). Au cours de sa dix-huitième session en mai 1922, sur la proposition de M. Léon Bourgeois, le Conseil a procédé à la nomination de cette Commission pour l'étude des questions de coopération intellectuelle.

★ ★

En résumé, dans la création de la Commission de coopération intellectuelle, MM. Léon Bourgeois et Lafontaine ont joué un grand rôle. Mais il faut remarquer que la constitution de cette Commission ne répond pas exactement au vœu du Congrès des Associations internationales qui suggérait de créer une organisation technique de travail intellectuel. Il ne répond pas non plus au vœu de l'Association française pour la Société des Nations qui proposait de constituer un bureau d'éducation (2).

(1) Voir procès-verbal de la 15^e session du Conseil, p. III.

(2) Voir procès-verbal de la 18^e session du Conseil, p. 534.

SECTION II

La Commission qui fonctionne à l'heure actuelle

Dans la section précédente, nous avons étudié les origines de la Commission de Coopération Intellectuelle. Nous allons étudier maintenant la Commission qui fonctionne à l'heure actuelle.

§ 1. — Son caractère et ses attributions.

La Commission de Coopération Intellectuelle qui fonctionne actuellement n'est, comme nous l'avons déjà vu, qu'une commission consultative de la Société des Nations. Au-dessus d'elle, il n'y a pas de conférence générale. D'ailleurs, toutes les décisions prises par elle doivent être soumises à l'approbation du Conseil ou de l'Assemblée. Mais elle possède également un secrétariat qui est analogue à ceux des autres commissions et est constitué par une section du Secrétariat de la Société sous l'autorité du secrétaire général.

Il reste une question à examiner : la Commission de Coopération Intellectuelle est-elle une commission consultative provisoire ou de longue durée ?

Cette Commission, au début, n'était qu'un organe provisoire. Nous rappelons à ce sujet que M. Léon Bourgeois, dans son rapport présenté à la deuxième Assemblée et adopté par celle-ci, a dit expressément qu'elle

« avait été désignée pour étudier toutes les questions d'ordre intellectuel qui se présentaient jusqu'à la prochaine réunion de l'Assemblée ». Comme commission provisoire, son nom n'a pas figuré dans la nomenclature budgétaire des services du Secrétariat et le mandat de ses membres n'a pas été fixé.

Mais, aujourd'hui, nous pouvons dire que la période provisoire est close pour les raisons suivantes :

a) La troisième Assemblée a voté une résolution aux termes de laquelle l'Assemblée a invité la Commission à continuer sa tâche. Elle ne lui a pas fixé un mandat limitatif (1).

b) Aujourd'hui, le nom de la Commission est appelé à figurer dans la nomenclature budgétaire.

c) Dans la quarantième session du Conseil tenue en juin 1926, on a fixé le mandat des membres de la Commission à cinq ans (2).

On peut donc dire aujourd'hui que la Commission de Coopération Intellectuelle est, sinon une commission permanente, tout au moins une commission à longue durée.

★ ★

Quant aux attributions de la Commission, nous avons déjà signalé que la cinquième Commission de la deuxième Assemblée s'était refusée de lui tracer le programme de

(1) Voir les actes de l'Assemblée de 1922, p. 330.

(2) Voir procès-verbal de la 40^e session, p. 889.

ses travaux. Son programme reste donc toujours libre. Comme M. Hanotaux, dans son rapport présenté à la seizième session du Conseil, l'a bien dit : « La Commission s'occupera de toutes les questions internationales de coopération intellectuelle » (1).

Toutefois, une autre question doit ici attirer notre attention : la Commission est-elle compétente pour prendre des mesures destinées à la protection des intérêts professionnels des travailleurs intellectuels ? Avant 1927, cette question restait toujours confuse. En effet, d'une part, la Société des Nations ne croyait pas à cette compétence, mais le Bureau International du Travail, d'autre part, estimait que la Commission devait s'occuper également de l'aspect social du problème « relatif aux travailleurs intellectuels ». Cette question est aujourd'hui tranchée puisque le Bureau International du Travail a créé, dans son sein, une Commission des travailleurs intellectuels, chargée d'étudier ledit problème. Nous reviendrons plus loin sur ce point.

§ 2. — *Les membres de la Commission.*

Aux termes de la résolution adoptée par la deuxième Assemblée, la Commission devait se composer de douze membres au plus. Toutefois, au cours de la quatrième Assemblée, les délégués roumain, serbo-croate, slovène et

(1) Voir rapport de M. Hanotaux à la 16^e session du Conseil ; Journal Officiel de la S.D.N., fév. 1922, p. 175.

tchéco-slovaque, les délégués américains de langue espagnole, les délégués asiatiques ainsi que les délégués irlandais et finno-hongriens ont demandé d'augmenter le nombre des membres pour que ces nations puissent se faire également représenter dans la Commission.

Après une discussion assez longue tant devant la cinquième Commission (1) que devant la séance plénière de l'Assemblée (2) on aboutit à une résolution suivante :

« L'Assemblée, estimant qu'il est désirable d'accroître l'autorité de la Commission de coopération intellectuelle, en y assurant la représentation à la fois des diverses méthodes intellectuelles et des diverses cultures nationales,

« Prie le Conseil d'examiner la possibilité d'augmenter le nombre des membres de la Commission, en introduisant en même temps un système de roulement ».

A la suite de cette résolution, l'Assemblée invita le Conseil à examiner séparément les deux questions suivantes : la possibilité de l'élargissement de la Commission d'une part, la possibilité de l'introduction dans celle-ci, d'autre part, d'un système de roulement.

Au mois de décembre 1923, la Commission de Coopération intellectuelle a tenu sa troisième session et se pré-

(1) Voir compte rendu de la 5^e commission de la 3^e Assemblée, p. 34, 38, 55, 60.

(2) Voir les actes de la 3^e Assemblée (séances plénières), pp. 101 et suivantes.

occupa alors de ces questions. Elle estima que l'augmentation du nombre de ses membres était impossible, en raison du peu de ressources financières dont elle disposait. Le système de roulement lui parut également inadmissible et susceptible de nuire à son bon fonctionnement. Elle souhaitait donc que le Conseil se décidât à refuser l'une et l'autre des deux suggestions.

Tenant compte de ces observations, le Conseil, dans sa vingt-septième session, fit des déclarations par lesquelles il repoussait les deux propositions formulées par la quatrième Assemblée.

Toutefois, depuis 1923, la Commission de coopération intellectuelle s'est cependant élargie. En 1923, quand M. Einstein s'était déclaré prêt à rejoindre la Commission, le Conseil, dans sa séance du 16 juin, décida de lui attribuer un siège, sans attendre même qu'une vacance se produisît (1).

Dans la même séance, le représentant de l'Uruguay au Conseil, saisissant l'occasion, demanda d'attribuer un siège aux peuples américains de langue espagnole. Le Conseil donna également satisfaction à cette demande en nommant M. Léopols Lugones, membre de la Commission.

Le 27 novembre 1926, M. Ishii communiqua au Secrétaire général de la Société des Nations, une lettre, aux termes de laquelle le gouvernement japonais demandait de

(1) Voir Procès-verbal de la 29^e session du Conseil, p. 914.

désigner un membre japonais dans la Commission. Le Secrétaire général soumit cette lettre au Conseil, lors de sa quarante-troisième session. Le 7 décembre 1926, le Conseil augmenta la Commission d'un nouveau siège pour la nomination de M. Aikichi Tanakaddé, en faveur du Japon (1).

En conséquence de tout ceci, à l'heure actuelle, la Commission se compose de quinze membres. A l'origine, on n'avait pas fixé les mandats de ses membres, mais le Conseil, dans sa séance du 8 juin 1926, décida que dorénavant les mandats des membres de la Commission de Coopération Intellectuelle seraient d'une durée limitée de cinq ans, ces mandats étant toutefois renouvelables.

A côté de ces membres, la Commission a encore nommé plusieurs correspondants dans certains pays qui représentent chacun une civilisation déterminée mais qui n'ont pas encore de délégués dans la Commission.

§ 3. — *Organisation de la Commission.*

Dans le paragraphe précédent, nous avons signalé que la Commission avait augmenté le nombre de ses membres de douze à quinze. Nous signalerons ici que la Commission, en outre, a, depuis 1922, créé des sous-commissions et des sous-comités d'experts.

Les sous-commissions furent créées pour s'occuper des diverses branches de l'activité de la Commission. Le 13

(1) Voir Procès-verbal de la 43^e session du Conseil, p. 129 et 217.

septembre 1922, M. Bergson, en tant que Président de la Commission, a pris place à la table du Conseil de la Société des Nations pour en expliquer les raisons en ces termes : « Une commission, a-t-il dit, peut prendre des décisions, peser le pour et le contre, mais lorsqu'il s'agit de problèmes complexes et dont la solution exige des enquêtes préliminaires minutieuses, elle devra, si elle veut travailler, se décharger du soin de recueillir des informations et même, dans une certaine mesure, de les murir, sur des sous-commissions ». La proposition de M. Bergson fut adoptée par le Conseil.

La Commission comprend actuellement quatre sous-commissions. Ce sont : celle des droits des intellectuels, celle des sciences et de la bibliographie, celle des lettres et des arts et celle des relations interuniversitaires.

Chacune de ces sous-commissions comprend des membres de la Commission elle-même et des membres adjoints qui ne font pas partie de la Commission.

Quant aux Comités d'experts, ils ne sont créés que pour étudier des questions déterminées. Ils n'ont pas le caractère permanent.

§ 4. — *Son Budget.*

Ressources financières de la Commission.

Malgré l'élargissement de la Commission, les sommes à elle allouées par la Société des Nations restent très faibles. Au début, on ne lui allouait qu'un crédit de

100.000 francs-or par an. A l'Assemblée de 1923, elle a obtenu un crédit supplémentaire de 14.000 francs pour la création d'un Bureau international de renseignements universitaires.

En 1925, on a demandé une augmentation de crédit. Ce fut l'occasion d'un débat très vif devant la deuxième Commission de la cinquième Assemblée (1) ; l'opinion était alors divergente. Quelques délégués, dont M. Van Eysinga, délégué des Pays-Bas, estimaient qu'il était nécessaire que la Société des Nations réserve, en première ligne ses ressources pour les organismes rentrant dans le cadre constitutionnel de ses dépenses, c'est-à-dire ceux qui sont spécifiquement prévus par le Pacte, tels que Commission des Mandats, Commission pour l'étude des questions militaires, navales et aériennes, etc... Mais d'après les autres, dont M. Bonnet, délégué de la France, il était inadmissible d'établir une distinction entre les dépenses pour ainsi dire « constitutionnelles » de la Société des Nations et les autres dépenses.

Dans le budget du dixième exercice (1928) de la Société des Nations, on attribua à la Commission un crédit de 218.206 francs or. La somme totale de cet exercice était de 25.333.817 francs or. Par conséquent, nous pouvons dire que si la Société des Nations a apprécié les travaux de la Commission de Coopération Intellectuelle, elle ne lui

(1) Voir Procès-verbaux de la 2^e Commission de la 5^e Assemblée, p. 18 à 22.

a par contre affecté qu'une somme relativement très modeste.

Mais il faut noter que l'Assemblée de 1923 a adopté une résolution aux termes de laquelle elle prie le Conseil d'autoriser la Commission à recevoir de toute institution ou de tout particulier qui s'intéresserait à ses efforts, des fonds destinés à cette œuvre. C'est ainsi qu'en mars 1928, le Conseil a autorisé la Commission de Coopération intellectuelle à accepter l'offre qui lui en avait été faite par l'« American Council of Education » d'une somme de 5.000 dollars destinés à faire en Europe une enquête sur les Organisations qui s'occupent d'échanger professeurs et étudiants entre les différents pays (1).

SECTION 3

Relations entre la Commission et les Commissions nationales de coopération intellectuelle et les Associations intellectuelles internationales.

§ 1. — Création des Commissions nationales de Coopération intellectuelle.

Au lendemain de la création de la Commission internationale de Coopération Intellectuelle, des Commissions

(1) Résumé mensuel de la S.D.N. Vol. VIII n° 3, 15 avril 1928, page 102.

nationales de coopération intellectuelle se constituèrent dans les divers pays. Leur but est, d'une part, de servir d'intermédiaire entre les organes de la vie intellectuelle de leurs pays respectifs et la Commission internationale et d'autre part, de transmettre au Secrétariat de la Commission internationale ou bien directement aux autres Commissions nationales les demandes des institutions et des travailleurs intellectuels de leurs pays respectifs, notamment en ce qui concerne les livres et les instruments de travail, les facilités de voyage, et les échanges interuniversitaires. Elles ont encore pour tâche de donner satisfaction dans la mesure du possible, aux demandes du même genre qui leur seraient adressées par l'intermédiaire du Secrétariat de la Commission internationale ou bien directement par les autres commissions nationales.

L'Assemblée de 1923, tenant compte de l'utilité de ces Commissions nationales, a adopté une résolution aux termes de laquelle elle estimait que des Commissions nationales doivent être créées dans tous les pays qui ont déjà organisé la coopération intellectuelle. Elle invitait le Conseil à demander aux Gouvernements des membres de la Société des Nations de donner leur appui moral et financier à ces Commissions nationales.

La Commission internationale de coopération intellectuelle, dans sa troisième session tenue au mois de décembre 1923 a adopté des propositions relatives à l'organisation de ces Commissions nationales. Elle s'est bornée à

indiquer que dans les pays où il existe plusieurs organismes travaillant dans le domaine de coopération intellectuelle, ces organismes seront invités à se fédérer, si possible, en une seule commission, et, en tous cas, ils devront s'entendre pour choisir un délégué commun qui les représentera dans leurs rapports avec la Commission internationale qui laissera les Commissions nationales libres de fixer elles-mêmes leurs rapports avec leurs gouvernements respectifs ainsi que leur règlement et composition.

Des Commissions nationales existent actuellement dans trente-trois pays. Elles ne sont pas toutes composées de la même manière. En Autriche, la Commission nationale comprend des représentants des principaux établissements et associations scientifiques. En Pologne, c'est la Caisse Maniowski (Fondation pour l'encouragement du travail scientifique) qui a formé la Commission nationale en collaboration avec l'Académie Polonaise. En Roumanie, l'initiative est partie de l'Académie roumaine. En Lithuanie, elle est partie de l'Université de Kovno (1).

A la session de Paris, en décembre 1923, la Commission a pris contact avec les représentants des Commissions nationales alors déjà constituées.

(1) Voir la Liste des Commissions nationales de coopération intellectuelle, parue dans le Journal Officiel de la S.D.N., mai 1927, p. 614.

§ 2. — *Collaboration de la Commission avec les
Organisations internationales.*

La Commission a admis comme règle de ne pas admettre d'associations privées à ses séances. Mais, pour des raisons exceptionnelles, elle invita à certaines de ses séances plénières ou à celles de ses sous-Commissions les représentants des grandes associations scientifiques internationales (Union académique internationale, Conseil international de recherches), ceux de la Confédération internationale des travailleurs intellectuels, fondée à Paris, le 5 avril 1923, ceux des Associations internationales d'étudiants, et aussi, pour la question plus spéciale de la bibliographie, ceux de l'Institut international bibliographique de Bruxelles, etc...

CHAPITRE II

INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

Cet Institut fut créé par le Gouvernement français et mis à la disposition de la Société des Nations.

SECTION I

Proposition de cet Institut par le Gouvernement français

Nous exposerons la discussion que cette question souleva d'abord devant la Commission, de Coopération Intellectuelle, puis devant le Conseil de la Société des Nations et enfin devant l'Assemblée.

§ 1. — *Rapport de la Commission de Coopération intellectuelle du 29 Juillet 1924.*

Nous avons déjà indiqué que l'Assemblée de 1923 invita le Conseil à autoriser la Commission de Coopération Intellectuelle à recevoir de toute institution et de tout par-

ticulier qui s'intéresseraient à ses efforts des fonds destinés à son œuvre. En vertu de cette résolution, la Commission, dans sa séance du 7 décembre 1923, décida de lancer un appel de fonds (1).

Le Conseil approuva cette décision de la Commission.

Au cours de 1924, M. Bergson, alors président de la Commission, fit un appel au concours financier de tous ceux qu'intéressait l'œuvre entreprise par la Commission (2). Cet appel fut publié dans la presse et envoyé en même temps aux diverses institutions d'ordre intellectuel. C'est en réponse à cet appel que le Gouvernement français proposa d'offrir à la Commission un Institut.

Le 24 juillet 1924, M. François Albert, ministre de l'Instruction publique et des Beaux Arts de France, adressa à M. Bergson une lettre dont nous extrayons ci-dessous quelques passages : (2)

« ... Au nom du Gouvernement français, et sûr d'être en ceci l'interprète du public tout entier, je voudrais, Monsieur le Président, offrir à la Commission de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations, les moyens matériels de transformer ses plans en une solide et belle réalité...

(1) Voir le Procès-verbal de la 3^e Session de la Commission, pages 22 et 23.

(2) Le texte de cette lettre est publié également dans le Journal Officiel de la S.D.N., mars 1925, p. 425.

« C'est par l'intermédiaire de la Société que le Gouvernement français offrira l'argent et les locaux nécessaires pour la fondation et le fonctionnement du futur Institut International de Coopération Intellectuelle. Le Gouvernement français sera heureux de prouver, d'une façon précise et pratique, son attachement profond aux principes que représente la Société des Nations, son désir ardent de contribuer, avec elle et par elle, à la paix du monde...

« A mon sens, la future institution sera un instrument d'action de votre Commission ; il lui appartiendra de la diriger ; il lui appartient également d'en arrêter le plan... » (1).

Le 26 juillet 1924, la Commission a abordé la discussion sur cette lettre du Gouvernement français. Les opinions parmi ses membres furent différentes. Les uns, tenant compte que sans un instrument d'action, la Commission aurait toujours l'impression de construire sur un sable mouvant et n'aurait pas des bases sûres, proposèrent d'accepter par acclamation cette offre généreuse. Mais, les autres, tout en rendant hommage au noble geste du Gouvernement français, firent des observations. Ils craignaient, en effet, que l'acceptation de cette proposition n'eût pour conséquence le transfert d'une partie de l'activité de la Société des Nations de Genève à Paris, et ne donnât prise

(1) Le texte de la lettre fut inséré au procès-verbal de la 4^e session de la Commission, pages 18 et 19.

aux critiques de ceux qui étaient tentés d'attribuer à des desseins politiques l'action de la Commission (1).

Après des explications données par M. Bergson et M. Luchaire, la Commission se mit d'accord pour adresser ses remerciements unanimes au Gouvernement français, mais elle estima qu'elle n'avait pas le droit, juridiquement parlant, d'accepter cette proposition, car ce droit appartient au Conseil. Elle s'est alors bornée à rédiger une réponse au Gouvernement français pour exprimer sa gratitude et un rapport au Conseil pour faciliter son examen de cette proposition.

Dans son rapport du 29 juillet 1924 au Conseil, la Commission se contenta d'indiquer quelques services principaux susceptibles d'être organisés par l'Institut dans le cas où le Conseil approuverait la proposition du Gouvernement français. Ces services, selon la Commission, doivent correspondre à ses sous-commissions. Elle déclara ceci : « L'aspect politique et juridique de ce projet échappe à la Commission ; c'est au Conseil et à l'Assemblée de l'envisager et de prendre la décision qu'ils jugeront la plus conforme aux intérêts de la Société des Nations » (2).

- (1) Cette question a fait l'objet des débats au cours de quatre séances. Voir le procès-verbal de la 4^e Session de la Commission, pp. 18 et suivantes.
- (2) Le texte de ce rapport fut inséré dans le procès-verbal de la 4^e session de la C.I.C.I., p. 39 et 40.

§ 2. — *Acceptation de la Société des Nations.*

Un mois plus tard, le Conseil a tenu sa trentième session. Le 9 septembre, il examina la proposition du Gouvernement français. M. Jouvenel, délégué suppléant de la France, fut désigné comme rapporteur de la question.

Dans le paragraphe précédent, nous avons déjà indiqué qu'au sein de la Commission de Coopération Intellectuelle quelques uns de ses membres avaient fait des observations. Au sein du Conseil, il existait également quelques membres qui craignirent que la création de l'Institut ne menaçât les institutions internationales déjà existantes, telles que le Conseil International des recherches et l'Union académique internationale, deux institutions constituées immédiatement après la guerre, à Bruxelles.

Tenant compte de cet état psychologique existant parmi ses collègues, M. Jouvenel, après avoir donné lecture de son rapport et de son projet de résolution, ajouta quelques mots pour bien préciser les intentions du Gouvernement français. D'une part, il fit observer, qu'en aucun cas cet Institut ne pourra nuire aux Institutions internationales déjà existantes d'ordre intellectuel, d'autre part, il exposa que cet Institut doit être entièrement un office international. Il doit donc être dirigé par la Commission de Coopération Intellectuelle et les fonds donnés par le Gouvernement français doivent être mis à la disposition de cette Commission et gérés par elle.

Ces déclarations faites, le Conseil tout entier remercia

le Gouvernement français de sa généreuse initiative et adopta la résolution suivante : (1)

« Le Conseil, prenant acte de la proposition du Gouvernement français et le remerciant de sa généreuse initiative, l'accepte en principe et la renvoie à l'Assemblée pour l'examen des points suivants :

« 1. Attributions du nouvel Institut ;

« 2. Conditions administratives et juridiques de son fonctionnement ;

« 3. Relations entre l'Institut projeté et les institutions existantes, d'ordre intellectuel ; telles que l'Union des Associations internationales, l'Office international de bibliographie, le Conseil international de recherches, l'Union académique internationale dont le siège est à Bruxelles et dont il importe de maintenir l'autonomie ».

Aux termes de cette résolution, la proposition du Gouvernement français fut acceptée.

Nous savons que, d'après le régime actuel de la Société des Nations, le Conseil et l'Assemblée sont sur le pied de la plus parfaite égalité. Les pouvoirs de ces deux organes sont, en principe, égaux. Nous ne devons pas considérer le Conseil vis-à-vis de l'Assemblée comme un ministère par rapport à un Parlement. Sans doute, le Conseil doit faire un rapport à l'Assemblée, mais si ce rapport est suivi d'un échange de vues, il n'y a pas de sanction. Nous ne

(1) Voir les procès-verbaux de la trentième session du Conseil, tenue à Genève, p. 1.296 et 1.297.

devons pas non plus considérer le Conseil au regard de l'Assemblée comme une Chambre par rapport à l'autre Chambre dans le régime représentatif. Sous ce régime la décision parlementaire doit émaner de l'une et de l'autre. Mais, en ce qui concerne la Société des Nations, en règle générale, sa volonté est aussi bien exprimée par une décision du Conseil ou par une décision de l'Assemblée (1). Par conséquent, en ce qui concerne l'offre du Gouvernement français, le Conseil ayant décidé de l'accepter, cette décision est définitive. Le Conseil invita seulement l'Assemblée à examiner les trois points indiqués dans la résolution.

§ 3. — *Résolution de l'Assemblée.*

Bien que le Conseil eût décidé l'acceptation de l'offre du Gouvernement français, lorsque cette question vint devant la Commission de la cinquième Assemblée, elle fit l'objet de débats très vifs. M. Mathéo Charlton, délégué de l'Australie, tout en appréciant l'offre, invita vivement la Commission à revenir sur l'opinion que « l'Institut devrait être établi à Paris ». Pour lui, cet Institut doit être dirigé par la Société des Nations au centre administratif de cette dernière, et nulle part ailleurs. La raison pour laquelle la Société des Nations a été établie dans la ville neutre de Genève peut être invoquée également en faveur

(1) Voir M. de Lapradelle. Cours sur la Société des Nations 1926-1927.

de l'établissement d'un centre de coopération intellectuelle au même endroit. Mais M. Gilbert Murray, délégué de l'Empire britannique, demanda à M. Charlton de ne pas persister dans son opposition. Il fit valoir qu'en un moment où l'œuvre tout entière de la Commission de Coopération intellectuelle était entravée par le manque de ressources financières, l'Assemblée et le Conseil avaient autorisé cette commission à lancer un appel de fonds. Aucun pays n'a répondu, si ce n'est la France. En conséquence, il estima que le Gouvernement français avait légitimement gagné l'influence que le projet actuel pourrait lui procurer. Il ajouta que si cette prépondérance accordée à la France est fâcheuse au point de vue de la Société, il faut en blâmer les autres pays qui n'ont apporté aucune contribution.

Après une longue discussion, la deuxième Commission adopta le texte d'un vœu aux termes duquel l'Assemblée prenait acte de l'acceptation du Conseil relative à la création par le Gouvernement français de l'Institut. En ce qui concerne les trois questions qui lui avaient été posées par le Conseil, la deuxième Commission proposa d'y répondre de la manière suivante :

« L'Assemblée émet le vœu suivant :

« A. — Les attributions du nouvel Institut seront définies par la Commission de Coopération Intellectuelle, conformément aux principes établis par elle-même après qu'elle aura procédé aux consultations nécessaires pour

éviter les doubles emplois et aux indications du Conseil et de l'Assemblée. Ces attributions pourront être développées ultérieurement par la Commission avec l'assentiment du Conseil et de l'Assemblée.

« B. — Le Conseil de la Société des Nations est invité à prendre avec le Gouvernement français tous les accords nécessaires à l'établissement, à la continuité et au bon fonctionnement de l'Institut.

« Suivant ces accords, l'administration de l'Institut devra être confiée à la Commission de Coopération Intellectuelle agissant comme Conseil d'Administration. Celui-ci délèguera avec l'approbation du Conseil, cinq personnes de nationalités différentes qui formeront un Comité de Direction. Les fonctions du Comité de Direction, qui se réunira au moins tous les deux mois, de même que la durée du mandat de ses membres et le système de roulement selon lequel ils seront renouvelés, seront déterminés par la Commission de Coopération Intellectuelle.

« Le budget et les comptes de la Fondation seront communiqués au Conseil et à l'Assemblée. Les comptes seront vérifiés au moins une fois par an par la Commission aux comptes de la Société des Nations. Le rapport de celui-ci sera joint au budget et aux comptes.

« C. — La Commission de Coopération Intellectuelle déterminera dans chaque cas, après avoir consulté les parties intéressées, et d'abord avec elles, les rapports des institutions mentionnées dans la résolution du Conseil ou de

toutes autres institutions de caractère intellectuel avec l'Institut international ».

M. Charlton vota contre ce vœu, mais nous savons que la règle de l'unanimité prévue dans l'article 5 du Pacte s'applique seulement aux décisions prises par le Conseil ou l'Assemblée. Dans les six Commissions de l'Assemblée, cette unanimité ne s'impose pas. Par conséquent, malgré l'opinion du délégué de l'Australie, ce vœu fut adopté quand même.

Dans sa séance plénière du 23 septembre 1924, l'Assemblée adopta à l'unanimité ce texte du vœu présenté par sa deuxième Commission.

§ 4. — *Accords intervenus au sujet de la création de l'Institut entre le Gouvernement français et le Conseil de la Société des Nations.*

Conformément aux termes du passage B du vœu émis par la cinquième Assemblée, le Conseil, le 30 septembre 1924, chargea le Secrétaire général de préparer avec le Gouvernement français tous les accords relatifs à la création de l'Institut. Le 8 décembre suivant, M. Ed. Herriot, Président du Conseil de France, a adressé au Conseil de la Société des Nations une lettre dans laquelle il précisa les conditions auxquelles le Gouvernement français prenait l'engagement de fonder et d'entretenir l'Institut. En outre, il stipula que le caractère et l'organisation générale résultant du rapport au Conseil de la Commission de Coopération Intellectuelle du 29 juillet 1924, de la résolution

du Conseil du 8 septembre 1924 et de la décision de la cinquième Assemblée du 23 septembre 1924, doivent être conservés à l'Institut.

A cette lettre, étaient jointes les pièces fixant les statuts organiques qui forment l'ensemble du règlement général de l'organisation de l'Institut (1).

Le Conseil, dans sa séance du 13 décembre tenue à Rome, examina cette lettre du Gouvernement français ainsi que le statut organique de l'Institut. Il décida de les considérer comme constituant l'accord visé dans le vœu de la cinquième Assemblée et chargea son président de confirmer au Gouvernement français son accord sur les termes dudit engagement.

Le Gouvernement français prit alors les mesures nécessaires pour faire approuver ces accords par sa Chambre des Députés et son Sénat. Le texte de la Loi portant création de l'Institut fut définitivement approuvé par le Parlement français, le 9 juillet 1925 et promulgué par le Président de la République française, le 6 août suivant. Le statut organique fut également annexé à cette loi (2 et 3).

- (1) Le texte de cette lettre, ainsi que le statut organique, fut annexé au procès-verbal de la 32^e session du Conseil, p. 285 et 289.
- (2) Journal Officiel du Gouvernement français, 9 août 1925.
- (3) Il convient de signaler que depuis l'offre du Gouvernement français, le Gouvernement italien, sur l'exemple de ce dernier, a mis deux autres Instituts à la disposition de la Société des Nations : l'Institut pour l'unification du droit privé et l'Institut du cinématographe éducatif.

Quelles sont les conditions contenues dans la lettre du Gouvernement français ? C'est ce que nous étudierons dans la section suivante.

SECTION II

Conditions auxquelles le Gouvernement français mit l'Institut à la disposition de la Société des Nations

§ 1. — *Engagements du Gouvernement français relatifs à la création et à l'entretien de l'Institut.*

Dans la lettre du 24 juillet 1924, adressée à M. Bergson, M. Albert a simplement dit que le Gouvernement français voulait bien offrir l'argent et les locaux nécessaires pour la fondation et le fonctionnement de l'Institut. Dans sa lettre du 8 septembre 1925, M. Herriot précisa ces conditions de la façon suivante :

a) Les locaux. — Le Gouvernement s'est engagé à mettre à la disposition de l'Institut les locaux nécessaires au fonctionnement de ses services (1).

L'Institut peut, dans la mesure où le permettront

(1) Pour réaliser cette stipulation, le Gouvernement français, le 12 septembre 1925, affecta par décret, les bâtiments situés au Palais Royal, dans l'aile Montpensier, à l'installation de l'Institut.

les locaux dont il dispose, concéder la jouissance de bureaux et de salles de réunions aux institutions et associations tendant à développer les relations intellectuelles internationales qui en feront la demande et lui paraîtront présenter les garanties suffisantes.

b) Les dépenses d'installation. — Le Gouvernement français s'est engagé à assumer toutes les dépenses d'installation de l'Institut, de sorte que la Société des Nations ne débourse, du fait de cette installation, aucune somme.

c) Les dépenses annuelles. — Le Gouvernement français a pris l'engagement d'accorder une subvention globale annuelle de deux millions de francs français pour le fonctionnement et l'entretien de l'Institut. Au cas, où le développement de l'Institut l'exigerait le même Gouvernement demanderait aux Chambres une augmentation de la subvention.

Ces sommes, destinées à assurer les frais annuels de fonctionnement de l'Institut, doivent être versées, chaque année, semestriellement et par anticipation, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet de chaque année à une banque désignée d'un commun accord par le Secrétaire général de la Société des Nations et le Ministre des finances du Gouvernement français. Elles seront retirées de cette banque au fur et à mesure des besoins par l'Institut.

Bien que les locaux, les dépenses d'installation et ses dépenses annuelles soient à la charge du Gouvernement français, l'Institut n'est pas un établissement public de

l'Etat français. En effet, aux termes du paragraphe 2 de sa lettre adressée au Conseil de la S.D.N., le Gouvernement français s'est engagé à prendre les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Institut comme une fondation autonome. Pour réaliser cette stipulation l'article 2 de la Loi du 6 août 1925 portant création de l'Institut déclare expressément que « l'Institut International de Coopération Intellectuelle est une fondation autonome, investie de la personnalité civile ».

§ 2. — *Caractère international de l'Institut.*

Dans le paragraphe précédent, nous avons signalé que l'Institut est une fondation autonome. Dans ce paragraphe nous préciserons qu'il est une fondation autonome de caractère international.

En effet, bien que fondé par le Gouvernement français, il fut mis intégralement à la disposition de la Société des Nations. Il a pour objet principal de préparer les délibérations de la Commission de Coopération Intellectuelle, de poursuivre dans tous les pays l'exécution des décisions et recommandations de cette Commission. Les membres en fonction de cette Commission sont en même temps les membres du Conseil d'Administration de l'Institut. En un mot, il est vraiment un instrument de travail de cette Commission.

En tant qu'Institut International, son personnel doit être choisi dans les différents pays. Son Directeur doit être

nommé par son Conseil d'Administration, c'est-à-dire, en fait, par la Commission de Coopération Intellectuelle.

Le Directeur de l'Institut est nommé pour une durée de sept ans. Il est rééligible une fois. Le règlement intérieur stipula qu'il « est désirable que le successeur d'un directeur décédé, démissionnaire ou non réélu, n'appartienne pas à la même nationalité que celui-ci ». En outre, aux termes de l'article de ce règlement, le Directeur prend l'engagement de diriger l'Institut en toute impartialité, dans l'esprit qui anime la Commission de Coopération Intellectuelle elle-même et d'en assurer la stricte internationalité.

L'Institut, comme nous l'avons déjà dit, est un instrument de travail pour la Commission de Coopération intellectuelle. Pour cette raison nous devons envisager le point suivant :

Aux termes de l'article 7, alinéa 4, du Pacte de la Société des Nations, « les représentants des Membres de la Société des Nations et ses agents jouissent dans l'exercice de leur fonction des privilèges et immunités diplomatiques ».

Les agents de l'Institut jouissent-ils des mêmes avantages que les agents mêmes de la Société des Nations ? Oui, mais ce sont seulement certaines catégories d'entre eux qui en bénéficient.

L'article II du statut organique de l'Institut stipula que le Conseil d'Administration de celui-ci doit détermi-

ner, par décision approuvée par le Conseil de la Société des Nations, les catégories de son personnel devant bénéficier de ces privilèges et immunités diplomatiques. En vertu de cet article, la Commission de Coopération Intellectuelle, le 27 juillet 1925, siégeant, en tant que Conseil d'Administration de l'Institut, décida que le Directeur, les Chefs de Direction, les Chefs de service et les adjoints doivent avoir droit à la jouissance de ces avantages ; cette décision fut approuvée par le Conseil de la Société des Nations lors de sa trente-cinquième Session.

D'autre part, il convient de signaler que le statut organique de l'Institut fut annexé à la loi du 6 août 1925 du Gouvernement français portant création de l'Institut, de sorte que l'octroi de ces privilèges et immunités diplomatiques aux catégories du personnel de l'Institut que nous venons d'indiquer fut confirmé par la loi française.

Il n'est que juste que les agents de l'Institut ne soient pas fonctionnaires de l'Etat français. Ils sont des fonctionnaires internationaux. C'est la conséquence logique qui découle du caractère international de l'Institut.

CHAPITRE III

LA COMMISSION CONSULTATIVE DES TRAVAILLEURS INTELLECTUELS CRÉÉE AUPRÈS DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

En 1927, le Conseil d'Administration du Bureau international du travail décida de créer une Commission Consultative des travailleurs intellectuels. Nous consacrons un chapitre à l'étude de ce nouvel organisme pour montrer la collaboration et la répartition du travail entre la Société des Nations et l'Organisation permanente du Travail dans les questions relatives aux intellectuels.

SECTION I

Collaboration du Bureau International du travail avec la Commission de Coopération Intellectuelle

Dès sa création, le Bureau International du Travail s'est toujours occupé des questions relatives aux conditions économiques des travailleurs intellectuels. Mais, avant

1927, il se contentait d'une collaboration avec la Commission de Coopération Intellectuelle.

§ 1. — *Travailleurs intellectuels et Organisation permanente du Travail.*

La partie XIII du Traité de Paix de Versailles ne fait aucune distinction entre les catégories de travailleurs auxquels doit s'appliquer l'action de l'Organisation permanente du Travail. Dans ces conditions, nous demanderons-nous si la compétence du Bureau International du Travail s'étend aux travailleurs intellectuels ? A cela il faut répondre que, dans les premiers temps, cette question fit l'objet d'une controverse. Aujourd'hui, il semble par contre que tout le monde nous répondra affirmativement. C'est surtout, ainsi que M. Maurice Guerreau l'a bien dit, une question d'application pratique qui est en jeu. Il ne viendrait, en effet, à l'idée de personne de soutenir qu'un travailleur intellectuel ne peut pas être appelé à bénéficier des dispositions de la partie XIII du Traité de Paris (1).

Sans doute, il existe dans certains pays une catégorie de travailleurs intellectuels qui ne pourront pas bénéficier de certains des avantages prévus dans le préambule de la partie XIII et l'article 427 du Traité de Versailles. Ce sont les fonctionnaires. Le préambule pose, en effet, le principe de la liberté d'association syndicale et l'article

(1) Voir M. Guerreau. L'Organisation permanente du Travail, page 108.

427 affirme le droit d'association en vue de tous objets non contraires aux lois. Or, dans certains Etats, notamment en France, on ne reconnaît pas aux fonctionnaires le droit d'association syndicale. Mais il ne s'agit là que d'une catégorie spéciale de travailleurs intellectuels qui sont placés sous un statut juridique particulier. En général, les travailleurs intellectuels se trouvent dans les mêmes conditions que les ouvriers manuels. On sait que, de nos jours, le travail intellectuel a perdu la plus grande partie de son caractère de jadis, et que nombre de professions qui autrefois étaient considérées comme libérales ne sont à l'heure actuelle que des métiers dans l'exercice desquels les intéressés se livrent à un travail méthodique et régulier, automatique pour ainsi dire, au même titre qu'un ouvrier dit qualifié, sans même souvent posséder les prérogatives que ce titre apporte à l'ouvrier manuel. Il n'y a donc aucune raison permettant à l'Organisation permanente du Travail de détourner son attention des travailleurs de l'intelligence. Nous devons dire, à la vérité, que dans la genèse du Bureau International du Travail, certains auteurs ont estimé que le traité de Paix n'avait visé que le sort des ouvriers de l'industrie. Mais, aujourd'hui, les interprétations restrictives qu'on a voulu donner à la Charte de l'Organisation Internationale du Travail ont été deux fois repoussées par des arrêts de la Cour permanente de Justice Internationale (12 août 1922 et 27 juillet 1926). Sans doute, la Cour permanente n'a pas encore donné un

avis relatif à la protection des travailleurs intellectuels, mais à son avis « on ne pouvait guère user d'un langage plus compréhensif » que celui qu'ont employé les auteurs de la partie XIII. Le terme *travailleur* qui figure dans le préambule de cette dernière ne saurait être interprété d'une façon étroite. Il nous est donc permis d'affirmer que le Bureau International du Travail doit s'occuper de tous les travailleurs et parmi ceux-ci des travailleurs intellectuels.

§ 2. — *Admission d'un représentant du Bureau International du Travail à la Commission de Coopération Intellectuelle.*

Depuis la guerre, un vaste mouvement d'organisation s'est développé parmi les intellectuels pour la défense de leurs intérêts professionnels (1). Dès la constitution du Bureau International du Travail, beaucoup d'organisations intellectuelles s'étaient tournées vers lui en lui demandant aide et assistance. Elles lui demandaient d'une part, des renseignements nécessaires à leur action, et le priaient d'autre part de soumettre à l'examen de la Conférence internationale du Travail les questions qui, à leur sens, intéressent les intellectuels (2).

(1) On trouve une liste des premières organisations internationales de travailleurs intellectuels dans l'Annuaire international du travail de 1922, p. 800.

(2) Voir Revue internationale du Travail, de juillet 1921, p. 24.

Lorsque l'Assemblée de la Société des Nations eut décidé la création de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle, le Directeur du Bureau International du Travail adressa, le 13 septembre 1921, une lettre au Secrétaire général de la Société des Nations attirant son attention sur l'intérêt que devait présenter pour cette Commission la situation matérielle des travailleurs intellectuels. Il proposa donc une collaboration entre le Bureau International du Travail et la Commission de Coopération Intellectuelle.

Dans le mois de novembre suivant, la Conférence internationale du Travail tint sa troisième session à Genève. M. Justin Godart, délégué du Gouvernement français, y déposa à titre personnel une motion rédigée de la façon suivante :

« La troisième Conférence Internationale du Travail, considérant avec sympathie les efforts d'organisation faits depuis quelque temps par les travailleurs intellectuels (inventeurs, techniciens du commerce et de l'industrie, juristes, hommes de science, journalistes, écrivains, artistes, professeurs, etc...

« Estimant qu'il est de son devoir d'aider ceux qui tirent leurs moyens d'existence des travaux de l'esprit ou des œuvres de la pensée, à obtenir des conditions meilleures, et d'assurer ainsi son plein développement au labeur intellectuel grâce à qui l'humanité s'élève et progresse,

« Invite le Conseil d'Administration du Bureau Inter-

national du Travail à étudier les moyens de créer une Commission du Travail Intellectuel composée d'un représentant des organisations nationales des travailleurs intellectuels ».

Après avoir été examinée par la Commission de propositions, cette motion fut soumise à la Conférence qui adopta, le 17 novembre, la résolution suivante : (1)

« La Conférence renvoie au Conseil d'Administration la proposition de M. Justin Godart, en lui signalant que la question a déjà été examinée par la Société des Nations, qui a nommé une Commission à cet effet, et que le Bureau international du Travail devrait rester en rapport avec cette Commission en ce qui concerne l'aspect social du problème ».

Le Directeur du Bureau International du Travail adressa, le 14 décembre 1921, une autre lettre au Secrétaire général de la Société des Nations pour lui faire connaître la résolution prise par la troisième Conférence internationale du Travail. Il fit ressortir le fait que c'est en raison de l'existence de la Commission de Coopération Intellectuelle que cette Conférence avait renoncé à proposer l'institution d'une commission spéciale pour le travail intellectuel. En outre, il fit valoir que l'Organisation internationale du Travail n'avait aucun doute sur la compé-

(1) Voir compte rendu définitif de la III^e Conférence Internationale du Travail, p. 561, 565, 779 et 802.

tence de cette Commission pour considérer « l'aspect social du problème ».

Le Secrétaire général de la Société des Nations contesta de son côté que la Commission de Coopération Intellectuelle dût s'occuper des questions relatives à la protection des travailleurs intellectuels. Mais, étant donné que la cinquième Commission de la deuxième Assemblée s'était refusée à tracer à cette Commission son programme de travail, il estima que celle-ci peut être éventuellement amenée à se préoccuper de certaines questions intéressant particulièrement l'Organisation Internationale du Travail. Pour ces raisons, il admit que le Bureau International du Travail envoyât un représentant à titre consultatif auprès de cette Commission. Ainsi s'est établie la collaboration entre le B.I.T. et la Commission de Coopération intellectuelle (1).

Il convient de signaler également qu'une collaboration suivie s'établit en outre entre le Bureau International du Travail et l'Institut international de Coopération intellectuelle. Ces deux institutions organisèrent des rencontres de caractère officieux alternativement à Paris et à Genève entre leurs fonctionnaires respectifs. De telles rencontres ont déjà eu lieu à plusieurs reprises. Parmi les sujets trai-

(1) Les correspondances relatives à ces questions entre le Secrétaire général de la S.D.N. et le Directeur du B.I.T. sont publiées dans le Bulletin Officiel du B.I.T., 16 novembre 1921, p. 445-448.

tés, nous citerons : les bibliothèques ouvrières, les arts populaires, une enquête sur les artistes dramatiques et les travailleurs du cinéma, les questions relatives aux inventeurs salariés, les facilités à accorder aux travailleurs pour leur permettre de poursuivre leurs études, les statistiques relatives aux travailleurs intellectuels, les différentes questions concernant la cinématographie, etc... (1).

Toutefois, la collaboration du Bureau international du Travail avec la Commission de Coopération intellectuelle ne répondait pas aux intentions qui animaient la résolution de la troisième Conférence internationale du Travail. En effet, si cette Conférence n'avait pas adopté la proposition de M. Godart tendant à l'institution d'une Commission du Travail intellectuel, c'est parce qu'elle espérait que la Commission de Coopération Intellectuelle porterait également ses efforts sur l'amélioration des conditions matérielles de la vie des travailleurs intellectuels. Or, ladite Commission estime toujours, au contraire, que les questions de ce genre sont du ressort du Bureau International du Travail. Lorsqu'elle fut saisie des problèmes concernant le chômage des intellectuels, le placement des artistes, le repos hebdomadaire des musiciens, etc..., elle a toujours demandé à ce dernier organisme de les envisager.

(1) Voir le rapport du Directeur du B.I.T. à la Conférence Internationale du Travail de 1927, p. 35 et suivantes, et celui de 1928, p. 36 et 37.

C'est devant cet état de choses qu'en 1927 le Conseil d'Administration du B.I.T. décida enfin la création d'une Commission consultative des Travailleurs intellectuels.

SECTION II

Création en 1927, d'une Commission consultative des travailleurs intellectuels auprès du Bureau International du Travail

§ 1. — Proposition de M. de Michelis et décision du Conseil d'Administration du Bureau.

Le 11 août 1926, le représentant du Gouvernement italien, au Conseil d'Administration du Bureau International du Travail, adressa à celui-ci une proposition de créer une « Commission consultative pour les questions concernant les conditions économiques et sociales des travailleurs intellectuels ». Celui-ci, dans sa trente-quatrième session, décida de prendre en considération cette proposition. Il chargea le Directeur du B. I. T. d'entamer les négociations avec l'Institut International de Coopération Intellectuelle à Paris au sujet de la répartition du travail entre l'Institut et la Commission à créer.

A la réception du rapport de ce dernier, le Conseil d'Administration, au cours de sa trente-cinquième session, en mars 1927, décida d'instituer une Commission Consul-

tative des Travailleurs Intellectuels et d'inscrire au budget de 1928 de l'Organisation Internationale du Travail, un crédit de 5.000 francs or, destiné à couvrir les frais du fonctionnement de cette nouvelle Commission.

Grâce à la création de cette nouvelle Commission, nous pouvons espérer que le Bureau International du Travail pourra faire des efforts efficaces en vue de l'amélioration de la situation matérielle et économique des travailleurs intellectuels. Jusqu'ici, tout en faisant des études sur les conditions de vie et de travail des ingénieurs, chimistes, journalistes, techniciens du cinématographe, etc..., il n'a pas encore accordé toute l'attention à la protection des intérêts professionnels des travailleurs intellectuels que ceux-ci étaient en droit d'en attendre. Désormais, il existe, dans son sein, une Commission qui a pour tâche spéciale d'étudier les questions relatives aux travailleurs intellectuels. D'ailleurs, cette Commission devra comprendre des représentants de certaines organisations de cette catégorie de travailleurs. Ces représentants pourront formuler des propositions concernant les intérêts de leurs professions. Le Directeur du Bureau International du Travail, dans son rapport à la Conférence de 1928, dit que si la nouvelle commission est une fois favorable à une question dont elle aurait été saisie, elle pourra demander au Conseil d'Administration de la mettre à l'ordre du jour d'une prochaine Conférence Internationale du Travail, et si cette dernière l'adopte, elle pourra prendre la forme d'un projet de

Convention qui, à son tour, devra être ratifiée ou suivi par les Etats, membres de l'Organisation permanente du Travail.

Cependant, le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail n'a pas rédigé une constitution définitive de cette nouvelle Commission. Lors de sa trente-cinquième session, il s'est borné à nommer parmi ses membres, trois représentants pour s'occuper de cette question. En outre, tenant compte que l'activité de sa nouvelle Commission s'exercerait dans un domaine qui aura certainement des points de contact avec celui de la Commission de Coopération Intellectuelle, il a invité le Conseil de la Société des Nations à désigner deux membres de cette dernière, qui siégeront à côté de ses trois représentants dans sa nouvelle Commission. Ces cinq premiers membres ont pour tâche d'élaborer, d'un commun accord, des propositions définitives relatives à la composition et aux attributions de la nouvelle Commission.

En vertu d'une décision du Conseil de la Société des Nations, la Commission de Coopération Intellectuelle, lors de sa neuvième session, tenue à la fin de juillet 1927, a nommé deux de ses membres comme représentants à la nouvelle Commission.

Les trois membres nommés par le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail sont : MM. de Michelis, Lambert Ribot et Oudegesst. Les deux autres choisis par la Commission de Coopération Intellectuelle,

sont MM. Destrée et Einstein. Ces cinq premiers membres de la Commission consultative des travailleurs intellectuels se sont réunis à Bruxelles, les 19 et 20 décembre 1927. Ils ont formulé des propositions concernant la constitution définitive de la nouvelle Commission par l'adjonction de représentants d'associations professionnelles de travailleurs intellectuels internationales ou nationales. Ils ont également formulé le programme de travail de la nouvelle Commission. En outre, quatre problèmes bien délimités ont retenu leur attention et ils ont formulé des propositions correspondantes au Conseil d'Administration du Bureau International du Travail : le problème de cessation de service des journalistes, celui de la clause de remplacement pour les ingénieurs et les techniciens quittant une entreprise, celui du placement des artistes de théâtre, et enfin celui des inventeurs salariés.

§ 2. — *Division du Travail entre le Bureau International du Travail et la Commission de Coopération intellectuelle dans les questions relatives aux travailleurs intellectuels.*

Depuis la création de la Commission Consultative des travailleurs intellectuels, le caractère et la possibilité d'action du Bureau International du Travail et ceux de la Commission de Coopération intellectuelle peuvent se différencier d'une manière plus précise. M. Maurette, représentant du B.I.T. à cette dernière, l'a bien dit : « Le

but de la nouvelle Commission est d'étudier et d'améliorer les conditions matérielles d'existence des travailleurs intellectuels, alors que la Commission de Coopération Intellectuelle s'occupe plus particulièrement de faciliter le travail intellectuel lui-même ».

Cependant, il faut remarquer que les questions relatives à la protection des droits d'auteur, à celle de la propriété scientifique, etc..., sont toujours restées de la compétence de la Commission de Coopération Intellectuelle.

En outre, il convient de signaler que, si le partage de compétence entre la Commission créée par la Société des Nations et celle créée par le Bureau International du Travail se montre facilement dans les grandes lignes, il se peut par contre que certaines questions naissent dans la région mitoyenne entre les deux organismes et prêtent à des possibilités de confusion de compétence. Dans cette hypothèse, ce seront les cinq premiers membres, c'est-à-dire, trois représentants du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail et deux représentants de la Commission de Coopération Intellectuelle qui chercheront des solutions convenables. En effet, d'après le mémoire du Bureau International du Travail soumis à la Commission de Coopération Intellectuelle le 26 juillet 1927, (1) ces cinq membres devront avoir pour tâche d'examiner, avant chaque réunion de la Commission consultative des

(1) Voir le procès-verbal de la neuvième session de la Commission de Coopération intellectuelle, pages 62 à 67.

travailleurs intellectuels, les différents points à inscrire à son ordre du jour et de s'assurer qu'aucun de ces points ne risque de prêter à quelque malentendu.

Toutefois, une question se posera, si un jour l'opinion de ces cinq membres n'est pas concordante. Il s'élèverait alors un conflit de compétence entre le Bureau International du Travail et la Commission de Coopération Intellectuelle. Dans ce cas, qui aurait le pouvoir de trancher ?... Le conflit devra-t-il être porté devant le Conseil d'Administration du Bureau International du Travail ou bien devant le Conseil de la Société des Nations. Au cours d'une discussion qui eut lieu, le 26 juillet 1927, au sein de la Commission de Coopération Intellectuelle, M. Rocco déclara que le pouvoir de décision devrait revenir au Conseil de la Société des Nations. Mais, M. Maurette estima qu'un conflit de ce genre devra être porté devant la Cour permanente de Justice Internationale. Nous partageons l'avis de M. Maurette, car s'il s'élevait un conflit de ce genre, il s'agirait, en réalité, d'une question de la compétence du Bureau International du Travail. Or, les précédents nous ont déjà montré, qu'en ce qui concerne la compétence de ce Bureau, le Conseil de la Société des Nations a toujours, conformément à l'article 14 du Pacte, demandé à la Cour de La Haye un avis consultatif, mais qu'il n'a pas de lui-même pris de décision.

DEUXIÈME PARTIE

Les efforts faits par la Société des Nations en vue de protéger les droits des Intellectuels

Nous diviserons cette partie en deux chapitres. Dans le premier, nous étudierons la question relative aux droits d'auteur. Dans le deuxième, nous étudierons la question de la propriété scientifique.

CHAPITRE PREMIER

QUESTIONS RELATIVES AU DROIT D'AUTEUR

En ce qui concerne les droits d'auteurs, la Société des Nations a invité les gouvernements à adhérer à la Convention de Berne. Elle a formulé des recommandations à la Conférence de Rome pour la révision de cette Convention et a décidé, en outre, de procéder aux études et consultations nécessaires pour préparer l'unification internationale des lois et mesures protégeant les droits d'auteur.

SECTION I

Convention de Berne

C'est la France qui, la première au XVIII^e siècle proclama le principe de la propriété littéraire et artistique et l'a appliqué dans les lois de la Révolution. Les lois de 1791 et de 1793 sont, en effet, des textes modèles. En outre, il faut remarquer que c'est encore la France qui, la première, au XIX^e siècle, fit des efforts nombreux et réitérés pour faire respecter à l'étranger la propriété littéraire et artistique de ses nationaux. La première convention littéraire qui fut signée est celle entre la France et les Pays-Bas, en 1840 (1).

En 1878 l'Association littéraire internationale fut fondée à Paris. Grâce à son initiative, une conférence destinée à poser les bases d'une convention internationale protectrice des droits des écrivains et des artistes, se réunit à Berne en septembre 1883. Un projet de convention fut rédigé et soumis ensuite à une conférence diplomatique tenue à Berne en septembre 1884 et qui après plusieurs réunions successives, aboutit à une convention du 9 septembre 1886, signée à Berne par 11 Etats. (2) Cette convention a créé une

(1) Voir Fauchille. *Traité de Droit international public*, pages 455-459.

(2) On trouve le texte de cette convention dans le « *Recueil de textes de droit international public* » par M. le professeur Le Fur et M. G. Chklaver, pages 117-123.

Union internationale pour la protection du droit d'auteur.

En 1896 une conférence diplomatique se réunit à Paris pour la révision de la Convention de Berne. Elle aboutit à la signature de deux actes, en date du 4 mai 1896.

A la fin de l'année 1908, s'est réunie à Berlin une Conférence Internationale dont l'objet a été de procéder à une nouvelle révision de la Convention de Berne et de donner des solutions sur certaines questions nouvelles, comme celle relative aux phonographes et aux cinématographes. Elle conclut par une convention du 13 novembre 1908 entre quinze Etats.

Un protocole additionnel à la Convention de Berne révisée en 1908, fut signé à Berne le 20 mars 1914.

Les pays qui ont adhéré à cette convention avant l'année 1923 sont : (1)

Allemagne, à partir de l'origine (5 décembre 1887).

Autriche, 1^{er} octobre 1920.

Belgique, à l'origine.

Brésil, 9 février 1922.

Bulgarie, 5 décembre 1921.

Danemark, (avec les îles Feroë) 1^{er} juillet 1903.

Dantzig, (Ville Libre) 24 juin 1922.

Espagne (avec Colonies), à l'origine.

France (avec Algérie et Colonies), à l'origine.

(1) Extrait du journal *Droit d'auteur* du 15 janvier 1923, page 1.

Grande-Bretagne (avec Colonies), à l'origine et à partir du 1^{er} juillet 1912.

Grèce, 9 novembre 1920.

Haïti, à l'origine.

Hongrie, 14 février 1922.

Italie, à l'origine.

Japon, 15 juillet 1899.

Libéria, 16 octobre 1908.

Luxembourg, 20 juin 1888.

Maroc, (excepté la zone espagnole) 16 juin 1917.

Monaco, 20 mai 1888.

Norvège, 13 avril 1886.

Pays-Bas, 1^{er} novembre 1912.

Indes Néerlandaises, Curaçao et Surinam, 1^{er} avril 1913.

Pologne, 28 janvier 1920.

Portugal (avec Colonies), 29 mars 1911.

Suède, 1^{er} août 1904.

Suisse, à l'origine.

Tchéco-Slovaquie, 22 février 1921.

Tunisie, à l'origine.

Les pays qui ont adhéré à cette Convention depuis 1923 sont l'Esthonie, la Roumanie, la Palestine, la Syrie et le Liban.

Bien qu'un grand nombre d'Etats aient déjà adhéré à la Convention de Berne, il existe encore certains Etats très importants restant en dehors de cette Union. Désireuse de

voir le droit d'auteur mieux protégé dans le plus grand nombre possible de pays, la Commission de Coopération Intellectuelle a adopté, dans sa troisième session, en décembre 1923, la décision suivante :

« La Commission, comme moyen d'efficacité urgente et pratique, demande à la Société des Nations, conformément au vœu exprimé par la Conférence de Gênes (1), d'engager les nations qui ne l'ont pas encore fait, à adhérer aux Conventions de Berne, relatives au droit d'auteur. »

Cette décision fut approuvée par le Conseil, dans sa séance du 9 septembre 1924. Sur l'invitation de celui-ci, le Secrétaire Général de la Société des Nations lança, le 19 février 1925, un appel aux Etats qui sont en dehors de l'Union de Berne pour les inviter à se joindre à cette dernière.

- (1) La Conférence de Gênes (avril-mai 1922) adopta ces deux propositions : « Il est désirable que tous les Etats européens qui n'ont pas encore adhéré à la Convention internationale sur la protection de la propriété littéraire et artistique... adhèrent à ladite convention et prennent toutes les mesures nécessaires aussitôt que possible. En attendant l'adhésion prévue, chaque Etat européen, dans lequel la propriété littéraire ou artistique ne fait pas actuellement l'objet d'une protection, s'engage, sous condition de réciprocité, à accorder à cette propriété une protection efficace ». Et, dans un article additionnel relatif aux pays extra-européens, on ajoutait : « Comme les principes votés par la Conférence sont une garantie, non seulement pour le relèvement européen, mais aussi pour l'équitable traitement du commerce dans le monde, il serait hautement désirable de voir cette convention appliquée également dans les Etats extra-européens invités et en général dans tous les pays ». — Voir *Droit d'auteur*, 1922, page 80.

SECTION II

Recommandations formulées par la Société des Nations à la Conférence de Rome pour la revision de la Convention de Berne.

En juillet 1927, la Commission de Coopération intellectuelle de la Société des Nations apprit que l'Institut International de Coopération Intellectuelle avait été invité à se faire représenter à la Conférence de Rome pour la revision de la Convention de Berne. Elle estima qu'il y avait lieu de répondre à cette invitation et engagea les représentants de l'Institut à porter leurs efforts sur les points suivants :

1°. — Unification internationale de la durée du droit d'auteur à cinquante ans, *post mortem auctoris* ;

2°. — Suppression des réserves nationales à la Convention de Berne ;

3°. — Assimilation des œuvres d'art appliqué aux œuvres d'art proprement dites ;

4°. — Recommandation pour l'introduction dans les législations nationales du droit de suite, du droit au respect et du domaine public payant.

Pour bien comprendre le contenu de ces recommandations nous allons donner quelques commentaires à leur sujet.

§ 1. — *Unification de la durée du droit d'auteur.*

Aux termes de l'alinéa premier de l'article 7 de la Convention de Berne, révisée à Berlin, la durée de la protection du droit d'auteur comprend la vie de l'auteur et s'étend cinquante ans après sa mort, mais l'alinéa second du même article ajoute que les pays contractants ne seront tenus d'appliquer cette disposition que dans la mesure où elle se concilie avec leur droit interne. Par conséquent, sur ce point, les Etats contractants de l'Union restent toujours libres et les législations nationales se rapportant à la question sont très différentes. Nous pouvons les grouper en trois séries distinctes : (1)

1. — Parmi celles qui ont adopté rigoureusement le délai de cinquante ans *post mortem auctoris*, figurent la Belgique, la France, la Grande-Bretagne (2), l'Italie, le Luxembourg, le Maroc, la principauté de Monaco, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, Tanger, la Tchécoslovaquie, la Tunisie, la Palestine, la Syrie et le Liban. Le Danemark, la Grèce, la Hongrie et la Norvège ont adopté ce même délai, mais en le faisant partir du 1^{er} janvier de l'année consécutive à celle au cours de laquelle l'auteur est décédé.

(1) Voir M. Ruffini. De la protection internationale des Droits sur les œuvres littéraires et artistiques, p. 552.

(2) En Grande-Bretagne, le droit d'auteur est protégé pendant cinquante ans après la mort de l'auteur, mais au bout de vingt-cinq ans, cette protection cesse d'exister sous la forme du droit exclusif de s'opposer à la reproduction et se résout en un simple droit à percevoir une licence.

2. — D'autres ont adopté le délai de trente ans à partir du 1^{er} janvier de l'année consécutive à celle au cours de laquelle l'auteur est décédé. Ce sont : l'Allemagne, l'Autriche, Dantzig, la Roumanie, la Suède, la Suisse. Le Japon a adopté ce même délai, mais limité strictement à trente ans *post mortem auctoris*. La Bulgarie fait courir un délai de trente ans à partir du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle l'auteur est décédé.

3. — D'autres délais particuliers ont été adoptés par le Brésil, l'Espagne, Haïti et la République de Libéria.

Il est clair que l'unification de la durée de protection est désirable en raison du rythme croissant des échanges intellectuels d'un pays à l'autre. D'autre part, une période de trente ans après la mort de l'auteur n'assure, dans bien des cas particuliers, qu'une protection insuffisante aux héritiers d'un auteur, surtout, lorsque le succès de l'œuvre est tardif. Pour cette raison, la Commission de Coopération Intellectuelle donna des instructions aux représentants de l'Institut pour diriger leurs efforts avant tout dans ce sens.

§ 2. — *Suppression des réserves nationales à la Convention révisée de Berlin.*

La faculté de réserve fut admise par l'article 25 de la Convention révisée de Berlin, relativement à l'accession des Etats étrangers à l'Union. Cet article dit, en effet, « qu'elle (l'accession) pourra contenir l'indication des dis-

positions de la Convention du 9 septembre 1886 ou de l'acte additionnel du 4 mai 1896 qu'ils jugeraient nécessaires de substituer, provisoirement au moins, aux dispositions correspondantes de la présente convention ».

La même faculté fut reconnue aux Etats unionistes par l'article 27 de la même Convention, en ces termes : « La présente Convention remplacera, dans les rapports entre les Etats contractants, la Convention de Berne du 9 septembre 1886, y compris l'article additionnel et le protocole de clôture du même jour, ainsi que l'acte additionnel et la déclaration interprétative du 4 mai 1896. Les actes conventionnels précités resteront en vigueur dans les rapports avec les Etats qui ne ratifieraient pas la présente convention. Les Etats signataires de la présente Convention pourront, lors de l'échange des ratification, déclarer qu'ils entendent, sur tel ou tel point, rester encore liés par les dispositions des Conventions auxquelles ils ont souscrit antérieurement ».

Il résulte de ce qui précède que trois situations sont possibles :

a) Les Etats adhérents peuvent sans ratifier la Convention révisée de Berlin continuer à se prévaloir des traités de 1886 et 1896.

b) Ils peuvent appliquer dans son intégrité la Convention révisée de Berlin.

c) Ils peuvent adhérer à la Convention de Berlin, avec réserves sur tels ou tels points (1).

Cette faculté de réserve constitue certainement une anomalie dans le corps de l'Union. M. Renault, dans son rapport, le fait remarquer de la façon suivante : « Cela produira nécessairement une certaine bigarrure et, si nous avons *l'Union*, nous n'avons pas *l'Unité* (2).

Désireuse de faire disparaître cette anomalie, la Commission de Coopération Intellectuelle donna des instructions aux représentants de l'Institut pour proposer la suppression de ces réserves.

§ 3. — *Assimilation des œuvres d'art appliqué aux œuvres d'art proprement dites.*

A la Conférence de Berlin, en 1908, il y avait divergence de vues parmi les délégations des différents Etats représentés en ce qui concerne cette question. Les délégations belge, française, italienne et allemande demandaient que ces œuvres soient considérées indépendamment de

(1) La convention révisée à Berlin a été adoptée sans réserves par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Brésil, la Bulgarie, Dantzig, l'Espagne, Haïti, la Hongrie, Libéria, le Luxembourg, le Maroc, Monaco, la Pologne, le Portugal, la Suisse, la Tchéco-Slovaquie, avec réserves par le Danemark, la France et la Tunisie, la Norvège, le Japon, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède, la Grande-Bretagne. Voir la revue le *Droit d'auteur*, 1^{er} janvier 1927.

(2) Voir Ruffini : De la protection internationale des Droits sur les œuvres littéraires et artistiques, p. 508.

leur destination, mais les délégations suisse et anglaise se montrèrent irréductibles. Il fallut transiger. On décida que ces œuvres ne seraient protégées que comme le permet la législation interne de chaque Etat (1).

Par conséquent, jusqu'à présent, l'art appliqué ne s'est vu protégé, en tant qu'art que dans la mesure fixée par les législations internes. En outre, il trouve une certaine protection dans les lois industrielles de la plupart des pays. Mais ces diverses mesures ne lui assurent qu'un traitement très inférieur à celui des œuvres d'art proprement dites.

Depuis 1908, des vœux multiples ont été exprimés par des unions ou des congrès pour demander que les œuvres d'art appliqué soient assimilées aux œuvres d'art proprement dites.

La Commission de Coopération Intellectuelle est du même avis. C'est pourquoi elle donnait des instructions dans cet esprit aux représentants de l'Institut International de Coopération Intellectuelle.

§ 4. — *Droit de suite, droit au respect et domaine public payant.*

La Commission de Coopération Intellectuelle fit aux gouvernements la recommandation d'introduire dans leur législation nationale concernant le droit d'auteur, le droit

(1) Voir Renée-Pierre Lepaulle : Les Droits de l'Auteur sur son œuvre, p. 389.

de suite, le droit au respect et le domaine public payant. La conception juridique de ces trois points est relativement plus récente. Ils n'ont pas été mentionnés dans la convention de Berne révisée à Berlin. Mais ce sont précisément ces trois points qui présentent les intérêts particulièrement importants au point de vue international.

a) Droit de suite.

Il arrive trop souvent que de jeunes artistes, pleins de talent, mais besogneux, sont contraints par la misère de vendre pour un prix dérisoire de purs chefs-d'œuvre. Puis leur réputation grandit, leurs acheteurs ou leurs cessionnaires s'enrichissent, tandis qu'eux-mêmes ou leurs héritiers vivent dans la misère. On a cité maintes fois l'exemple de Millet, mort pauvre alors que son Angelus se vendait 800.000 francs (1).

Pour remédier à cette situation, c'est encore la France qui, la première, a établi le principe du droit de suite des artistes dans la loi du 20 mai 1920, modifiée par la loi du 27 octobre 1922. Dorénavant, et quels que soient les contrats passés antérieurement à la loi (2), les auteurs ou leurs héritiers toucheront sur le prix de leurs œuvres passant en vente publique un droit spécial.

(1) Renée-Pierre Lepaulle, page 116.

(2) Article 1^{er}, alinéa 3 : le droit de suite s'exercera nonobstant toute cession de propriété artistique que les artistes, leurs héritiers et ayant cause auraient pu consentir antérieurement à la Loi.

Le tarif de ce droit est fixé comme suit :

- 1 %, de 50 à 1.000 francs ;
- 1 1/2 %, de 10.000 jusqu'à 20.000 francs ;
- 2 %, de 20.000 jusqu'à 50.000 francs ;
- 3 %, au dessus de 50.000 francs.

La loi belge du 25 juin 1921 adopta le même principe, mais le taux du droit est encore plus élevé qu'en France.

En dehors de la France et de la Belgique, il n'existe, à l'heure actuelle, aucun pays adoptant une loi de même esprit. Or, c'est un marché international que celui des œuvres d'art et objets assimilés, étant donné que l'œuvre d'art est, parmi les divers modes d'expression de la pensée, le plus internationalement compréhensible. Si, aujourd'hui, les artistes français ou belges peuvent jouir de ce droit chez eux, ils n'ont pas la même jouissance lorsque leurs œuvres passent en vente dans les Etats étrangers. Désireuse de voir le principe de ce droit se généraliser dans tous les pays, la Commission de Coopération Intellectuelle adressa des instructions dans ce sens aux représentants de l'Institut.

b) Droit au respect.

Le droit au respect ou droit moral est celui de l'auteur d'une œuvre à ce que cette œuvre ne subisse, sans son autorisation, aucune espèce de transformation, fût-ce de la part du propriétaire de l'œuvre. Le créateur de l'œuvre conserve ainsi sur son œuvre une sorte de pouvoir de

contrôle. Il lui reste attaché au point de ne pouvoir céder ce pouvoir de contrôle à qui que ce soit, pas plus qu'il ne pourrait céder une part de sa propre personnalité.

Le droit moral est reconnu par les lois aux Etats-Unis, en Bolivie, en Grèce, en Argentine, en Angleterre, au Danemark, en Australie, en Uruguay, aux Pays-Bas et au Maroc. En France, ce droit n'a été reconnu que par la jurisprudence. En 1921, M. Marcel Plaisant a déposé une proposition de loi à ce sujet sur le bureau de la Chambre des Députés (1).

Dans son rapport soumis en juillet 1927 à la Sous-Commission des Droits intellectuels, l'Institut International de Coopération Intellectuelle souligna l'importance de la protection de ce droit au point de vue international. Alors que, dit-il, « la violation du droit pécuniaire n'entraîne qu'un manque à gagner pour l'auteur, tout dommage moral atteint l'œuvre elle-même. Les conséquences n'en sont donc pas limitées, comme celles d'un simple préjudice matériel, au territoire d'un seul pays. Elles affectent ainsi, non seulement le droit économique de l'auteur dans tous les pays du monde, non seulement sa réputation et, avec elle, celle du pays auquel il appartient, mais encore le public de tous les pays qui sont ou devraient être admis à considérer l'œuvre, à la discuter, à l'admirer, à

(1) Voir Stanislas de Gorguette d'Argœuves. *Le Droit moral de l'auteur sur son œuvre artistique ou littéraire*. Paris, 1926, p. 61 à 80.

en jouir. On peut dire que l'humanité tout entière se trouve atteinte par le tort causé à l'œuvre elle-même ».

C'est pourquoi la Commission de Coopération Intellectuelle attira spécialement l'attention de la Conférence de Rome sur cette question.

c) Domaine public payant.

Les partisans du domaine public payant voudraient introduire, entre la période de droit exclusif de l'auteur et de ses ayant cause et la période où le droit tombe brusquement dans le domaine public, une phase intermédiaire où l'œuvre, tout en pouvant être publiée en droit par n'importe qui (domaine public) verrait affecter une part du bénéfice qu'elle procure, non seulement à la rémunération individuelle du publicateur, mais aussi à l'entretien d'une caisse collective, caisse d'Etat ou caisse d'association d'auteurs.

A l'heure actuelle, il n'a été promulgué qu'un seul texte ayant pour effet d'établir une sorte de domaine public payant, et encore dans des limites assez restreintes (1).

L'article 34 du décret-loi italien du 7 novembre 1925 décide que, pour toute représentation d'une œuvre musicale ou destinée au spectacle public qui est tombée dans le domaine public, il est versé à l'Etat une part des sommes encaissées. Le produit de ces taxes est dévolu au

(1) Voir : La Protection internationale du Droit d'auteur, brochure publiée par l'Institut international de coopération intellectuelle, p. 70.

Bureau de la propriété intellectuelle institué au Ministère de l'économie nationale.

En France, en 1918, M. André Lebey, en 1921, M. Rameil, en 1921 et en 1924, M. Marcel Plaisant et en 1927, M. Paul Constans, ont déposé sur le Bureau de la Chambre des Députés, des propositions de loi tendant à instaurer le domaine public payant.

En juin 1927, M. Herriot a présenté aussi un projet de loi sur le Bureau de la Chambre, rédigé dans le même sens.

L'Institut de Coopération Intellectuelle a souligné dans son rapport que le domaine public payant, de même que le droit de suite, ne peut prendre son plein développement qu'à condition de ne plus être limité à quelques pays.

Actuellement, les auteurs ressortissant à un pays qui ne connaît pas le domaine public payant se trouvent, en effet, mis en état d'infériorité par rapport à ceux qui ressortissent à un pays qui a reconnu ce droit sur leurs œuvres : par exemple, sur les œuvres dramatiques suisses représentées en Italie, un pourcentage est prélevé au bénéfice de la caisse italienne. Une telle situation serait abolie par la reconnaissance réciproque du domaine public payant entre les divers pays.

C'est pourquoi la Commission de Coopération intellectuelle désire voir cette institution se réaliser dans tous les pays.

SECTION III

**Participation de l'Institut International
de Coopération Intellectuelle à la Conférence
de Rome**

La Conférence diplomatique pour la revision de la Convention de Berne s'est réunie à Rome du 7 mai au 2 juin 1928. L'Institut international de Coopération Intellectuelle s'était fait représenter par MM. Luchaire, directeur ; Pressolini, chef de la Section d'information, et Weiss, chef du Service juridique. Le Secrétariat de la Société des Nations avait également envoyé un délégué, M. von Schmieden. Par une innovation au règlement, due à une attention courtoise à l'égard de la Société des Nations, la Conférence décida d'admettre ces délégués « à prendre part aux délibérations avec voix consultatives et à déposer des amendements et contre-propositions ».

M. Destrée, délégué du Gouvernement belge, se trouvait en même temps représenter la Commission internationale de Coopération Intellectuelle.

Une brochure, intitulée : « La Protection internationale du Droit d'auteur » fut publiée par l'Institut et distribuée à la Conférence. Cette brochure qui contient deux résolutions de la Commission de Coopération Intellectuelle et deux rapports soumis par l'Institut à celle-ci, relatifs aux questions des droits d'auteur, servit à plusieurs reprises de base à la discussion.

La Conférence de Rome a eu des résultats très importants : elle a modifié l'article 9 de la Convention de Berlin, en ce qui concerne les articles de presse et l'article 14 de la même convention en ce qui concerne les productions cinématographiques ; elle y a ajouté un nouvel article 2 bis pour consacrer le droit dont les auteurs jouissent d'autoriser la communication de leurs œuvres au public par la radiodiffusion (1). Cependant, dans notre étude, nous n'avons pas voulu faire un exposé complet sur les travaux de la Conférence de Rome. Nous nous bornerons à étudier : 1°) les questions ayant fait l'objet d'une recommandation particulière de la Commission de Coopération Intellectuelle ; 2°) les questions n'ayant pas fait l'objet d'une recommandation particulière de celle-ci, mais sur lesquelles les représentants de l'Institut sont intervenus dans les discussions, et enfin, 3°) le vœu émis par ladite Conférence tendant à l'unification mondiale du droit d'auteur.

§ 1. — *Questions ayant fait l'objet d'une recommandation particulière de la Commission de Coopération Intellectuelle.*

Dans la section précédente nous avons déjà expliqué les recommandations faites par la Commission de Coopé-

(1) Voir l'Europe nouvelle, 16 juin 1928 : Extrait du rapport général de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques adopté à la Conférence de Rome le 2 juin 1928.

ration Intellectuelle à la Conférence de Rome. Nous allons maintenant envisager dans quelle mesure les desiderata de cette Commission ont été satisfaits.

a) Unification de la durée de protection.

En ce qui concerne la durée du droit d'auteur, la Conférence de Rome s'est contentée d'ajouter dans la nouvelle Convention un article 7 bis pour les œuvres en collaboration. Au terme de cet article, la durée du droit d'auteur appartenant en commun aux collaborateurs d'une œuvre doit être calculée de la date de la mort du dernier survivant des collaborateurs.

Mais, pour l'unification internationale de la durée de la protection du droit d'auteur à cinquante ans *post mortem auctoris*, rien de nouveau n'a été obtenu (1).

b) Suppression des réserves.

Deux questions se posaient à ce sujet : d'abord, la suppression des réserves actuelles, ensuite pour l'avenir la suppression de la faculté de réserve.

Sur le premier point, des déclarations spontanées faites par les délégués d'un certain nombre d'Etats réservataires permirent d'enregistrer aussitôt l'abandon des réserves de peu d'importance. La France déclara cependant ne pouvoir renoncer à sa réserve sur les arts appliqués

(1) Voir Marcel Plaisant : La protection internationale des œuvres littéraires et artistiques (l'Europe Nouvelle, 16 juin 1928, p. 334-336).

qu'autant que cette catégorie d'art se verrait protégée dans tous les pays unionistes. Le Japon déclara maintenir sa réserve par laquelle ce pays s'est vu obligé de permettre sur son territoire de traduire sans autorisation, à l'expiration d'une période de dix ans, les œuvres publiées dans un autre pays et dont l'auteur n'aurait pas fait paraître lui-même une traduction pendant ce laps de temps (1).

Sur le deuxième point, la Conférence de Rome n'a pas abouti à la suppression complète de la faculté de réserve pour l'avenir. Mais elle a fait un grand pas en avant. En effet, aux termes de l'article 25 du texte nouveau adopté à Rome, la nouvelle adhésion ne pourra contenir désormais que l'indication par laquelle « le pays entend substituer à l'article 8, en ce qui concerne le droit de traduction, les dispositions de l'article 5 de la Convention de 1886 ».

c) Protection des œuvres d'art appliqué.

Conformément aux instructions de la Commission de Coopération Intellectuelle, les représentants de l'Institut international ont fait des efforts afin de faire triompher les principes de l'unité de l'art. Mais l'unanimité n'a pas pu être obtenue sur l'assimilation pure et simple des œuvres d'art appliqué aux œuvres d'art proprement dites.

(1) Voir Rapport soumis par l'Institut à la sous-commission des droits des Intellectuels sur sa participation à la Conférence de Rome. Pages 5 et suivantes.

Donc, la Conférence de Rome a dû renoncer, en cette matière, à réaliser l'unification souhaitée.

d) Droit de suite, droit moral et domaine public payant.

En ce qui concerne le droit moral, la recommandation de la Commission de Coopération Intellectuelle a reçu une importante satisfaction.

La délégation italienne, se conformant à l'attitude qu'avaient fait prévoir les conversations tenues à Paris entre l'un de ses principaux membres, M. le Ministre Giannini, et les fonctionnaires de l'Institut International, a présenté à la Conférence un projet de nouvel article, destiné à assurer à ce droit une protection internationale complète. M. Destrée ayant donné, au nom de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle, son approbation au texte de la délégation italienne, c'est sur ce dernier que s'est engagée la discussion.

Sur le principe de la protection intégrale du droit moral, pendant la vie entière de l'auteur, toutes les délégations se sont immédiatement trouvées d'accord, sous la seule réserve que les modalités d'application seraient laissées à l'appréciation des législations nationales. Quant à la protection et à l'exercice du droit moral après la mort de l'auteur, des divergences assez nombreuses se sont fait jour. La délégation allemande, en particulier, a fait remarquer que, d'après les conceptions juridiques en vigueur dans son pays, le droit moral n'était reconnu que pendant une durée égale à celle qui s'applique à la pro-

tection des avantages économiques attachés à ce droit, c'est-à-dire pendant une période de trente ans.

Après une longue discussion, la Conférence de Rome adopta, à ce sujet, un article et un vœu ; voici ces deux textes :

Article 6 bis du nouveau texte de la Convention de Berne :

« Indépendamment des droits patrimoniaux des droits d'auteur et même après la cession desdits droits, l'auteur conserve le droit de revendiquer la paternité de l'œuvre ainsi que le droit de s'opposer à toutes déformations, mutilation ou autre modification de ladite œuvre qui serait préjudiciable à son honneur ou à sa réputation.

« Il est réservé à la législation nationale des pays de l'Union, d'établir les conditions d'exercice de ces droits. Les moyens de recours pour les sauvegarder seront réglés par la législation du pays où la protection est réclamée ».

Vœu relatif à la sauvegarde du droit moral après la mort de l'auteur :

« La Conférence émet le vœu que les Pays de l'Union envisagent la possibilité d'introduire dans les législations respectives qui ne contiendraient pas de dispositions à cet égard des règles propres à empêcher qu'après la mort de l'auteur son œuvre ne soit déformée, mutilée ou autrement modifiée au préjudice de la renommée de l'auteur et des intérêts de la littérature, de la science et des arts ».

En ce qui concerne le droit de suite, la Conférence de Rome a simplement émis le vœu suivant :

« La Conférence émet le vœu que ceux des pays de l'Union qui n'ont pas encore adopté de dispositions législatives consacrant au profit des artistes un droit inaliénable à une participation dans le produit de transmissions successives de leurs œuvres originales passant en vente publique prennent en considération la possibilité de mettre à l'étude de telles dispositions ».

Quant au domaine public payant, il a fait l'objet entre les délégations, d'échanges de vue au cours desquels les représentants de l'Institut International ont eu l'occasion de faire valoir la recommandation de la Commission de Coopération Intellectuelle en cette question. Mais, de l'avis général, cette innovation est encore sujette à trop de discussions. Donc, les délégués de l'Institut International se sont bornés à le mentionner sans formuler une proposition formelle.

§ 2. — *Questions n'ayant pas fait l'objet d'une recommandation particulière de la Commission de Coopération Intellectuelle, mais sur lesquelles les représentants de l'Institut International sont intervenus dans les discussions.*

Trois d'entre ces questions méritent de faire l'objet d'une mention particulière :

a) Protection des manifestations orales de la pensée.

- b) Droit des artistes exécutants.
- c) Sanction internationale du droit d'auteur.
- a) Protection des manifestations orales de la pensée.

Le Comité International des droits de la parole avait appelé l'attention des représentants de l'Institut International sur la gravité de la lacune constituée par le fait que l'article 2 de la Convention révisée à Berlin ne mentionnait pas parmi les œuvres protégées les manifestations orales de la pensée. Les délégués de l'Institut, s'inspirant de cette observation, ont formulé à Rome une suggestion en vue d'obtenir une disposition assurant notamment la protection formelle des discours, sermons, cours, leçons, conférences, plaidoiries et réquisitoires.

Cette suggestion a trouvé un excellent accueil auprès de la Conférence. Toutefois, plusieurs délégations, notamment celle du Brésil, ont fait remarquer qu'un régime à part devait être prévu pour les discours d'ordre politique ou judiciaire, qui présentent un caractère public et dont la reproduction est considérée dans certains pays comme nécessaire à la formation de l'opinion politique et juridique.

A la suite de ces diverses interventions, la Conférence s'est prononcée en faveur de l'insertion dans l'article 2 de la Convention de Berne d'une mention couvrant les « conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature ». Elle a, d'autre part, adopté un nouvel article 2 bis ainsi conçu :

« Est réservée à la législation intérieure de chaque pays de l'Union, la faculté d'exclure partiellement ou totalement, de la protection prévue à l'article précédent, les discours politiques et les discours prononcés dans les débats judiciaires.

« Est réservée également à la législation intérieure de chaque pays de l'Union la faculté de statuer sur les conditions dans lesquelles les conférences, allocutions, sermons et autres œuvres de même nature peuvent être reproduits par la presse. Toutefois, l'auteur seul aura le droit de réunir lesdites œuvres en recueil ».

La protection internationale des œuvres orales, désormais assurée par la Convention de Berne, a été généralement considérée comme constituant pour le droit d'auteur un progrès d'une haute importance.

b) Droit des artistes exécutants.

La Conférence de Rome, tout en repoussant toute assimilation entre le droit d'auteur et le droit des artistes exécutants, a entendu marquer qu'elle n'entendait pas méconnaître ce dernier droit. Sur une proposition de la délégation italienne, appuyée par M. Destrée, au nom de la Commission Internationale de Coopération Intellectuelle, elle a adopté le vœu suivant :

« La Conférence émet le vœu que les Gouvernements, qui ont participé aux travaux de la Conférence, envisagent la possibilité des mesures destinées à sauvegarder les droits des artistes exécutants ».

c) Sanctions internationales du droit d'auteur.

La Conférence de Rome s'est trouvée saisie par les délégations norvégienne et suédoise d'une proposition de nouvel article 27 bis par lequel les Etats signataires de la Convention de Berne reconnaîtraient la compétence de la Cour permanente de justice internationale pour connaître de tout différend entre eux concernant l'interprétation de ladite Convention.

Les représentants de l'Institut se sont associés à cette proposition au nom des principes de la Société des Nations. Mais l'unanimité n'ayant pu se faire, la proposition fut écartée.

§ 3. — *Vœu émis par la Conférence de Rome tendant à l'unification mondiale du droit d'auteur.*

En ce qui concerne la protection internationale des œuvres littéraires et artistiques, les Etats américains, sauf le Brésil, restent toujours à l'écart de la Convention de Berne. Ils ont signé, en 1910, à Buenos-Aires, une autre convention, à laquelle les Etats non américains ne sont pas admis pour l'adhésion. Cette convention a été révisée en 1928 à la Havane.

A la Conférence de Rome, les délégations brésilienne et française ont appelé l'attention de la Conférence sur les nombreux points communs à cette Convention et à celle de Berne. Elles ont insisté sur le grand avantage moral

et pratique que présenterait un effort international tendant à relier les deux systèmes.

Sur leur proposition, la Conférence de Rome a émis le vœu que, d'une part, les Républiques américaines signataires de la Convention de la Havane accèdent, à l'exemple du Brésil, à la Convention de Berne révisée à Rome et que d'autre part, tous les gouvernements intéressés se concertent en vue de préparer une entente générale ayant pour base les règles similaires des deux Conventions et pour objet l'unification mondiale des lois protégeant les créations de l'esprit.

Dans son rapport soumis à la Commission de Coopération Intellectuelle sur la participation à la Conférence de Rome, l'Institut a souligné spécialement l'importance de cette question.

Devant la sixième Commission de la 9^e Assemblée de la Société des Nations, en 1928, M. Casares, délégué de l'Espagne, a également parlé de la possibilité de fondre les principes qui sont à la base des deux Conventions. Il a proposé à la Société des Nations de prendre les mesures nécessaires pour l'unification internationale des lois protégeant les droits d'auteur, valables parmi les Etats signataires des deux Conventions. Cette proposition fut adoptée par la sixième Commission. L'Assemblée, dans sa séance du 22 septembre 1928, a adopté une résolution aux termes de laquelle elle invitait le Conseil à faire procéder, dans ce sens, par ses organes compétents aux études et

consultations nécessaires pour donner satisfaction au vœu émis par la Conférence de Rome.

En vertu de cette résolution de l'Assemblée, une nouvelle tâche s'offrira à la Commission et à l'Institut International de Coopération Intellectuelle, et ces deux organes sont bien en mesure d'entreprendre une telle action.

CHAPITRE II

QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ SCIENTIFIQUE

La Société des Nations ne s'est pas seulement occupée de la question du droit d'auteur, elle a fait surtout porter ses efforts sur la défense de la propriété scientifique du savant sur sa découverte, droit que ne reconnaît encore aucune législation. Dans ce chapitre, nous ferons tout d'abord, un exposé historique d'ailleurs très sommaire de la question ; ensuite, nous étudierons le projet de M. Ruffini, relatif à cette question, et les critiques adressées à ce projet. Et enfin, nous étudierons le nouveau projet de convention, rédigé par le Comité d'experts, nommé à cet effet.

SECTION I

Historique de la question de la propriété scientifique

§ 1. — *Défaut de protection accordée à la découverte scientifique dans la législation actuelle des divers pays.*

Nous savons qu'à l'heure actuelle des œuvres de la pensée de l'homme sont protégées, tant par la législation

nationale de tous les Etats civilisés que par les conventions internationales conclues à ce sujet. Ce sont les œuvres artistiques et littéraires et les inventions industrielles. Mais il en existe une troisième à laquelle toute protection fait défaut dans ces mêmes pays, nous voulons parler des découvertes scientifiques.

En effet, les lois protégeant le droit de l'invention ne reconnaissent pas au savant le droit sur sa découverte. Tout d'abord, examinons la loi française du 5 juillet 1844. Bien que les articles 1 et 2 de cette loi déclarent susceptibles d'être brevetées aussi bien les inventions que les découvertes, l'article 30 spécifie que seront nuls et de nul effet les brevets qui portent sur des principes, méthodes, systèmes, découvertes et conceptions théoriques ou purement scientifiques dont on n'a pas indiqué les applications industrielles. Telles sont aussi les dispositions de la loi italienne de 1859 (art. 1 et 6 correspondant aux articles 1 et 30 de la loi française précitée).

Il en est de même dans la loi allemande du 7 avril 1891. Cette loi évite même de faire allusion aux découvertes et son article 1^{er} expose uniquement que « les brevets seront accordés pour inventions nouvelles susceptibles d'une utilisation industrielle ». (*Patente werden erteilt für neue Erfindungen, welche eine gewerbliche Verwertung gestatten*). Suivant le droit allemand, ce n'est pas uniquement aux découvertes théoriques ou purement scientifiques que serait refusée la concession de la patente,

mais en général à toutes les découvertes, voire même aux découvertes immédiatement opérantes, c'est-à-dire, engendrant de suite des applications pratiques.

Quant aux lois anglaises et américaines, elles s'attachent plus fortement encore au critérium d'utilité concrète, nécessaire et suffisant pour donner lieu à un brevet. La loi anglaise de 1907 dit que par invention, il faut entendre toute espèce de nouvelle fabrication. (*Invention means any manner of new manufacture*). Les lois de dates diverses en vigueur aux Etats-Unis, et le règlement du 17 juin 1907, parlent tout simplement d'arts, machines, produits industriels, combinaisons de matériaux et de perfectionnements nouveaux et utiles apportés aux objets ci-dessus (*any new and useful art, machine, manufacture or composition of matter or improvements thereof*). En vertu de ces dispositions, les tribunaux américains ne sanctionnent que « les combinaisons tangibles de matière ».

Nous n'avons pas voulu nous laisser entraîner à citer les lois de tous les pays, et ce que nous venons d'examiner suffit à nous faire conclure que toute protection est également refusée à la découverte purement scientifique dans tous les systèmes de législations.

On peut considérer que le travail scientifique jouit déjà de la protection législative, lorsqu'il revêt la forme d'un travail littéraire. Toutefois le résultat de cette protection est, pour ainsi dire, paradoxal, car ce n'est évidem-

ment pas la substance qui est protégée, mais uniquement l'enveloppe extérieure, non l'idée, mais l'édition qui la vulgarise. Un professeur à la Faculté des Sciences de Lille avait publié avant la guerre un recueil de ses cours sur l'étude de la dynamique des voitures automobiles. Resté à Lille, il apprit en 1920 qu'un jeune ingénieur venait de faire paraître à Paris un volume sur le moteur à explosions dont une importante partie avait été prise dans le recueil de ses cours. Le tribunal de Paris jugea qu'on ne saurait revendiquer un privilège sur toute conception, découverte, ou doctrine scientifique, à moins de ces deux hypothèses : ou bien qu'elles aient fait l'objet d'une application industrielle, ou bien, que non l'idée, mais indépendamment du fond, la forme, la manière littéraire soit prise par le contre-facteur (1). Le tribunal ne pouvait juger autrement, étant donné le système législatif en vigueur.

Par conséquent, nous pouvons dire que dans notre système juridique actuel, il existe une lacune en ce qui concerne la protection du travail intellectuel. En effet, la loi, comme M. Ruffini l'a bien dit, n'a visé jusqu'ici qu'aux deux extrémités de ce travail : à la base et au sommet. L'homme qui inventerait un nouveau talon de caoutchouc, c'est-à-dire ce qu'on peut imaginer de plus terre-à-terre, pourrait, au moyen d'un brevet, s'enrichir ; à l'extrême opposé, le compositeur musical qui saurait

(1) Espèce citée dans le rapport de M. Ruffini.

encore donner au monde une *neuvième symphonie*, c'est-à-dire, ce que l'esprit humain peut concevoir de plus idéal, trouverait lui aussi, dans les droits d'auteur qui lui seraient reconnus, une récompense pécuniaire appropriée. Mais, à un savant qui découvre une vérité, dont l'humanité tirera, par la suite, les avantages les plus grands et les plus durables, les lois n'accordent rien (1). C'est vraiment une injustice criarde. C'est pour éliminer cette injustice que la Société des Nations est intervenue dans la question de la protection de la propriété scientifique

§ 2. — *Mouvement en France en faveur de la protection de la propriété scientifique et intervention de la Société des Nations dans cette question.*

La question de la protection du travail scientifique a, comme toutes les autres questions, été déjà soulevée dans le passé, mais à de rares occasions et sans résultats bien significatifs.

Ce fut par exemple, en 1879, le D^r Déclot, médecin égaré au milieu de littérateurs, qui, le premier, demanda timidement au Congrès de Londres de l'Association littéraire et artistique internationale de prendre les mesures pour protéger les découvertes scientifiques. En 1888, M. Oppet, un Allemand habitant Paris, signalait au Congrès de Venise que les œuvres des hommes de science étaient

(1) Rapport de M. Ruffini, p. 1.

aussi dignes de la protection réservée jusqu'ici aux œuvres des littérateurs. Enfin, au Congrès de Heidelberg, en 1899, l'architecte italien Pesce obtint que la question de la protection des œuvres scientifiques fut inscrite au programme des congrès futurs. Comme on le voit, il ne s'agissait alors que de simples vœux (1).

Il est juste de reconnaître que la France a le mérite d'avoir, la première, fait un grand pas en avant. C'est en France, en effet, qu'ont été proposés les premiers projets de loi pour instituer une protection de la propriété scientifique, équivalente à celle dont jouissent déjà la propriété artistique et littéraire et la propriété industrielle.

A la suite d'une vive propagande faite par M. Klotz et de débats à l'Association française pour la protection de la propriété industrielle et surtout d'une réunion solennelle à la Sorbonne, tenue sous la présidence de M. Appel, et à laquelle prirent part un certain nombre de savants, inventeurs et juristes éminents, deux projets de loi ont été présentés à la Chambre des Députés :

1°) Le projet de M. Joseph Barthélémy et 2°) le projet de la Confédération des Travailleurs Intellectuels.

M. Barthélémy, prié par l'Union des Syndicats d'Ingénieurs français, a déposé, le 4 avril 1922, sur le bureau de la Chambre des Députés une proposition de loi, qui comprend 11 articles et peut être divisée en deux parties. La

(1) Ruffini. La question de la propriété scientifique (l'Europe nouvelle, 16 janvier 1926).

première est consacrée à la question relative à l'organisation du droit nouveau sur la propriété scientifique et la seconde à la réforme de la Loi du 5 juillet 1844 sur le brevets d'invention. (1)

D'autre part, la Confédération des Travailleurs Intellectuels a élaboré un autre projet de loi qui envisageait spécialement la création d'un droit nouveau en matière de propriété scientifique. (2) Elle fit parvenir le texte de ce projet à la Chambre des Députés et à la Société des Nations. Ce projet est très important, puisque les idées directrices du projet de Convention Internationale de M. Ruffini sont presque indentiques aux siennes.

Nous pouvons nous demander alors les raisons qui ont amené la Confédération française des Travailleurs Intellectuels à saisir la Société des Nations du projet de loi qu'elle avait élaboré. C'est que lorsque le mouvement en faveur de la propriété scientifique s'est développé en France, il s'est heurté à l'objection suivante, soulevée par des personnes autorisées et intéressées à la question : « En dehors d'une conférence internationale, comportant l'adhésion des grands pays civilisés, on ne saurait envisager une entrave nouvelle à la liberté de l'exploitation et des transactions sans mettre

(1) Cette proposition de loi fut publiée en annexe au procès-verbal du 4 avril 1922 de la Chambre des Députés.

(2) Voir R. Dalimier et L. Gallié. La propriété scientifique, pages 62 et suivantes.

la France en état de moindre résistance dans la lutte économique ». (1)

Cette objection est très juste, car l'industrie nationale, soumise à une redevance onéreuse due aux savants pour les découvertes, se trouverait en infériorité marquée dans les rivalités économiques. De même que la protection du travail manuel doit faire l'objet de conventions entre les Etats, de même la protection du travail scientifique mérite de provoquer une action internationale.

Heureusement, à cette époque, la Société des Nations constitua la Commission de Coopération Intellectuelle pour étudier toutes les questions relatives au travail intellectuel. La Confédération française des Travailleurs intellectuels jugea opportun de lui soumettre le projet relatif à la propriété scientifique. Le 5 août 1922, M. Bergson proposa à la Commission de Coopération Intellectuelle de constituer une Sous-Commission pour étudier les questions relatives aux droits intellectuels et particulièrement celle de la propriété scientifique. Cette proposition fut adoptée à l'unanimité.

M. Ruffini, sénateur italien, fut nommé Président de cette Sous-Commission.

Au mois de juillet 1923, M. Ruffini a soumis à la Commission un rapport relatif à la question de la propriété scientifique. Ce rapport est très connu par sa grande richesse de documentation et d'arguments. Dans le premier para-

(1) Voir *Propriété Industrielle* 1922, page 22.

graphe, M. Ruffini y expose deux considérations essentielles qui ont amené la Commission à s'occuper tout particulièrement de la question.

La première de ces deux considérations n'est que la conséquence la plus immédiate de l'enquête, entreprise par la Commission, sur la situation de la vie intellectuelle. Car cette enquête nous a révélé, d'une manière très inquiétante, la crise profonde du travail scientifique qui, dans tous les pays, est le résultat de la grande guerre. Les vides qu'elle a laissés dans les plus jeunes générations, le coût de la vie qui s'est accru avec une rapidité vertigineuse, le désir universel d'un gain rapide et considérable ont éclairci les rangs de ceux qui ont l'intention de se consacrer aux recherches de la science pure. Par suite, il est nécessaire d'aviser aux moyens de remédier à cette situation critique et parmi les remèdes envisagés, celui d'ouvrir aux jeunes gens la perspective d'une rémunération suffisante, ne serait pas des moins efficaces.

La deuxième considération est de faire cesser une injustice que nous avons déjà décrite dans notre paragraphe précédent.

Le rapport de M. Ruffini se termine par un projet de convention internationale que nous étudierons dans la section suivante.

SECTION II

Projet de M. Ruffini

Ce projet contient en tout 23 articles. Nous étudierons d'abord le principe sur lequel ce projet est fondé ; ensuite les idées directrices contenues dans ce projet relatives à l'instauration d'un droit du savant sur sa découverte ; et enfin, les mesures proposées en vue d'organiser une protection internationale de la propriété scientifique.

§ I. — *Principe fondamental du projet de M. Ruffini.*

Depuis que la Commission de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations s'est occupée de la question de la propriété scientifique, deux systèmes différents, tout en ayant un but commun — *la protection des savants sur leur découverte* — furent envisagés. Le premier est celui de M. Ruffini, il porte sur l'institution d'un nouveau droit personnel, exigible en justice et comparable, par sa nature, au droit d'auteur déjà existant. Le deuxième réside dans les projets de MM. Torres Quevedo et Gariel ; il consiste à protéger les auteurs de la découverte en imposant, soit à la société tout entière, soit aux industriels seulement, un devoir collectif du même genre que ceux qui se trouvent à la base de certaines assurances sociales.

Pour mettre en relief la différence essentielle qui sépare ces deux systèmes, il n'est pas inutile de faire un bref ex-

posé des projets de MM. Torres Quevedo et Gariel, avant d'aborder l'étude du projet de M. Ruffini.

Dans le projet de M. Torres Quevedo, (1) il s'agit de prendre une partie des bénéfices des inventeurs pour en faire profiter les savants, auteurs de la découverte et aussi les laboratoires. Mais M. Torres Quevedo veut atteindre ce but, sans décourager les inventeurs dont les risques sont souvent très grands et qui ont d'autre part des frais généraux importants. En conséquence, il proposa pour s'entendre avec les inventeurs de fixer une taxe (par exemple 30 % des bénéfices). Cette taxe serait payée par eux le cas échéant et, en échange ils pourraient acquérir certains avantages tels que réduction considérable du prix des brevets, suppression de la nécessité de les exploiter, etc... Le 30 % perçu sur le bénéfice des inventeurs serait réparti entre les laboratoires et les personnes ayant émis des idées utilisées dans les brevets dans la proportion établie par un tribunal d'experts. On pourrait fixer un *minimum* qui devrait revenir aux laboratoires ; mais, en tous cas, les experts auraient à fixer la partie due à chacune des personnes revendiquant la paternité d'une idée. Tout le reste reviendrait aux laboratoires. Si, une invention venait à avoir son rendement avant que ces questions ne soient réglées, le 30 % des bénéfices ou la part de ce 30 % dont la destination est encore in-

(1) Voir procès-verbaux de la 2^e session de la Commission de coopération intellectuelle, p. 23-24, et Rapport de M. Ruffini, p. 13.

connue, seraient versées dans une caisse de l'Etat pour être distribués plus tard.

Le projet de M. Gariel fut élaboré dans le même sens que celui de M. Torres Quevedo. (1) En partant de l'idée que le droit du savant sur sa découverte ne peut pas être considéré comme un droit absolu et, partant comparable en tout au droit de l'auteur d'une œuvre d'art ou de littérature et pas même au droit de l'inventeur, M. Gariel tire la conséquence que la rémunération du savant doit également être différente. Elle devrait, selon lui, consister en une récompense prélevée sur un fonds formé par des cotisations ou des contributions à prélever sur les industriels qui auraient tiré avantage de la découverte. La part de récompense à échoir à chacun des savants qui auraient contribué à la découverte devrait être décernée par une Commission, dont les industriels les plus intéressés et par conséquent les plus à même d'en bien juger, constitueraient la majorité. Ce projet fut élaboré dans un but exclusivement national, mais M. Gariel estime qu'il pourrait, au moyen d'une loi-type à proposer aux Etats adhérents, s'adapter aussi aux relations et aux exigences internationales.

En un mot, d'après les projets de MM. Torres Quevedo et Gariel, il s'agirait d'un système de récompense indirecte au moyen de prix accordés aux savants sur un fonds national ou international.

(1) Le projet de M. Gariel fut publié dans les numéros de septembre et d'octobre de la Revue *Le Droit d'auteur*.

Nous signalons toutefois que M. Ruffini s'est fortement opposé au système proposé par MM. de Torres Quevedo et Gariel. Il déclara que ce système lui paraissait acceptable seulement en partie. Il estima pour mieux dire qu'il faudra l'accepter en tant qu'exception, lorsqu'il ne sera pas possible d'assigner d'une autre manière une rémunération acceptable pour le travail scientifique. M. Ruffini a, en effet, basé son projet sur le principe du droit individuel de la propriété scientifique, c'est-à-dire qu'il est orienté dans le même sens que celui de M. Barthélémy et celui de la Confédération française des Travailleurs Intellectuels. Nous en étudierons les dispositions les plus importantes dans le paragraphe suivant.

§ 2. — *Idées directrices du projet de M. Ruffini.*

En ce qui concerne la protection de la propriété scientifique, il y a plusieurs points à envisager :

a) Quelles catégories de travail scientifique seront susceptibles d'être protégées ?

b) Le droit sur la propriété scientifique sera-t-il absolu ?

c) Comment établir ce droit ?

d) Comment exercer ce droit ?

e) Et enfin, quelle sera la durée de la protection de ce droit ?

Ce sont ces différents points contenus dans le projet de M. Ruffini que nous allons successivement étudier.

a) Quelles catégories de travail scientifique seront susceptibles d'être protégées ?

Les idées directrices du projet de M. Ruffini sont presque identiques à celles du projet de la Confédération française des Travailleurs Intellectuels. De même que celle-ci avait tenu à établir le principe de l'égalité devant la loi, de la découverte et de l'invention, de même M. Ruffini proposa d'abandonner la distinction entre l'invention et la découverte

En conséquence, dans l'article 2 de son projet, il a écrit que les auteurs de découvertes ou d'inventions scientifiques jouiront du droit exclusif de tirer profit de leurs découvertes ou inventions.

Cet article est presque analogue à l'article premier, alinéa premier, du projet de la Confédération. Il convient toutefois de signaler une différence. Le projet de la Confédération traite également de la question relative aux inventeurs salariés, tandis que celui de M. Ruffini ne vise que la question relative aux savants.

Aux termes de l'article 3 du projet de M. Ruffini, seront considérées comme protégées par la Convention projetée :

I. — Les découvertes, c'est-à-dire les exposés et les démonstrations de l'existence, jusqu'alors inconnue, des lois, principes, corps, agents ou propriétés des êtres vivants ou de la matière.

II. — Les inventions, c'est-à-dire les créations de l'es-

prit (consistant en méthodes, appareils, produits, compositions de produits encore inconnus, et, d'une façon générale, toutes les applications nouvelles des découvertes et inventions) dont le caractère spécifiquement scientifique les soustrait à la protection assurée aux œuvres de l'industrie, de l'art et de la littérature.

Cet article fut aussi emprunté à l'article 2 du projet de la Confédération française des Travailleurs Intellectuels, sauf la partie qui commence par les mots « dont le caractère, etc... », jusqu'à la fin.

Pendant la rédaction du projet de M. Ruffini, M. John H. Wigmore soumit un mémoire à la Sous-Commission de la Propriété intellectuelle, dans lequel il signale qu'il faudrait établir une distinction nette entre les découvertes qui mènent à des applications nouvelles fondées entièrement sur elles, et celles qui ne font qu'expliquer des procédés déjà appliqués d'une façon générale dans l'industrie. Tenant compte de cette remarque, M. Ruffini, dans l'article 5, alinéa 3, de son projet, précise que « ce droit ne peut compéter aux auteurs que si les applications industrielles ou commerciales dont il s'agit, sont le résultat de leurs découvertes ou inventions, et non, par conséquent, lorsque ces découvertes ou inventions ne font que donner la démonstration scientifique d'un résultat ou d'un procédé déjà acquis de fait dans la pratique commerciale ou industrielle ».

En outre, il faut envisager la question relative aux

découvertes ou inventions intéressant la thérapeutique. L'article 8 du projet de la Confédération française des Travailleurs Intellectuels prévoit que les auteurs de découvertes ou d'inventions concernant la thérapeutique devront jouir du même bénéfice que les auteurs d'autres découvertes ou inventions. L'article 10 du projet de M. Ruffini fut rédigé dans le même sens que l'article 8 du projet précité.

b) Le droit sur la propriété scientifique sera-t-il absolu ?

Tout le monde est d'accord que le droit de l'auteur des découvertes et des inventions ne sera pas absolu. En effet, dans le cas contraire, l'auteur d'une découverte ou d'une invention pourrait être tenté d'abuser de son droit, en s'opposant à l'exploitation des applications de sa découverte ou invention.

Dans cet ordre d'idées, M. Ruffini, dans l'article 5 de son projet, écrit que les auteurs des découvertes et inventions ne pourront s'opposer à l'exploitation industrielle ou commerciale des applications nouvelles de leurs découvertes ou inventions, mais ils conserveront un droit d'auteur sur les avantages économiques d'une telle exploitation. En outre, dans l'article 6 du même projet, M. Ruffini prévoit que les Etats pourront classer la découverte ou invention de leurs ressortissants comme nécessaires à l'intérêt public et déterminer les conditions dans lesquelles sera fixé le droit de l'inventeur.

Ces deux articles correspondent aux articles 5 et 9 du projet de la Confédération déjà mentionné.

c) Comment établir ce droit ?

En ce qui concerne la protection de ce droit, M. Barthélémy a posé le principe que « le droit existe sans qu'aucune formalité soit nécessaire ». Son projet ne pose donc aucune condition pour l'établissement de la propriété scientifique. L'auteur d'une découverte scientifique laisse l'exploitation de son invention. Il pourra demander un droit d'auteur qui sera dû à partir du jour de la demande.

La Confédération française des Travailleurs intellectuels pensait au contraire qu'il était indispensable pour établir son droit que l'auteur d'une découverte ou d'une invention fasse la preuve que cette découverte ou invention a été l'objet d'une publicité suffisante (article 3 du projet).

Le projet de M. Ruffini est dans le même sens que celui de la Confédération française des Travailleurs Intellectuels (art. 7). Il a ajouté que la publication de la découverte ou invention dans les revues spéciales, dans les actes des congrès et dans les mémoires académiques sera considérée comme suffisante. En outre, M. Ruffini estime que le savant pourra faire établir l'objet et la priorité de sa découverte ou de son invention, au moyen de l'envoi d'une enveloppe perforée du type « Soleau » au Bureau international de Berne.

d) Comment exercer ce droit ?

Nous avons déjà indiqué que le droit du savant ne sera pas absolu. L'auteur d'une découverte ou d'une invention n'aura que le droit d'exiger une redevance de tous ceux qui tireront un profit provenant d'une exploitation industrielle ou commerciale de sa découverte ou de son invention. Le taux de la redevance sera déterminé par l'accord des parties et à défaut par le tribunal.

Sur ce point, le projet de M. Ruffini (art. 5) est analogue aux projets de M. Barthélémy et de la Confédération française des Travailleurs Intellectuels.

En outre, il convient de remarquer que la Confédération française des Travailleurs Intellectuels estimait qu'à défaut d'un groupement professionnel se substituant à eux-mêmes pour toutes transactions industrielles et commerciales, les savants n'auraient, ni le loisir, ni le goût de s'occuper en personne de leurs intérêts légaux. Donc, à l'article 6 de son projet, elle a prévu que les auteurs des découvertes ou inventions pourront se faire représenter, dans leurs rapports avec leurs exploitants, par un groupement professionnel qui, en leur lieu et place, traitera et exercera le contrôle des ventes et la perception des droits. Ce texte fut emprunté par M. Ruffini et fit l'objet de l'article 18 de son projet.

e) Quelle sera la durée de la protection de ce droit ?

En ce qui concerne la durée de la protection de la propriété scientifique, le projet de M. Barthélémy est différé.

rent de celui de la Confédération française des Travailleurs intellectuels. Selon M. Barthélémy, cette propriété devrait durer pendant toute la vie de l'auteur et cinquante ans après son décès. Nous voyons que, sur ce point, il a admis une assimilation complète avec le droit d'auteur littéraire.

Le projet de la Confédération française des Travailleurs intellectuels consacre deux articles à cette question. Dans son article premier, on affirme que la durée de la protection des droits des auteurs de découvertes ou d'inventions devrait comprendre toute la vie de ces auteurs. Mais dans son article 7, il est écrit que les héritiers de ces auteurs jouiront des mêmes droits et des mêmes prérogatives qu'eux-mêmes pendant une période de cinquante années, à compter, non pas de la mort de l'auteur, mais du jour où l'auteur a fait la preuve de son invention ou de sa découverte.

Par conséquent, nous pouvons dire que ledit projet n'assigne à la protection des droits des savants, qu'une durée totale de cinquante ans.

Sur ce point, le projet de M. Ruffini dans son article 4 adopte le même délai que celui prévu dans le projet de M. Barthélémy.

§ 3. — *Mesures proposées en vue d'organiser une protection internationale de la propriété scientifique.*

Dans le paragraphe précédent, nous avons déjà montré que les idées directrices du projet de M. Ruffini offrent

des analogies avec celles du projet de la Confédération française des Travailleurs intellectuels. Cependant, le premier est un projet de convention internationale tandis que le second n'est qu'un projet de loi nationale. Par conséquent, le projet de M. Ruffini comprend, à côté des dispositions concernant les différents points que nous venons d'étudier, un certain nombre d'articles relatifs à l'organisation d'une protection internationale de la propriété scientifique. En voici les plus importants :

Les pays contractants de la Convention projetée seraient constitués à l'état d'Union (art. 1^{er}).

Les sujets ou citoyens de chacun des Etats contractants devraient jouir dans tous les autres Etats de l'Union de droits analogues à ceux que les lois respectives de ces Etats accordent à leurs nationaux (art. 13).

Dans le cas où un différend surgit entre les parties appartenant à des Etats différents, celles-ci devraient nommer deux arbitres, dont l'un devra appartenir à un Etat autre que celui auquel elles appartiennent (art. 14, alinéa 3).

Le siège du Tribunal serait, sauf accord contraire entre les parties, le siège des Bureaux internationaux réunis de la propriété industrielle, littéraire et artistique, et siégerait à Berne (art. 15).

La procédure de l'arbitrage devrait être réglée par la loi du pays sur le territoire duquel l'arbitrage a lieu (article 17).

Les Bureaux réunis de Berne centraliseraient les renseignements de toute nature relatifs à la protection de la propriété scientifique (art. 23, alinéa 1^{er}).

SECTION III

Critiques adressées au projet de M. Ruffini et nouveau projet élaboré par le Comité d'Experts

§ 1. — *Observations faites sur le projet de M. Ruffini au cours des discussions devant les différents organes de la Société des Nations.*

Le 28 juillet 1923, la Commission de Coopération Intellectuelle examina le projet présenté par M. Ruffini.

M. Lorentz fit certaines observations à ce sujet (1) ; il émit l'espoir que les jeunes gens ne se laisseraient pas influencer par les perspectives que leur offrira la Convention projetée ou par l'attrait des profits qu'ils pourront retirer de son application. Il émit aussi l'espoir que les savants ne se préoccuperaient pas trop de ces avantages et continueraient comme maintenant à ne pas trop penser aux questions de priorité des découvertes et que seule la recherche continuerait à les absorber.

(1) Procès-verbaux de la deuxième session de la Commission de coopération intellectuelle, p. 22-24.

En outre, M. Lorentz estima qu'il existait encore des difficultés très sérieuses ; l'une d'entre elles provient de l'enchevêtrement des idées qui constituent le progrès scientifique. Cet enchevêtrement est de plus en plus compliqué et il devient très difficile de dire à qui appartient l'honneur d'une découverte. Pour la T.S.F., par exemple, on doit remonter de Marconi à son maître Righi, et de Righi à Hertz, mais de Hertz il faut remonter à Maxwell, à Kelvin et à Faraday. Pour les lampes amplificatrices, les possesseurs d'invention se sont querellés, mais ces inventions elles-mêmes sont basées sur des découvertes dont une demi-douzaine de savants au moins pourraient se disputer la priorité. M. Lorentz fit valoir qu'une autre difficulté proviendrait du grand nombre de découvertes de fous qui viendraient voir protéger leurs droits de priorité.

M. Bergson estima comme M. Lorentz qu'il y avait une grosse difficulté du fait des idées qui s'enchevêtraient, mais, à son sens, un tribunal d'arbitres pouvait disposer d'un critérium lorsqu'une question de priorité serait invoquée devant lui.

M. Lafontaine fit également remarquer que les difficultés soulevées par M. Lorentz se rencontrent de même lorsqu'il s'agit de brevets d'inventions. La question des antériorités est tout aussi délicate pour les brevets. Pour la lampe électrique, on a objecté à Edison 74 antériorités. Le procès fut plaidé à l'aide d'experts. D'emblée, neuf dixièmes de ces antériorités furent écartées et finalement

Edison eut gain de cause. Les questions de priorité en matière de découvertes scientifiques seront résolues de la même manière.

Après une longue discussion, le rapport ainsi que le projet de M. Ruffini furent adoptés par la Commission de Coopération Intellectuelle.

Le 10 septembre 1923, le Conseil de la Société des Nations examina le rapport de M. Ruffini.

Lord Robert Cecil demanda la transmission pure et simple à l'Assemblée de ce rapport, la protection de la propriété scientifique lui apparaissant très difficile à réaliser et très peu souhaitable.

Mais M. Hanotaux estima que cette question très importante méritait de retenir l'attention des divers gouvernements. Il proposa donc une résolution ainsi conçue :

« Le Conseil transmet à l'Assemblée le projet du sénateur Ruffini, relatif à la protection de la propriété scientifique et le recommande à son attention ».

Cette résolution fut adoptée par le Conseil.

Le 15 septembre 1923, la cinquième Commission de la quatrième Assemblée aborda la discussion sur le rapport de M. Ruffini. Mais la discussion ne fut pas poussée à fond sur la question. Certains délégués se sont bornés, en effet, à faire des observations sur le texte de projet de résolution relatif à cette question et présenté par M. Bar-doux. Nous n'insisterons donc pas outre mesure.

Le 27 septembre 1923, l'Assemblée à son tour aborda

la discussion sur le rapport de M. Ruffini. Mme Anna Bugge-Wicksell, déléguée de la Suède, prononça un discours dans lequel elle signala les difficultés de la question. A son avis, le principe de la protection de la propriété scientifique, si juste et si équitable qu'il soit, contient des éléments dangereux pour certains aspects de la vie scientifique. Elle essaya de rendre sa pensée sensible en donnant quelques exemples concrets (1).

D'abord, elle prit comme exemple les tables dites de Tell el Amarna. On sait qu'il y a trente ans environ, ce fut un linguiste norvégien qui, le premier, réussit à déchiffrer ces tables. Cette découverte est d'ordre purement linguistique. Mais, grâce à cette découverte, on peut désormais lire toutes les tables Tell el Amarna. Or, si, en profitant de cette découverte, un historien a obtenu des renseignements très précieux et écrit un ouvrage sur l'histoire des temps anciens, son ouvrage aura une vente facile. Si le principe de la protection de la propriété scientifique était déjà établi, cet historien serait obligé de se rendre auprès d'un linguiste et de le rétribuer. Cela constituerait un obstacle sérieux au travail de l'historien.

En outre, elle prit comme autre exemple le domaine de l'économie politique et la théorie de la valeur limite. Cette théorie a été découverte par trois économistes travaillant indépendamment l'un de l'autre, et toute la scien-

(1) Voir les Actes de la 4^e Assemblée, séances plénières, p. 108.

ce moderne de l'économie politique est fondée sur cette théorie. Tout économiste théoricien a écrit sur cette théorie : il l'a vérifiée, il l'a développée, il l'a appliquée à la vie économique pratique. Si le principe de la protection avait été mis en vigueur, dans quelle mesure n'aurait-il pas affecté ce développement tout entier ?

Malgré les observations faites par Mme Bugge Wicksell, l'Assemblée ne vit pas d'inconvénients à ce que les différents gouvernements fussent saisis du projet de M. Ruffini qui méritait d'être examiné avec soin par eux et elle adopta la résolution suivante :

« L'Assemblée de 1923, donnant son approbation au principe du projet de M. le sénateur Ruffini, relatif à la protection de la propriété scientifique, et tenant compte de la résolution adoptée à ce sujet par le Conseil, décide de transmettre ce projet à tous les gouvernements, en les priant de vouloir bien communiquer au Secrétariat de la Société des Nations leurs observations afin que la Commission de Coopération Intellectuelle puisse rédiger éventuellement un projet de convention définitif, qui serait mis à l'ordre du jour de la cinquième Assemblée et soumis ensuite à tous les Etats pour signature et ratification ».

§ 2. — *Objections faites par certains gouvernements
au projet de M. Ruffini.*

Conformément à la résolution adoptée par la quatrième Assemblée, le 27 septembre 1923, le Secrétaire général

de la Société des Nations a lancé une lettre circulaire aux divers gouvernements, les invitant à lui communiquer leurs observations sur le projet de M. Ruffini.

Jusqu'à la fin de juillet 1924, douze gouvernements ont répondu à la lettre du Secrétaire général. Deux importantes institutions : l'Académie Nationale des Lincei de Rome et l'Académie des Sciences de Paris ont également adressé une réponse. Parmi ces douze gouvernements, certains se contentèrent d'accuser réception de la lettre du Secrétaire général et du projet. Les autres firent des observations que nous allons examiner (1).

Le Gouvernement britannique estima que ce projet ne pouvait que stimuler les recherches des travailleurs scientifiques conduisant directement aux applications industrielles. Des découvertes d'une nature générale comme celle de Newton ou de Einstein, ou qui donnent pour la première fois l'explication d'un phénomène familier, ne pourraient pas bénéficier de ce projet. Le projet incite donc les jeunes gens à choisir les sujets qui permettent d'espérer une récompense matérielle. Ce serait regrettable.

En outre, le Gouvernement britannique jugea que le projet, en faisant bénéficier l'auteur d'une découverte scientifique du travail des autres, lui donnerait des privilèges allant au delà de ce que les lois sur la propriété littéraire et sur le brevet accordent présentement. Car les droits

(1) Voir Rapport supplémentaire de M. Ruffini, p. 4 à 8.

accordés par les lois existantes se rapportent non aux idées abstraites, mais à l'usage qui en est fait. Il n'y a pas de droits pour des conceptions littéraires nouvelles ou pour des idées nouvelles en peinture. Un écrivain ou un artiste inventifs dans leurs méthodes n'ont pas plus de droit sur le produit de leur œuvre qu'un artiste employant les méthodes habituelles. Accorder à celui qui a découvert un principe scientifique nouveau et qui n'en fait pas usage lui-même, le droit de participer aux bénéfices gagnés par ceux qui, par leurs efforts, ont fait une application industrielle de ce principe, ce serait créer une distinction entre l'œuvre scientifique et l'œuvre littéraire et artistique, distinction impossible à défendre actuellement.

Enfin, le Gouvernement britannique craignit que le projet pourrait avoir une autre réaction. Ce serait les charges supplémentaires qui pèseraient sur l'industrie du fait de son application.

Le Gouvernement néerlandais estima qu'il ne pouvait se rallier à l'idée qui est à la base du projet qui proclame que la propriété scientifique doit être protégée de la même manière que la propriété littéraire et artistique. Les créations artistiques et littéraires sont déterminées par un si grand nombre de facteurs qu'il ne semble pas possible qu'une même création se répète dans l'esprit d'une autre personne. Cette théorie n'est pas applicable aux inventions et découvertes de nature scientifique. Dans les pays où l'on délivre des brevets après examen préalable,

on a pu constater que souvent des inventions et des découvertes scientifiques ont été faites par diverses personnes indépendamment les unes des autres. De cette différence entre le travail artistique et littéraire et le travail scientifique, il s'ensuit que la durée de la protection du droit du savant doit être assez limitée.

Le Gouvernement néerlandais dans sa seconde conclusion déclara que dans les pays où il existe l'examen préalable pour les brevets industriels, on ne voudra pas protéger le travail scientifique sans certifier qu'il s'agit d'une invention ou découverte nouvelles. Dans ces pays, la publication ou l'enregistrement officiel suivi de publications d'une découverte scientifique, n'est pas suffisant pour en obtenir la protection. L'inventeur sera obligé de déposer une demande et, après examen, la protection lui sera assurée ou refusée. Ce sera la loi du pays où le brevet a été délivré qui déterminera l'étendue de la protection et la conséquence juridique qu'elle entraîne.

Le Gouvernement fédéral de l'Autriche signala que ce projet imposerait à l'industrie des charges dont la portée ne peut même pas approximativement être prévue maintenant. La fixation de la quote part due aux savants se heurtera aux plus grandes difficultés et causera une incertitude insupportable pour le calcul des frais de fabrication.

Le Gouvernement de l'Inde considéra comme raisonnable la récompense qui est assurée aux hommes engagés

dans les recherches susceptibles de produire de bons résultats pratiques. Mais cela est autre chose que demander qu'un savant reçoive un bénéfice proportionnel à la valeur que sa découverte a fait gagner à la communauté. C'est l'Etat et le public qui doivent considérer si les hommes de science sont raisonnablement récompensés. Il serait bon aussi que les récompenses qu'ils recevraient ne fussent pas à la charge d'une seule nation, mais d'une organisation internationale comme la Société des Nations.

Le Gouvernement belge estima qu'il conviendrait de garantir aux savants le droit de revendiquer une juste part dans les bénéfices résultant de l'utilisation par autrui de leurs découvertes ou inventions. Toutefois, en ce qui concerne l'exploitation commerciale des découvertes scientifiques, ce gouvernement croit devoir faire une réserve relative aux médicaments présentant une grande importance pour la santé publique.

L'Académie des Sciences de Paris, à laquelle le ministre de l'Instruction publique du Gouvernement français avait demandé son avis sur le projet, informa le Secrétaire général de la Société des Nations que la question méritait de retenir très sérieusement l'attention. Cependant, elle est loin de se dissimuler les graves difficultés qui se dressent devant la réalisation du projet. Elle signala notamment combien il peut être malaisé de distinguer la part des divers savants qui ont contribué à une découverte et surtout d'en faire l'évaluation numérique. En outre, elle

est d'avis que la durée de la jouissance de la propriété scientifique, proposée par le projet, doit être notamment diminuée.

§ 3. — *Nouveau projet élaboré par le Comité d'experts.*

En raison des objections faites par un certain nombre de gouvernements au projet de M. Ruffini, l'Assemblée de 1924 adopta la résolution suivante :

« L'Assemblée estime avec le Conseil qu'il serait hautement désirable de réunir une conférence d'experts pour l'étude des divers problèmes soulevés par la question de la propriété scientifique, notamment par le rapport de M. le Sénateur Ruffini et les réponses des gouvernements sur cette question. Elle invite la Commission de Coopération Intellectuelle après consultation avec le Comité économique, à organiser cette réunion en 1925 ».

Aux termes de cette résolution, un comité d'experts devrait être convoqué en 1925. Mais la Commission de Coopération intellectuelle a estimé qu'avant la réunion de ce comité d'experts, il valait mieux entreprendre des enquêtes préalables, par conséquent elle a ajourné la convocation de ce comité à plus tard. Après une enquête approfondie sur cette question conduite par l'Institut international de Coopération intellectuelle auprès des Gouvernements et dans les milieux industriels et juridiques, le Conseil autorisa, le 2 septembre 1927, la Commission à

convoquer ce comité d'experts. Celui-ci se réunit à Paris du 12 au 14 décembre 1927.

Un nouveau projet de convention fut élaboré par les experts. Il contient 5 titres et 20 articles.

Le projet du Comité d'experts est également basé sur le principe du droit individuel de la propriété scientifique. Mais, sur certains points, il est différent de celui de M. Ruffini. En voici les plus importants :

En ce qui concerne les œuvres susceptibles d'être protégées, le nouveau projet fut rédigé d'une façon beaucoup plus précise que celui de M. Ruffini. Les experts consacrèrent à ce sujet trois articles aux termes desquels la découverte scientifique qui ouvre à son auteur un droit à rémunération doit répondre à une double condition :

1°) Etre susceptible d'une utilisation matérielle, c'est-à-dire qu'elle doit aboutir à un objet qui circule dans le commerce des marchandises ;

2°) Avoir pour conséquence des moyens nouveaux de production ou la mise en œuvre nouvelle de procédés connus, de sorte que les démonstrations, explications ou commentaires de découvertes antérieures sont exclus (1).

En outre, le projet du Comité d'experts distingue dans son article 4 la naissance du droit et la revendication du droit. Pour la naissance du droit, les experts étaient du même avis que M. Ruffini. Ils admirent, en effet, que ce

(1) Voir le rapport soumis par M. Marcel Plaisant au nom du Comité d'experts à la C.I.C.I., page 4.

droit naîtra de toute publication non équivoque et que tout mode de publication ayant date certaine permettra à l'auteur d'administrer la preuve de sa priorité vis-à-vis d'un concurrent ou d'un prétendant qui s'affirme créateur à son encontre. Mais pour l'exercice de l'action en revendication du droit à l'égard des usagers, vis-à-vis des redevables éventuels, les experts ont voulu être d'une précision rigoureuse. Seul, le dépôt d'une note enregistré par un organisme international, note revendiquant le droit, est opposable aux usagers.

Enfin, il faut signaler la différence entre les deux projets en ce qui concerne la durée de la protection de la propriété scientifique. D'après le projet de M. Ruffini, cette durée devrait comprendre la vie de l'auteur et cinquante ans après sa mort. Mais aux termes de l'article 5 de ce nouveau projet, elle ne serait que de trente ans à dater du jour de l'enregistrement de la découverte dans un organisme international.

Le projet de Convention, élaboré par le Comité d'experts, a été approuvé par la Sous-Commission des droits intellectuels. Mais le Comité économique de la Société des Nations a fait savoir par son représentant au sein de la Sous-Commission, qu'il éprouvait certaines préoccupations au sujet des charges qu'auraient à supporter les entreprises industrielles par suite des droits nouveaux dont le projet prévoit l'établissement. Le Comité économique estime que pour alléger ces charges, les usagers et les indus-

triels auraient intérêt à s'acquitter de leurs obligations par contrat indirect, en recourant à un système d'assurances. Cette suggestion a été accueillie avec faveur par la Commission de Coopération intellectuelle et par la Sous-Commission, qui sont tombées d'accord pour convenir que l'avant-projet de Convention devrait être accompagné d'une note additionnelle exposant les modalités d'application du principe des assurances.

Le 2 septembre 1928, le Conseil de la Société des Nations a adopté la résolution suivante :

« Le Conseil charge le Secrétaire général de la Société des Nations de communiquer pour avis aux Gouvernements des Etats, membres et non membres de la Société des Nations, l'avant-projet de Convention internationale relatif à la propriété scientifique, élaboré par le Comité d'experts et approuvé par la Commission de Coopération intellectuelle. Il autorise en outre, le Secrétaire général à joindre à cet avant-projet une note explicative exposant certaines modalités d'application qui, sans atténuer la portée de la Convention projetée en ce qui concerne la protection des découvertes scientifiques, serait de nature à prévenir toute entrave à l'activité des milieux économiques qui les exploitent. Cette note lui sera fournie par le rapporteur désigné par la Commission de Coopération intellectuelle, qui la préparera avec l'aide des services compétents de l'Institut ».

TROISIÈME PARTIE

Les mesures prises par la Société des Nations pour faciliter le travail intellectuel et développer l'esprit international

Nous diviserons cette partie en deux chapitres. Nous étudierons dans le premier, les mesures destinées à favoriser le travail intellectuel et dans le deuxième, celles pour former une conscience de paix entre les jeunes générations.

CHAPITRE PREMIER

MESURES EN VUE DE FACILITER LE TRAVAIL INTELLECTUEL

SECTION I

Echanges internationaux des Publications

Les échanges internationaux de publications ont déjà fait l'objet de deux conventions en 1886 (1). Lors de sa constitution, la Commission de Coopération intellectuelle s'est bien vite aperçue de l'utilité de pareilles conventions et elle proposa des moyens pour les favoriser.

§ 1. — *Conventions de Bruxelles et résolution de la troisième Assemblée.*

Une convention a été conclue le 15 mars 1886, entre la Belgique, le Brésil, l'Espagne, les Etats-Unis d'Améri-

(1) En ce qui concerne l'origine de ces deux Conventions, on peut consulter M. O. de Halecki : *Les échanges internationaux de publications*, brochure publiée par la Société des Nations, pp. 7-16. Pour les autres traités concernant l'échange de publications, on peut consulter M. Fauchille, *Traité de Droit international public*, tome I, 3^e partie, page 500.

que, l'Italie, le Portugal, la Serbie et la Confédération suisse, concernant les échanges internationaux pour les documents officiels et pour les publications scientifiques et littéraires.

Le même jour, un second accord intervint entre la Belgique, le Brésil, les Etats-Unis d'Amérique, l'Italie, le Portugal et la Serbie pour assurer l'échange immédiat du Journal Officiel, ainsi que les annales et documents parlementaires.

Par la suite, différents pays ont adhéré à ces conventions ou, tout au moins, à l'une d'entre elles, savoir :

1. — Le 7 mai 1889, adhésion de la République de l'Uruguay aux deux Conventions ;

2 — Le 24 juillet 1889, adhésion de la République Argentine à la Convention A ;

3. — Le 25 septembre 1889, adhésion de la République du Paraguay à la Convention A ;

4. — Le 7 juillet 1919, adhésion de la République Tchéco-Slovaque aux deux Conventions ;

5. — Le 19 novembre 1920, adhésion de la Pologne à la Convention A, et le 21 avril 1921, adhésion de ce pays à la Convention B.

Tenant compte de l'utilité de ces deux Conventions, la Commission de Coopération Intellectuelle, au lendemain de son ouverture, aborda la discussion sur les moyens de

les développer. Le 3 août 1922, elle adopta la résolution suivante : (1)

« La Commission prie le Conseil d'attirer l'attention de l'Assemblée de la Société des Nations sur les Conventions internationales relatives aux échanges internationaux passées à Bruxelles, le 15 mars 1886. La coopération intellectuelle serait grandement aidée par l'extension de pareilles conventions. Il serait à désirer que les mesures qui sont prévues reçoivent leur complète application et qu'elles soient améliorées et étendues, notamment par l'octroi de la franchise postale et par l'extension à toutes les publications, même non officielles ».

Cette résolution reçut l'approbation du Conseil et de l'Assemblée et la troisième Assemblée adopta, le 28 septembre 1922, la résolution suivante :

« L'Assemblée décide d'adresser un appel à tous les pays qui n'ont pas encore adhéré aux Conventions relatives à l'échange international des publications, signées à Bruxelles, le 15 mars 1886, pour leur demander de bien vouloir le faire ».

Pour l'exécution de cette résolution, le Secrétaire général adressa une lettre circulaire aux Etats membres et non membres de la Société des Nations pour les inviter à donner leur adhésion (2).

(1) Voir le procès-verbal de la 1^{re} session de la C.I.C.I., p. 19.

(2) Voir les actes de la troisième Assemblée, compte-rendu des sessions plénières, p. 330.

S'inspirant de l'invitation de la Société des Nations, cinq gouvernements ont décidé d'y donner suite. Ce sont :

1. — Le 5 juin 1923, adhésion de la Roumanie aux deux Conventions ;

2. — le 30 juillet 1923, adhésion de la Hongrie aux deux Conventions ;

3. — le 17 août 1924, adhésion de la République Dominicaine aux deux Conventions ;

4. — le 2 avril 1924, adhésion de la République de Lettonie aux deux Conventions ;

5. — le 15 mars 1924, adhésion de la ville libre de Dantzig aux deux Conventions.

Cependant, plusieurs Etats, dont par exemple la Norvège, la Bulgarie et l'Inde, ont répondu qu'ils n'étaient pas disposés à l'adhésion en raison de considérations financières. Le Gouvernement britannique a répondu qu'il ne pourrait donner son adhésion aux Conventions tant que la rédaction de ces Conventions ne serait pas modifiée. Il fit également observer que l'invitation pure et simple d'adhérer aux Conventions en vigueur ne correspond pas entièrement à la recommandation de la Commission de Coopération Intellectuelle qui avait signalé la nécessité d'une révision des Conventions de Bruxelles.

Pour ces motifs, la Commission de Coopération Intellectuelle, lors de sa deuxième session, proposa de convo-

quer une conférence technique chargée de la révision des Conventions de 1886 (1).

Cette proposition fut adoptée par la quatrième Assemblée.

§ 2. — *Tentatives de revision des Conventions de Bruxelles.*

Le 27 septembre 1923, la quatrième Assemblée adopta une résolution aux termes de laquelle elle priait le Conseil de convoquer, d'accord avec la Commission de Coopération Intellectuelle, une conférence d'experts chargée de préparer la revision éventuelle des Conventions internationales relatives à l'échange des publications de tout ordre : livres, périodiques, catalogues, mémoires, thèses.

Le Conseil, dans sa séance du 13 décembre 1923, sur la proposition de M. Hanotaux, décida de renvoyer cette résolution de l'Assemblée à l'examen de la Commission elle-même, en lui demandant son avis et ses propositions sur les questions dont il s'agit.

La Commission, estimant finalement trop onéreux de réunir une conférence internationale pour cette question, proposa au Conseil de réunir simplement un Comité de sept experts. Cette proposition fut adoptée par le Conseil, lors de sa séance du 11 mars 1924.

Ce Comité d'experts comprit un Belge, un Italien, un Anglais, un Français, un Polonais, un expert des Etats-Unis et un de l'Amérique du Sud. Il se réunit à Genève

(1) Voir procès-verbal de la 2^e session de la C.I.C.I., p. 27 et 62.

du 17 au 19 juillet 1924 et tint cinq séances. Un certain nombre de recommandations et de vœux furent adoptés.

En ce qui concerne les Conventions de 1886, les experts estimèrent que si certains Etats n'y avaient pas encore adhéré, c'était en raison de l'obligation contenue dans l'article 2 de la première Convention, qui était trop onéreuse. En effet, cet article stipule que les Etats contractants s'engagent à échanger : 1°) les documents officiels, parlementaires et administratifs qui sont livrés à la publicité dans le lieu d'origine, et 2°) les ouvrages exécutés par ordre et aux frais des gouvernements (1). Les signataires de cette convention doivent être obligés, en un mot, d'échanger toutes leurs publications officielles. Par suite, certains Etats, dont le nombre des publications de ce genre est très grand, ne veulent pas adhérer, et certains gouvernements dont les ressources financières sont un peu restreintes ne peuvent accepter ces obligations.

Le Comité se rendit compte que tout changement apporté au texte de la Convention de 1886 créerait des difficultés sérieuses pour l'heure présente et mettrait en danger tout ce qui avait été déjà obtenu à ce jour dans le domaine des échanges. Aussi, conclut-il qu'il n'y avait pas lieu de toucher à cette convention. Il s'est contenté de proposer à l'Assemblée de la Société des Nations un protocole

(1) Voir Wilhem Kaufmann. Les Unions Internationales de nature économique (dans le recueil des Cours de l'Académie de droit international, tome III, page 288).

additionnel permettant aux Etats qui sont en dehors de cette Convention d'y adhérer avec la réserve « de limiter leurs envois à chaque Nation, d'accord avec celle-ci ». Les échanges de ces Etats avec ceux qui ont une adhésion sans réserves se régleront suivant le même principe, c'est-à-dire que ces derniers ne seront pas obligés d'envoyer la totalité de leurs publications officielles aux Etats qui n'auraient adhéré qu'avec la réserve sus-mentionnée (1).

La proposition du Comité des Experts fut approuvée par la Commission de Coopération Intellectuelle à sa session du mois de juillet 1924.

La cinquième Assemblée adopta alors la résolution suivante :

« L'Assemblée approuve le rapport du Comité des Experts pour l'échange international des publications. Elle prie le gouvernement belge de bien vouloir prêter ses bons offices en vue d'assurer les adhésions partielles à la Convention de Bruxelles de 1886 » (2).

Le Conseil, en sa séance du 30 septembre 1924, examina cette question. Il décida de faire porter la résolution précédente à la connaissance des Gouvernements des divers Etats par le Gouvernement belge.

Ultérieurement, par une lettre, en date du 2 mai 1927, le Conseil fut informé par le Gouvernement belge du ré-

(1) Voir Rapport de M. de Halecki, soumis à la C.I.C.I., le 28 juillet 1924 et soumis au Conseil et à l'Assemblée.

(2) Voir les actes de la 5^e Assemblée (séance plénière), p. 146.

sultat de l'enquête instituée par lui, en exécution de la résolution de la cinquième Assemblée. D'après cette lettre, un certain nombre d'Etats marquèrent leur accord sur la recommandation de la Commission de Coopération Intellectuelle, mais les Gouvernements britannique et mexicain estimèrent ne pouvoir s'y rallier. En outre, le Gouvernement italien, tout en se déclarant prêt à admettre des échanges partiels, s'opposa à toute modification des Conventions de 1886. Enfin, la plupart des gouvernements consultés n'ont pas jugé utile de faire connaître leur manière de voir ou ont ajourné leur décision (1).

Cette lettre fut transmise par le Conseil à la Commission de Coopération Intellectuelle, qui, dans sa neuvième session, examina de nouveau la situation, telle qu'elle résultait des renseignements fournis par le Gouvernement belge. Elle estima que l'amélioration des échanges de publications n'était pas compromise en principe ; un assez grand nombre d'Etats lui paraissent, sinon favorables à la modification des conventions actuelles, tout au moins disposés à une action en dehors de ces conventions. Dans ces conditions, on pourrait modifier la teneur des négociations et les reprendre sur une base nouvelle (2).

Comme suite aux discussions qui ont eu lieu au sein de cette Commission et au vœu qu'elle en a exprimé, le

(1) Cette lettre fut insérée dans le Journal Officiel de la S.D.N. Juillet 1927, page 900.

(2) Voir le procès-verbal de la 9^e session de la C.I.C.I., p. 16

Conseil, en septembre 1927, a résolu de charger le Secrétaire général de transmettre aux Gouvernements des divers Etats la lettre du Gouvernement belge et de leur demander « s'ils sont disposés, soit à conclure une convention distincte de celle de 1886, soit, si la conclusion d'une telle convention leur paraît impossible, à indiquer les mesures qu'ils pourraient prendre pour faciliter l'échange international des publications » (1).

En exécution de la résolution du Conseil, le Secrétaire général, le 24 octobre 1927, a lancé une lettre circulaire aux Etats membres et à certains Etats non membres de la Société des Nations. La réponse de certains Gouvernements est déjà parvenue (2). Nous croyons que lorsque la documentation sur la question sera assez féconde, la Commission se ressaisira du problème.

§ 3. — *Projet de Convention en vue de développer les échanges des publications scientifiques et littéraires.*

Le Comité ne s'arrêta pas à proposer la révision de la Convention générale de 1886, il rédigea, en outre, un projet de Convention relatif à la question des échanges des publications scientifiques et littéraires. En effet, dans la Convention générale de 1886, cette question n'était touchée

(1) Voir Journal Officiel de la S.D.N., octobre 1927, p. 1.113.

(2) Ces réponses furent publiées dans le Journal Officiel de la S.D.N., mars 1928, pages 334, 336, 337.

que dans un seul article (n° 7). Aux termes de cet article, les bureaux d'échanges (1) servent d'intermédiaires officiels entre les corps savants et les sociétés littéraires, scientifiques, etc... des Etats contractants pour la réception et l'envoi de leurs publications. Par suite, ce que vise cet article, ce ne sont que les publications qu'on pourrait nommer « semi-officielles ». Rien n'a été fait jusqu'à présent pour encourager et faciliter l'échange des publications « non officielles » proprement dites, c'est-à-dire de celles qui ne sont éditées, ni par l'Etat lui-même, ni par les sociétés savantes, les universités et les institutions scientifiques. D'ailleurs, même en ce qui concerne l'échange de ces publications semi-officielles, les bureaux d'échange se bornent à la transmission en franchise des ouvrages échangés. Mais ils ne prennent aucunement l'initiative de provoquer l'établissement de relations entre les institutions qui éditent les publications de ce genre.

Pour faire un effort particulièrement intense en vue de développer l'échange des publications scientifiques et littéraires, le Comité proposa de procéder à la rédaction d'une Convention tout à fait nouvelle qui viendrait se ranger à côté des deux premières de 1886.

Il fit un projet de Convention comme suit :

- (1) D'après l'article premier de ladite Convention, chacun des Etablissements contractants a dû établir un bureau d'échange.

ARTICLE 1

« Indépendamment des obligations qui pourraient résulter, pour chacune d'entre elles, des Conventions antérieures relatives aux échanges de publications, les Hautes Parties contractantes s'engagent à échanger, au fur et à mesure de leur publication, au moins en un exemplaire :

« a) Tous les répertoires courants de bibliographie nationale de caractère général ;

« b) Dans la mesure du possible, les documents de tout ordre qui renseignent sur les nouvelles acquisitions de leurs bibliothèques scientifiques.

ARTICLE 2

« Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes les mesures qu'elle jugera opportune :

« a) Pour rendre facilement accessibles à tous les intéressés les listes qui lui auront été communiquées aux termes de l'article premier ;

« b) Pour assurer un accueil favorable à toutes les propositions d'échange qui lui seront adressées par les autres Etats contractants, ayant pour objet des publications scientifiques ou littéraires qui figurent sur ces listes.

ARTICLE 3

« Pour faciliter d'une façon générale l'échange des ouvrages les plus importants ou les plus représentatifs de chaque culture nationale, les Hautes Parties contractantes ou constitueront un fonds ou dresseront un répertoire de

publications, recueillies par voie de dons ou autrement et destinées aux échanges internationaux. Elles publieront une liste périodique de ces ouvrages.

« Cette liste comprendra aussi les ouvrages existant en double auprès des bibliothèques, qui pourront être échangés.

ARTICLE 4

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à encourager par tous les moyens la multiplication des publications scientifiques et littéraires subventionnées ou non par les Etats entre les Académies et Sociétés savantes, les Universités et les Instituts scientifiques tels qu'ils sont prévus par l'article 7 de la Convention de 1886.

ARTICLE 5

« Les Hautes Parties contractantes s'engagent à publier chaque année un rapport sur le fonctionnement de leur service d'échanges. Ces rapports seront transmis à la Commission de Coopération Intellectuelle qui en publiera des extraits en les accompagnant d'un rapport général sur l'activité des échanges internationaux pendant la même période ».

Ce texte, approuvé par le Conseil et l'Assemblée, est actuellement proposé à la signature des gouvernements des divers Etats.

SECTION II

Organisation internationale de la bibliographie

La Conférence internationale de bibliographie et de documentation, tenue à Bruxelles, les 10 et 11 juillet 1908, adopta un avant-projet de Convention qu'elle soumit ensuite au Gouvernement belge. Ce projet instituait une Union Internationale de bibliographie et de documentation. Il tend aussi à organiser la coopération des divers Etats en matière de bibliographie, mais il est malheureusement resté sans qu'aucune suite ne lui fût donné.

Tenant compte que tout travail intellectuel ne pourrait être facilité qu'avec l'assistance technique de la bibliographie, la Société des Nations a fait beaucoup d'efforts à ce sujet. Elle a, d'une part, publié un « Index Bibliographique », d'autre part, elle a signé un accord avec l'Institut International de Bibliographie et enfin, elle a convoqué des Comités d'experts pour coordonner les bibliographies analytiques sur certaines données (1).

§ 1. — *Index bibliographique publié par la Société des Nations.*

A mesure que les recherches scientifiques se multiplient et s'internationalisent davantage, il devient aussi

(1) Il faut noter qu'en outre, l'Institut International de Coopération Intellectuelle publie, chaque année, une liste des ouvrages remarquables parus dans les différents pays.

plus malaisé pour le travailleur intellectuel, non seulement de se tenir au courant des nouvelles publications qui peuvent l'intéresser, mais même de chercher, à cet effet, les sources d'informations. Tenant compte de cet état de choses, la Société des Nations a publié un « Index Bibliographique », c'est-à-dire une bibliographie des diverses bibliographies. En mars 1923, la Sous-commission de bibliographie de la Commission de Coopération Intellectuelle tenant une session à Bruxelles, reçut de M. Godet la proposition de publier cet ouvrage. D'après son programme, l'Index devait comprendre (1) :

I. — Les périodiques bibliographiques ;

II. — Les revues scientifiques et littéraires publiant périodiquement une liste complète des nouvelles publications relatives à une science déterminée ;

III. — Les plus importantes bibliographies commerciales ;

IV. — Les bulletins des nouvelles acquisitions ou suppléments périodiques publiés par des bibliothèques ;

V. — Les institutions publiant périodiquement sous forme de fiches la bibliographie d'une science ou d'un pays ;

VI. — Les institutions, offices et services spéciaux d'information et de documentation bibliographique.

(1) Voir M. Godet. Introduction à « l'Index Bibliographique ».

Cette proposition de M. Godet fut adoptée par la Commission plénière de coopération intellectuelle en sa séance de juillet 1923.

La quatrième Assemblée adopta entre autres résolutions celle aux termes de laquelle elle invitait la Commission à publier cet ouvrage.

Une somme de 5.000 francs or fut affectée à la couverture des frais d'impression.

L'Index Bibliographique fut publié en décembre 1924. Les matériaux en avaient été demandés pour chaque pays à la Bibliothèque Nationale ou à l'Institut qui paraissaient les mieux qualifiés.

Bien que cet ouvrage ne soit pas un travail considérable, il est cependant appelé à rendre des services pratiques aux travailleurs intellectuels. C'est, en effet, le premier essai de bibliographie internationale de portée générale. Présentement, on devrait procéder à une seconde édition de l'Index Bibliographique, mais comme l'Union Académique Internationale a entrepris un travail analogue pour ce qui concerne particulièrement les sciences historiques, il reste à décider si la nouvelle édition doit se borner aux sciences exactes et naturelles ou si l'on doit conserver l'idée d'une publication générale (1).

(1) Voir rapport de la Commission de Coopération Intellectuelle à l'Assemblée de 1928, page 18.

§ 2. — *Utilisation de l'Institut International de Bibliographie par la Société des Nations.*

La Société des Nations ne s'est pas limitée à la publication d'un Index bibliographique (Index bibliographicus). Elle a décidé, en outre, d'utiliser les travaux de l'Institut International de Bibliographie. Il est bon de préciser que cet Institut est une association exclusivement scientifique ayant pour but :

1) de favoriser les progrès de l'inventaire, du classement et de la description des productions de l'esprit humain ;

2) de déterminer les unités bibliographiques en vue de faciliter, d'internationaliser et de perfectionner le caractère scientifique de ce classement ;

3) de donner son concours à toute tentative sérieuse de classement international ;

4) d'examiner les difficultés qui viendraient à se produire dans l'application de ce classement ;

5) de contribuer par des publications ou tous autres moyens à faire adopter par ceux qui publient, collectionnent, consultent ou analysent des livres ou des publications de l'esprit humain, un système de classement uniforme et international (1).

Bien que cet Institut soit subventionné par le Gouver-

(1) Voir « l'Index Bibliographique », p. 3, et « le Répertoire des Organisations internationales », publié par la S.D.N., page 90.

nement belge, il demeure tout de même une association internationale d'initiative privée. Au lendemain de la guerre, par suite de la dépréciation de la monnaie, il fut menacé de disparaître.

Dès sa première session, la Commission de Coopération Intellectuelle proposa d'utiliser cet organisme. En 1924, sa Sous-Commission de Bibliographie proposa dans un projet un accord entre la Société des Nations et cet Institut. En voici les deux articles les plus importants :

« ARTICLE 1

« La Société des Nations accorde son patronage à l'œuvre poursuivie par l'Institut International de Bibliographie dans les domaines énumérés à l'article 2 et lui prêtera, dans la mesure du possible, son aide pour faciliter ses travaux dans ces limites.

ARTICLE 2

« L'Institut International s'engage à consacrer ses efforts et ses ressources en première ligne aux tâches suivantes :

« 1) Développement du répertoire alphabétique par noms d'auteurs, dans le sens d'un catalogue collectif des grandes bibliothèques du monde, indiquant aux chercheurs où se trouve un exemplaire d'un ouvrage déterminé ;

« 2) Développement des sections suivantes du catalogue systématique :

a) Bibliographie et sections connexes (Histoire et technique du livre, librairie, presse périodique, bibliothèques et archives) ;

b) Organisation du travail scientifique et de la coopération intellectuelle.

« 3) Développement de la collection d'ouvrages bibliographiques, catalogues de bibliothèques ;

« 4) Centralisation d'autres documents et renseignements relatifs aux institutions et sociétés bibliographiques, aux bibliothèques et autres organes d'information scientifique, littéraire et artistique ;

« 5) Publication des éditions subséquentes de l'*Index Bibliographicus* ;

« 6) Publication d'un bulletin périodique qui servirait d'organe de la Commission de Coopération Intellectuelle de la Société des Nations pour les questions de bibliographie ;

« 7) Service d'information orale ou par correspondance en relations avec les offices nationaux ou spéciaux de renseignements scientifiques ».

Ce projet d'accord fut adopté d'abord par la Commission de Coopération Intellectuelle, puis par le Conseil et l'Assemblée. La cinquième Assemblée, sur la proposition de sa quatrième Commission, vota une somme de 1.000 francs suisses pour ledit Institut, comme aide pour 1925 à la publication d'un supplément à l'*Index Bibliographicus*.

A sa séance de septembre 1924, le Conseil autorisa le Secrétaire général à signer l'accord avec ledit Institut (1).

§ 3. — *Comités des Experts convoqués par la Société des Nations pour coordonner les bibliographies analytiques.*

Dès sa première session, l'attention de la Commission de Coopération Intellectuelle fut attirée par Mme Curie Skodowska sur l'importance d'une organisation internationale du service des « sciences abstraites ».

La quatrième Assemblée adopta, le 27 septembre 1923, une résolution par laquelle elle autorisait la Commission à entreprendre « les démarches nécessaires en vue de réunir les conférences techniques chargées de coordonner les travaux de bibliographie analytique pour certaines sciences déterminées ».

En vertu de cette résolution, la Commission de Coopération Intellectuelle commença par convoquer en juillet 1924, un Comité d'Experts pour la coordination de la bibliographie analytique en physique et dans ses prolongements immédiats. Ce Comité était composé des membres de la Commission, des représentants des trois journaux publiant des résumés analytiques dans ce domaine : M. Rowell pour « les Sciences abstraites », de Londres ; MM.

(1) On trouve le texte de cet accord, signé par le Secrétaire général de la S.D.N. et par les Secrétaires généraux de l'Institut international de Bibliographie dans le Journal Officiel de la S.D.N. de décembre 1924, pages 1.809-810.

Langevin et H. Abraham pour « le Journal de Physique », de Paris, et M. Scheel pour « les Physikalische Berichte », de Berlin. Ce Comité se mit d'accord pour l'envoi de recommandations aux directeurs des services intéressés. Il rédigea le texte même de ces recommandations et celui d'une lettre qui fut envoyée, signée par les représentants des trois organes mentionnés ci-dessus, à des correspondants choisis d'un commun accord dans les différents pays.

Les représentants de ces trois journaux convinrent aussi, 1°) de s'envoyer réciproquement les bonnes feuilles comprenant des résumés analytiques, et 2°) d'en reproduire certaines parties en les traduisant. Grâce à cet accord, chacun d'eux pourrait donner un résumé dans sa langue propre du travail assuré par ses confrères.

La cinquième Assemblée de la Société des Nations adopta, en septembre 1924, une résolution dont nous donnons ci-dessous le texte :

« L'Assemblée, constatant avec satisfaction les résultats importants atteints par la Commission de Coopération Intellectuelle en ce qui concerne la coordination des travaux bibliographiques dans le domaine de la physique, invite la Commission à poursuivre des démarches analogues dans le domaine des autres sciences, en premier lieu des sciences sociales ».

En vertu de cette résolution, la Commission nomma un autre Comité d'experts pour la coordination de la bibliographie des sciences économiques. Ce Comité tint sa

première réunion en décembre 1925 et sa deuxième en janvier 1927 (1). On y décida que les institutions désignées ci-après seraient chargées respectivement des publications (ouvrages et périodiques) dans les diverses langues :

a) Langues germaniques : « *Weltwirtschaftliches Archiv* » : allemand, danois, hollandais, norvégien, suédois.

b) Langues gréco-latines : « *Revue d'économie politique* » : français, roumain ; « *Giornale degli economisti* » : italien, grec ; « *Espana economica y financiera* » : langues ibéro-américaines.

c) Langue anglaise : « *London School of economics* » : publications anglaises paraissant dans l'Empire britannique.

Le Comité d'experts pria, en outre, la Commission nationale américaine de Coopération Intellectuelle de demander à l'« *American Economic Association* » et au « *Social Science Research Council* » d'assumer la même charge pour les publications de langue anglaise paraissant aux Etats-Unis.

Dans son rapport, soumis au nom de la Commission de Coopération Intellectuelle à l'Assemblée de 1928, M. G. de Reynold signale qu'un accord complet est intervenu à cet effet mais il reste à trouver les moyens matériels pour l'exécution.

(1) Les rapports présentés par le professeur Dr. von Gottl-Ottlilienfeld à la Commission de Coopération Intellectuelle sur les travaux de ces deux réunions furent annexés aux procès-verbaux de la 8^e et 9^e sessions de celle-ci.

Pour réaliser la coordination de la bibliographie analytique des sciences biologiques, de la philosophie et de la linguistique, des enquêtes préliminaires sont en cours et des réunions d'experts sont envisagées.

SECTION III

Autres travaux

Outre les travaux destinés à favoriser les échanges de publications et à organiser la bibliographie, la Société des Nations a fait beaucoup d'autres efforts pour faciliter le travail intellectuel et développer la culture mondiale. Dans notre étude, nous n'avons pas l'intention de les énumérer tous. Nous nous bornerons à en étudier les principaux.

§ 1. — *Questions relatives à la coordination des bibliothèques et à la conservation des imprimés et manuscrits.*

L'Assemblée de 1928 adopta une résolution dans laquelle elle signala particulièrement à l'attention des gouvernements, en les priant d'y donner suite dans toute la mesure du possible, les résolutions de la Commission de Coopération Intellectuelle relatives à :

1. — La création auprès de la bibliothèque nationale

ou centrale de chaque Etat d'un service de renseignements ;

2. — La conservation des imprimés et des manuscrits ;

3. — La suppression des droits de douane sur les imprimés adressés aux bibliothèques et institutions reconnues ;

4. — L'organisation des mesures nécessaires à la conservation et à l'étude des langues primitives en voie d'extinction.

Pour bien comprendre le contenu de cette résolution, nous consacrerons quelques mots en vue de commenter les deux premiers points qu'elle contient.

En ce qui concerne le premier point, il s'agit de la coordination internationale des bibliothèques. En effet, pour faciliter la recherche des intellectuels, la Commission de Coopération Intellectuelle a adressé aux gouvernements, par l'intermédiaire du Secrétaire Général de la Société des Nations, des recommandations relatives à la question du prêt d'imprimés et de manuscrits entre bibliothèques de différents pays et à celle du prêt international des documents d'archives qui intéressent au plus haut point les historiens et ceux qui font des recherches. (1) Elle a fait aussi

(1) On trouve les recommandations à cet effet dans le procès-verbal de la 6^e session de Commission de Coopération intellectuelle, pages 45-47, et la lettre circulaire du Secrétaire général de la Société des Nations ainsi que les réponses d'un certain nombre de gouvernements dans le Journal Officiel de la Société des Nations.

appel à la collaboration des Commissions nationales de coopération intellectuelle dans les différents Etats, en vue d'étudier les moyens de constituer et de publier dans chaque pays, un catalogue collectif national des périodiques déposés dans les bibliothèques publiques. Et enfin, en collaboration avec l'Institut des Recherches Historiques de Rome, elle a réuni une documentation contrôlée sur les conditions dans lesquelles sont accessibles aux travailleurs les diverses archives du monde.

On a estimé que pour faciliter, d'une façon plus large, le prêt et les échanges entre les bibliothèques des différents pays, et pour renseigner, d'une façon plus commode les savants ou ceux qui font des recherches sur les bibliothèques les mieux pourvues des ressources qui conviennent pour leurs travaux, il fallait procéder, au préalable, à la coordination des bibliothèques.

Un Comité d'experts nommé à cet effet se réunit les 4 et 5 avril 1927 à l'Institut de Coopération Intellectuelle.

Ce Comité recommanda de constituer, auprès de la Section des relations scientifiques de l'Institut, un service spécial des bibliothèques qui aurait pour buts essentiels : (1)

- a) De mettre en rapport les services nationaux de renseignements déjà existants ;
- b) De favoriser dans chaque pays, soit la création, soit

(1) Voir les résolutions adoptées par ce Comité et publiées en annexe au procès-verbal de la 9^e session de la Commission de Coopération Intellectuelle, p. 112.

le développement d'un service central destiné à orienter les savants et ceux qui font des recherches, sur le fond de la spécialité qui les intéresse et, si possible, capable de les renseigner sur les bibliothèques où se trouvent les ouvrages et les documents, dont ils ont besoin pour leurs travaux.

Cette proposition après avoir été adoptée par la Commission de Coopération Intellectuelle, le fut ensuite par l'Assemblée de 1927.

En ce qui concerne le deuxième point de la résolution qui nous occupe, il s'agit de la question relative à l'encre et au papier employés pour les impressions.

Au mois de juillet 1925, M. Destrée, au nom de la Commission nationale belge de coopération intellectuelle attira l'attention de la Commission de Coopération Intellectuelle sur les mauvaises qualités d'encre et papier de presque toutes les impressions effectuées après la guerre. M. Destrée craignit que, d'ici cinquante ans, une grande partie de ces impressions ne risquent de disparaître et en conséquence il estimait que cette question devrait être soumise à des experts. A son sens, des recommandations à ce sujet devraient être faites aux éditeurs et aux gouvernements que la question intéresse, tout particulièrement pour les documents officiels. La proposition de M. Destrée fut adoptée par la Commission.

A la suite d'une longue étude entreprise par l'Institut international de Coopération Intellectuelle, un comité d'experts fut convoqué à ce sujet. Il formula un certain nombre

de recommandations pour la conservation des imprimés et des manuscrits. (1)

Considérant qu'il est du devoir des gouvernements d'assurer pour l'avenir la connaissance de la vie de leurs nations en veillant à ce que les imprimés ou écrits de toutes sortes ne disparaissent pas en un temps très court, la Commission de Coopération Intellectuelle, en juillet 1928, proposa à l'Assemblée de transmettre les recommandations de ce Comité aux gouvernements des divers Etats.

L'Assemblée de 1928 approuva ces desiderata et attira spécialement l'attention des gouvernements sur cette question.

§ 2. — *Coordination de la statistique intellectuelle.*

Se rendant compte de l'utilité pratique que présente la coordination de la statistique intellectuelle comme inventaire de référence pouvant faciliter les rapports internationaux et comme tableau des ressources intellectuelles de chaque pays, la Commission de Coopération Intellectuelle étudia la question à ce point de vue.

Une commission mixte composée de trois membres nommés par l'Institut International de Coopération Intellectuelle et de trois autres membres nommés par l'Institut International de Statistique fut créé dans ce but. Le Bureau

(1) Les résolutions et vœux adoptés par ce Comité d'Experts furent publiés dans la note du rapport soumis par la Commission de Coopération Intellectuelle à l'Assemblée de 1928, page 16.

International du Travail envoya également un représentant pour participer aux travaux de cette Commission. A la suite d'une réunion préparatoire, tenue le 3 novembre 1926, la Commission mixte tint deux sessions en 1927, les 28 février et 10 juin. En 1927, le projet élaboré par la Commission mixte fut présenté au Congrès de l'Institut International de Statistique qui se tenait au Caire et il reçut son approbation. (1)

Puis, le Conseil de la Société des Nations, le 2 septembre 1928, adopta une résolution par laquelle « il invite les gouvernements des Etats membres de la Société des Nations à mettre à la disposition des bureaux compétents dans leurs administrations respectives, les moyens nécessaires pour réaliser, dans la mesure du possible, les recommandations émises au sujet de la statistique intellectuelle par l'Institut International de Statistique, lors de sa session plénière ».(2)

§ 3. — *Mesures prises pour développer les lettres et les arts.*

Depuis 1926 la Société des Nations s'est occupée des questions relatives aux lettres et aux arts.

L'Assemblée de 1926 approuva le projet soumis par la Commission de Coopération Intellectuelle relatif à la création auprès de l'Institut International de Coopération Intellectuelle d'un Office international des Musées dont la tâche

(1) Voir le rapport du Directeur du B.I.T. à la Conférence internationale du Travail de 1928, première partie, page 36.

(2) Ces recommandations se trouvent à la page 30 du rapport soumis par la C.I.C.I. à l'Assemblée de 1928, p. 16.

serait de resserrer les liens entre les musées dans les différents pays, de favoriser la conclusion d'accords entre ces institutions et de faciliter les échanges, les expositions, etc...

Grâce à la création de cet Office, on put organiser une exposition internationale de chalcographie. Une enquête pour établir un répertoire général des musées et ateliers de moulage et une autre enquête sur l'unification dans la rédaction, le format, l'illustration des catalogues des musées furent également entreprises par cet Office, dans divers pays. En outre nous mentionnerons que la Commission de Coopération Intellectuelle a convoqué une réunion d'experts qui se consacra au rôle éducatif des musées.

La même Assemblée approuva aussi le projet relatif à la convocation d'un Congrès international des arts populaires. Celui-ci se tint au mois d'Octobre 1928.

Pour ce qui est de la question des arts musicaux vue d'un point de vue international, la Sous-Commission des Lettres et des Arts invita, en juillet 1926, l'Institut International de Coopération Intellectuelle à examiner les quatre questions suivantes : 1° celle de l'échange des programmes des concerts ; 2° celle de la chanson populaire ; 3° celle de l'unification des diapasons, et 4° celle des auditions pour enfants. Cette Sous-Commission reçut déjà un rapport sur la troisième question et décida de recommander le respect du diapason adopté en 1858 et de proposer une réunion de spécialistes.

Dans le domaine des lettres, la Commission de Coopération Intellectuelle s'est particulièrement occupée des travaux de traduction. Elle s'est déclarée favorable à l'établissement par les Commissions nationales de Coopération Intellectuelle d'une liste annuelle des ouvrages littéraires écrits dans des langues de diffusion limitée et à la constitution d'un organisme international autonome de traductions qui serait chargé de contribuer au développement et à l'élargissement des travaux de traduction.

La Société des Nations s'est occupée aussi de la question relative au cinématographe. D'une part, il existe auprès de l'Institut de Coopération Intellectuelle, un service de cinéma éducatif et, d'autre part, à Rome, fut créé un Institut International de Cinématographe éducatif. Le Bureau International du Travail et la Commission pour la protection de l'enfance et de la jeunesse participent aussi aux travaux de cette branche artistique.

CHAPITRE II

MESURES PRISES POUR FORMER UNE CONSCIENCE DE PAIX ENTRE LES JEUNES GÉNÉRATIONS

Dans ce chapitre, nous étudierons deux branches de l'activité intellectuelle de la Société des Nations. La première concerne les efforts destinés à développer la compréhension mutuelle entre les intellectuels et la deuxième concerne l'enseignement à la jeunesse des buts et de l'œuvre de la Société des Nations.

SECTION I.

Efforts destinés à développer la compréhension mutuelle entre les intellectuels de différents pays

Mme de Stael a dit : « Tout comprendre, c'est tout pardonner. » Nos querelles, nos discussions, sont, pour une grande partie, en effet, le résultat d'une ignorance réciproque. Donc, pour maintenir une paix mondiale, il faut commencer tout d'abord par développer la compréhension mu-

tuelle entre les peuples, particulièrement entre les intellectuels à qui appartient la force morale de direction des peuples. Dans cet ordre d'idées, la Société des Nations a fait des efforts pour proposer une entr'aide internationale dans le domaine intellectuel, pour intensifier les relations interuniversitaires des divers Etats et pour faciliter le voyage des jeunes gens d'un pays à l'autre.

§ I. — *Entr'aide internationale dans le domaine intellectuel.*

La Société des Nations a fait toute une série d'efforts pour susciter une entr'aide internationale dans le domaine intellectuel. Il serait trop long de les mentionner tous, nous en présenterons toutefois quelques uns dans notre exposé.

La troisième Assemblée a adopté une résolution aux termes de laquelle le Conseil était invité à donner naissance à une coopération intellectuelle basée sur la solidarité internationale, pour procurer des livres et des documents scientifiques aux universités et aux écoles des pays qui, en raison des guerres, s'en trouvaient dépourvus et dont les ressources actuelles étaient insuffisantes pour en acquérir. (1)

Le 4 novembre 1922, M. Bergson, président de la Commission de Coopération Intellectuelle, a lancé conformément à la résolution de l'Assemblée précitée et à l'invitation du Conseil, un appel invitant les universités, académies, et sociétés savantes du monde entier à envoyer leurs travaux

(1) Voir les actes de la 3^e Assemblée, compte rendu des séances plénières, page 330.

aux universités, académies et sociétés savantes d'Autriche. Un certain nombre d'institutions répondirent à cet appel. Des livres furent envoyés d'Amérique, d'Angleterre, de l'Inde etc... et les dons des Universités japonaises permirent d'accorder deux bourses à des étudiants autrichiens.

En 1924, conformément au désir de l'Assemblée, la Commission de Coopération Intellectuelle adressa le même appel en faveur des travailleurs intellectuels de la Hongrie.

Outre l'Autriche et la Hongrie, les pays suivants avaient, dès le début de 1923, pris des dispositions pour profiter de l'organisation d'entr'aide intellectuelle, ainsi créée par la Commission : Albanie, Bulgarie, Esthonie, Lithuanie, Pologne, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovénes, et Tchécoslovaquie.

§ 2. — *Relations interuniversitaires.*

L'Assemblée de 1923 autorisa la Commission de Coopération Intellectuelle à créer un Office international de renseignements universitaires.

Cet office aurait pour tâche principale :

1°) De communiquer aux autorités compétentes et spécialement aux offices nationaux de renseignements universitaires à titre d'information, les vœux adoptés par la Commission de Coopération Intellectuelle ;

2°) de publier les informations qui lui seraient transmises, notamment par les offices nationaux de renseignements universitaires là où ils existent, sur les équivalen-

ces au point de vue des études et des diplômes admises par les divers pays, sur les programmes des différentes universités, notamment sur les cours universitaires relatifs à la politique des nations contemporaines, sur l'enseignement des langues, littératures et civilisations modernes, sur les cours internationaux de vacances ;

3°) de rechercher les moyens de développer les échanges d'étudiants, et enfin :

4°) de se mettre en rapport avec toutes les organisations qui, dans les divers pays, tendent à multiplier les échanges de professeurs.

Cet Office, d'abord rattaché au Secrétariat de la Société des Nations à Genève, fut transféré à Paris après la fondation de l'Institut international de coopération intellectuelle. Il est devenu la Section des relations interuniversitaires de l'Institut.

Cette section, sous le contrôle de la Sous-Commission des relations interuniversitaires, joue avant tout un rôle d'information et de liaison.

Rôle d'information d'abord : nous voyons, en effet, qu'elle a publié jusqu'à la fin de 1928 un Bulletin qui contient sur la vie interuniversitaire internationale des études et des renseignements. En outre, elle a publié une liste des cours supérieurs de vacances et un répertoire sur les échanges universitaires en Europe.

Quant au rôle de liaison, nous nous bornerons à signaler que, depuis 1926, deux Comités très importants se sont

réunis annuellement sous les auspices de ladite section. Ce sont le Comité des Directeurs d'Offices universitaires et celui des représentants des Organisations internationales d'étudiants.

Enfin, il convient de souligner les efforts accomplis par la Commission de Coopération Intellectuelle pour coordonner les hautes études internationales.

En 1925, M. Barany suggéra à la Commission de Coopération Intellectuelle de créer une Université internationale ou une Ecole des Hautes Etudes politiques pour la préparation d'hommes d'Etats, de diplomates, de professeurs de sciences politiques, de journalistes, etc... Mais la Commission estima que la proposition de M. Barany avait un certain caractère utopique, elle décida de suivre une autre méthode : coordination des organismes internationaux et nationaux, déjà existants, poursuivant des études internationales.

Nous savons que, sous l'inspiration de M. le Recteur Charléty, une coordination des études internationales fut déjà tentée, en 1926, à Paris. La Commission émit le vœu que pareille coordination soit réalisée dans toutes les capitales et centres universitaires importants, et que des programmes soient publiés de façon à permettre à un étudiant en droit d'aller compléter et terminer ses études internationales dans un autre pays que le sien.

Une réunion des représentants des instituts scientifi-

ques d'études internationales et politiques convoquée pour cet objet, s'est tenue à Berlin, en mars 1928.

§ 3. — *Facilités des voyages des jeunes gens
d'un pays à l'autre.*

La quatrième Assemblée, le 21 septembre 1923, fut saisie par la délégation du Chili d'un projet de résolution aux termes duquel elle lui proposait, en vue de susciter des relations plus étroites entre les jeunes générations de toutes les nations et de les amener à se mieux comprendre, à inviter les gouvernements des Etats membres de la Société des Nations à accorder aux groupements de *Boys-Scouts* et de *Girl-Guides*, toutes les facilités de transport.

Ce projet fut renvoyé à la cinquième Commission qui aborda la discussion sur ce sujet le 26 septembre 1923. Le marquis Mac Swiney, délégué de l'Etat libre d'Irlande, suggéra que des facilités fussent accordées non seulement aux *Boys Scouts* et *Girls Guides*, mais aussi à tous autres étudiants, notamment à ceux des universités et aux élèves des écoles secondaires et techniques, en voyage d'études.

La suggestion du marquis Mac Swiney trouva un appui dans les paroles de M. Bardoux, délégué de la France et dans celui de Mlle Forchhammer, déléguée du Danemark.

Des vues furent échangées et on rédigea un nouveau projet de résolution comme suit :

« L'Assemblée, considérant l'importance d'encourager le contact entre les jeunesses internationales, invite les Gouvernements des Etats membres de la Société des Nations à accorder toutes facilités possibles de voyage par terre et par mer :

« a) aux groupements d'étudiants de l'enseignement supérieur et de l'enseignement secondaire ;

« b) aux groupements de Boys-Scouts et Girl-Guides appartenant à une association nationale affiliée à tout Etat membre de la Société,

« lorsque ces groupes se rendent sur le territoire d'un autre Etat membre de la Société ou traversent ledit territoire ».

Ce projet de résolution fut adopté par l'Assemblée, le 28 septembre 1923.

Le Secrétaire général de la Société des Nations transmit cette résolution de l'Assemblée à la deuxième Conférence générale des Communications et du Transit : celle-ci le pria de la communiquer aux nations ayant participé à la Conférence.

En exécution de la résolution de l'Assemblée et pour se conformer également à la décision de la Conférence, le Secrétaire général communiqua la résolution de l'Assemblée aux différents gouvernements par lettre circulaire.

Des réponses favorables furent reçues de plusieurs gouvernements, notamment de la Belgique, de la France,

de la Grèce, de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Chine (1).

L'Assemblée de 1924 poursuivant l'œuvre de l'Assemblée précédente, adopta la résolution suivante :

« L'Assemblée constatant avec plaisir qu'un nombre considérable d'Etats ont répondu favorablement au vœu formulé l'année dernière en vue de faciliter les voyages d'étudiants, invite tous les Etats :

« a) à donner une suite favorable aux demandes soumises par les associations d'étudiants et destinées à faciliter les échanges d'étudiants ;

« b) à accorder des facilités de voyage analogues aux professeurs et aux savants dûment qualifiés, se rendant dans les pays étrangers dans un but scientifique ;

« c) à créer des bourses dans les buts mentionnés sous les paragraphes *a* et *b* ».

En exécution de cette résolution nouvelle de l'Assemblée, le Secrétaire général lança, le 7 novembre 1924, une fois de plus, une lettre-circulaire à ce sujet, aux Etats membres de la Société des Nations. Un certain nombre de réponses favorables furent reçues de différents pays (2).

Depuis, la Sous-Commission des relations interuniver-

(1) Voir le Journal Officiel de la S.D.N. Juin 1924, p. 887 memorandum du secrétaire général.

(2) Voir le Journal Officiel de la S.D.N. de 1925 : mai, p. 757, 758 ; juin, p. 834 ; août, p. 1194-1195 et septembre, p. 1280.

sitaires et le Sous-Comité d'experts pour l'enseignement aux enfants et à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société des Nations et la Section de relations interuniversitaires de l'Institut international de coopération intellectuelle se sont sans cesse occupés de cette question.

SECTION II

Enseignement aux enfants et à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société des Nations

§ 1. — *Nomination d'un sous-comité d'experts à ce sujet.*

L'idée d'intéresser les jeunes générations aux buts et à l'idéal de la Société des Nations a été présentée pour la première fois à l'Assemblée, lors de sa quatrième session ordinaire, en 1923, et a fait l'objet de la résolution suivante :

« L'Assemblée prie instamment les gouvernements des États-membres de prendre des mesures en vue de faire connaître aux enfants et à la jeunesse de leurs pays respectifs, là où cet enseignement n'est point donné, l'existence et les buts de la Société des Nations et les termes de son Pacte ».

Poursuivant l'œuvre de l'Assemblée précédente, l'Assemblée de 1924 chargea le Secrétaire général de rechercher les moyens les plus propres à développer et à coor-

donner les efforts destinés à favoriser les relations entre les jeunes gens de différentes nationalités ainsi qu'à donner à la jeunesse de tous les pays un enseignement sur les idéals de paix mondiale et de solidarité. Elle l'invita à préparer un rapport sur ce sujet, à l'Assemblée de 1925.

En exécution de l'instruction de l'Assemblée, le Secrétaire général entreprit une enquête à ce sujet auprès des gouvernements et des organisations privées. Cette enquête montra que, quelle que soit la diversité des systèmes scolaires dans les différents pays, l'enseignement positif concernant la Société des Nations était souvent prévu et quelquefois organisé par les autorités compétentes. Elle montra d'ailleurs que de nombreuses organisations privées étaient disposées à favoriser par l'instruction la diffusion des principes qui sont à la base de la Société des Nations.

Il s'agissait donc de coordonner les efforts à la fois officiels et privés et de rechercher les meilleures méthodes de réalisation.

Conformément au vœu de l'Assemblée de 1925, un Sous-Comité d'experts pour l'enseignement aux enfants et à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société des Nations fut constitué au sein de la Commission de Coopération Intellectuelle.

Il a tenu deux sessions, l'une en juillet 1926, l'autre en juillet 1927. Il examina les méthodes les plus appropriées en vue de coordonner tous les efforts officiels et

non officiels pour faire connaître à la jeunesse du monde entier les principes et le travail de la Société des Nations, et à habituer les jeunes générations à considérer la coopération internationale comme la méthode normale de conduire les affaires du monde.

Il adopta une série de résolutions que nous étudierons dans le prochain paragraphe.

§ 2. — *Recommandations formulées par le Sous-Comité d'experts.*

Les recommandations formulées par le Sous-Comité d'experts sont groupées en trois sections et vingt-quatre paragraphes (1). Nous ne pouvons pas les reproduire toutes. Nous nous bornerons à en résumer quelques points, les plus importants à notre avis.

I. — La première section est consacrée aux méthodes destinées à faire connaître la Société des Nations aux enfants et aux jeunes gens :

a) Tous les enfants et les jeunes gens devraient recevoir, avant d'achever leurs études obligatoires, un enseignement concernant l'œuvre et les buts de la Société des Nations et, d'une façon générale, le développement de la coopération internationale. Cet enseignement devrait commencer dès l'école primaire et se poursuivre jusqu'à un

(1) Voir le rapport présenté par M. Jules Destrée à la Commission de Coopération Intellectuelle, sur les travaux du Sous-Comité.

stade aussi avancé que possible, de l'instruction générale de l'élève. Il devrait être également prévu pour les jeunes gens quittant les écoles ordinaires pour les écoles spéciales de tout genre.

b) Comme il faut attendre cet enseignement, avant tout, de l'instituteur et du professeur, il devrait faire l'objet dans les écoles normales d'une attention spéciale et des questions, à ce sujet, devraient être prévues aux examens. On devrait organiser des cours spéciaux à l'usage des membres du personnel enseignant qui n'auraient pas reçu à l'école normale la préparation nécessaire, ainsi qu'à l'usage de ceux qui désirent poursuivre l'étude de cette question.

c) Dans les universités et les institutions similaires, il y aurait lieu de traiter la question de la Société des Nations et des rapports internationaux en général en se plaçant sur un plan plus élevé : dans certains cas, la création de chaires spéciales pourrait être envisagée.

Il est, en tout cas, désirable : 1°) qu'un ou plusieurs cours spéciaux de six leçons au moins, ouverts à tous les étudiants, soient organisés dans ces institutions ; 2°) que les autorités universitaires conseillent le choix comme sujets de thèse, de problèmes relatifs à la Société des Nations ; 3°) que l'étude du droit international public soit rendue obligatoire pour tous les étudiants en droit.

d) Il conviendrait de préparer, à l'usage du personnel enseignant, un ouvrage spécial documentaire, exposant

l'œuvre de la Société des Nations et de l'Organisation internationale du Travail. Le Secrétaire général de la Société des Nations devrait être prié d'assumer avec la collaboration d'experts de choix, la préparation de la partie de l'ouvrage traitant de l'organisation et des buts de la Société des Nations (1). Il serait également prié d'examiner la possibilité de faire établir des résumés périodiques spécialement rédigés pour le corps enseignant et de les transmettre régulièrement aux principales revues pédagogiques et aux autorités chargées de l'institution publique (2).

II. — La deuxième section est consacrée aux diverses méthodes en usage pour développer l'esprit de coopération internationale chez les enfants, les jeunes gens et leurs maîtres.

III. — La troisième section est consacrée enfin à l'organisation administrative en cette matière.

a) Il conviendrait qu'une conférence nationale fut convoquée par le gouvernement de chaque pays après consul-

(1) En exécution de cette recommandation, le Secrétaire général a désigné deux experts en matière d'enseignement chargés de préparer un projet de manuel répondant aux vues du sous-comité. Ces experts ont déjà soumis leur projet, qu'étudient en ce moment les services intéressés en vue d'une publication ultérieure.

(2) Conformément à cette recommandation, la Commission de Coopération intellectuelle décida de publier un recueil pédagogique de la S.D.N. Cette décision a été approuvée par l'Assemblée de 1928.

tation, dans la mesure du possible, des Commissions nationales de coopération intellectuelle, afin d'adapter ces recommandations générales aux besoins particuliers de la nation intéressée, et d'assurer une coopération harmonieuse entre les administrations, les professeurs, les instituteurs et les associations bénévoles (1). Les rapports des conférences nationales devraient être envoyés au Secrétaire général de la Société des Nations, en vue d'être communiqués, à titre de renseignements, aux Etats membres de la Société des Nations.

b) Il conviendrait d'instituer un centre officiel qui fournirait des renseignements sur l'état d'avancement de l'œuvre visée par des recommandations générales. On appellerait ce bureau de renseignements « Centre d'informations scolaires de la Société des Nations ». Ce bureau pourrait avoir deux branches dont l'une serait établie à Genève, au Secrétariat de la Commission internationale de Coopération intellectuelle, et l'autre à Paris, à l'Institut international de Coopération intellectuelle. La première se chargerait plus spécialement des mesures prises par les Etats et les organisations officielles, tandis que la seconde se tiendrait en rapports avec les associations privées dans leurs diverses activités.

(1) Le Gouvernement britannique a convoqué à ce sujet, le 8 juin 1927, une Conférence des autorités locales chargées de l'enseignement.

c) Il conviendrait de poursuivre l'étude de la création d'un groupe de conférenciers internationaux.

d) Le sous-comité d'experts devrait poursuivre son activité afin de pouvoir suivre les progrès réalisés et d'étudier les possibilités d'initiative nouvelles.

Les recommandations formulées par le sous-comité d'experts furent approuvées par la Commission internationale de Coopération intellectuelle le 26 juillet 1927, par le Conseil le 2 septembre, et par l'Assemblée le 22 septembre 1927.

L'Assemblée et le Conseil approuvèrent la création du Centre d'informations scolaires de la Société des Nations et décidèrent que le Sous-Comité d'experts continuerait ses travaux. Mais jusqu'ici, on passe sous silence l'envoi des conférenciers dans les différents pays, pour renseigner le grand public sur les buts de la Société des Nations et pour habituer les esprits à considérer la coopération internationale comme la méthode normale de traiter les affaires de l'humanité. En effet, il s'agit d'une entreprise fort coûteuse et on ne peut pas y songer actuellement, étant donné les difficultés budgétaires de la Société des Nations.

Aux termes de la résolution de l'Assemblée de 1927, celle-ci chargea le Secrétaire général de transmettre les recommandations approuvées par elle aux gouvernements des Etats membres de la Société des Nations, en les priant de prendre les mesures nécessaires pour leur donner suite

dans toute la mesure qui paraîtra possible à chacun d'eux. En exécution de cette résolution, le Secrétaire général lança, le 28 octobre 1927, une lettre circulaire aux divers gouvernements. Des réponses à cette lettre furent déjà reçues. Ces réponses permettent de se rendre compte des mesures qui furent prises et des progrès appréciables qui furent effectués (1).

(1) Les réponses d'un certain nombre de gouvernements furent publiées dans le Journal Officiel de la Société des Nations de mars et de mai 1928.

CONCLUSION

Après l'exposé que nous avons fait, nous en arrivons maintenant à faire les conclusions suivantes. Bien que la Conférence de Paris n'ait pas adopté la proposition des principaux groupements de l'Union des Associations internationales pour la création dans la Société des Nations d'un organisme technique pour le travail intellectuel, analogue à celui du travail manuel, l'établissement de Genève, depuis sa naissance, n'a pas manqué de prendre les mesures pouvant donner satisfaction aux espoirs que les milieux intellectuels avaient fondés sur lui. Certes, dans le Pacte de la Société des Nations, on n'a pas consacré expressément un article à l'action intellectuelle comme il en existe pour les actions politique, économique et sociale. Mais, convaincue que la coopération internationale dans le domaine intellectuel est, non seulement une branche de la coopération internationale d'ordre général prévue dans le préambule du Pacte, mais même une base essentielle de toutes les coopérations entre les peuples, la Société des Nations se reconnaît le devoir d'intervenir dans les questions de cet ordre.

Grâce à l'aide qu'apporte l'institution de Genève, la vie intellectuelle internationale qui, d'ailleurs, avait pris corps bien avant la guerre, entre désormais dans une ère nouvelle.

Avant la guerre, s'il existait, à la vérité, de nombreuses institutions internationales s'occupant des problèmes relatifs à la collaboration entre les peuples dans le domaine intellectuel, la plupart d'entre elles, bien que dites internationales ne l'étaient pas, en fait, complètement. Beaucoup n'embrassaient qu'un petit nombre d'Etats et n'avaient qu'un caractère privé ou officieux. Par conséquent, aucune d'entre elles n'était en mesure de conduire les Etats à une entente générale susceptible d'aboutir à la conclusion d'accords internationaux. Or, dans ce domaine, comme dans tous les autres concernant les questions internationales, on ne peut vraiment faire œuvre utile que par une entente générale se traduisant par la conclusion d'accords réciproques.

D'ailleurs, les institutions d'avant guerre s'occupant de questions d'ordre intellectuel étaient toutes spécialisées dans une certaine tâche et les efforts que faisait chacune d'elles dans leur sphère d'action restaient dispersés et manquaient souvent de coordination. C'est ce qui explique l'insuffisance des résultats obtenus jusqu'ici dans ce domaine.

En outre, étant donné leur caractère spécialisé, aucune de ces institutions n'était capable de prendre en main,

avec une vue plus large, la direction générale du progrès de l'Intelligence et d'assurer la réalisation d'un plan d'ensemble d'une collaboration internationale.

De toutes ces constatations, on doit conclure à la nécessité d'un organisme commun et possédant une influence suffisante pour faire œuvre vraiment utile dans cette tâche qui intéresse au plus degré la vie des peuples. Il fallait attendre l'avènement de la Société des Nations, qui par son autorité morale et par son prestige, est la seule institution qualifiée pour assurer à cette coopération, les meilleurs résultats qu'on pouvait espérer. Dans notre étude sur l'œuvre accomplie par la Société des Nations, nous avons pu constater comment cette dernière, par son organisation et son fonctionnement, se trouve dans la meilleure situation pour provoquer d'une part des accords internationaux, et coordonner, d'autre part, les efforts privés.

Certes, il résulte de notre étude que les résultats positifs enregistrés jusqu'ici ne sont pas encore bien nombreux, mais, étant donné toutes les qualités de ce vaste organisme, on peut fonder sur lui de légitimes espoirs : le progrès dans ce domaine ne sera qu'une question de temps.

D'ailleurs, depuis la création de la Commission de Coopération Intellectuelle auprès de la Société des Nations, plusieurs suggestions heureuses relatives à cette question se sont déjà manifestées. Parmi les questions à l'ordre du

jour, celle concernant la protection des droits des intellectuels, en particulier la question de la protection scientifique, doit être, à notre avis, placée au premier rang des préoccupations internationales. Car, tant que les intellectuels ne seront pas suffisamment protégés, il sera à craindre que la jeune génération ne se désintéresse des recherches scientifiques pour se consacrer à des professions purement lucratives au grand détriment du progrès de l'Intelligence.

Il ne faut pas perdre de vue qu'en ce qui concerne cette question de coopération intellectuelle, il ne suffit point de mesurer l'activité de la Société des Nations aux résultats pratiques et tangibles qu'elle a obtenus : il faut pour l'évaluer tenir compte aussi des impondérables. En effet, en consacrant une part de ses efforts dans cette branche d'activité, la Société des Nations, à notre avis, travaille encore à la consolidation de la paix entre les peuples. Et pour terminer nous faisons nôtre cette citation de M. Appel que nous prenons comme conclusion :

« C'est par la mise en commun toujours plus intime et plus active des idées, des sentiments, des découvertes scientifiques, des progrès moraux, des manifestations littéraires ou artistiques, c'est par la diffusion de plus en plus large des langues, c'est par la multiplication des visites, des voyages, des congrès, des rapports internationaux sous toutes les formes, que l'œuvre de la Société des Nations trouvera les garanties les plus sûres de sa durée

et de sa force. L'unité morale des cœurs et des consciences doit précéder et préparer la réconciliation des intérêts, le règlement juridique des conflits, et l'organisation politique de la Paix » (1).

Vu : le Président de thèse,

A. DE LAPRADELLE.

Vu : le Doyen,

H. BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer,

Pour le Recteur, *l'Inspecteur de l'Académie,*

BENAERTS.

(1) Lettre adressée par M. Appel au nom de l'Association française pour la Société des Nations, au Secrétaire général de cette Société, et publiée dans le Journal Officiel de la S.D.N., octobre 1920, page 445.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- FAUCHILLE (Paul). — Traité de droit international public
Paris, Rousseau, 1926.
- BOURGEOIS (Léon). — L'œuvre de la Société des Nations
(1920-1923) Paris, Payot, 1923.
- HOJER (Olof). — Le Pacte de la Société des Nations. Com-
mentaire théorique et pratique. Paris, Spes, 1926.
- RASK — Orstedfonden — Les origines et l'œuvre de la So-
ciété des Nations (Publié par Rask-Orstedfonden
sous la direction de P. Munch) 2 vol. Copenhague.
1923 et 1924.
- SCHUCKING und WEHBERG. — Die Satzung des Volkerbun-
des (Zweite Auflage) Franz Vahlen, Berlin 1924.
- HUDSON (Manley O.). — Current international coopération.
Calcutta 1927.
- RAYNAUD (Barthélémy). — La vie économique internatio-
nale. Paris, Sirey, 1926.
- VIGNERON (Marcel). — Essai sur la protection de la Pro-
priété scientifique. Paris, Sirey, 1926.

- LUCHAIRE (Julien). — Principes de la coopération intellectuelle internationale (cours professé à l'Académie de Droit international à la Haye, Paris, 1926).
- RUFFINI (Francesco). — De la protection internationale des droits sur les œuvres littéraires et artistiques. (cours professé à l'Académie de Droit international à la Haye) Paris, 1927.
- LEPAULLE (Renée-Pierre). — Les droits de l'auteur sur son œuvre. Paris, Dalloz, 1926.
- DALIMIER et L. GALLIÉ. — La propriété scientifique. Paris, Rousseau, 1923.

II. — ARTICLES PARUS DANS LES REVUES

- WEISS (André). — La coopération intellectuelle et le Droit international (Europe nouvelle, 16 janvier 1926).
- DALADIER (E.). — Une technique intellectuelle internationale (Europe nouvelle, 16 janvier 1926).
- RUFFINI (F.). — La question de la propriété scientifique est étudiée par l'I.I.C.I. (Europe nouvelle, 6 janvier 1926).
- PLAISANT (Marcel). — La protection internationale des œuvres littéraires et artistiques (Europe nouvelle, 16 juin 1928).
- BOUGLÉ (C.). — La coopération intellectuelle et la Société des Nations (La Paix par le Droit, janvier 1923).

BOREL (Emile). — La propriété scientifique (Revue de Paris, 15 décembre 1922).

MARTIN (William). — L'organisation internationale du travail intellectuel (Revue de Genève, septembre 1921).

WEISS (Raymond). — Les perspectives nouvelles du droit d'auteur (La Coopération intellectuelle, 15 janvier 1929).

GERMAIN (José). — L'organisation internationale du travail intellectuel. (Revue mondiale, 1^{er} octobre 1921, 15 octobre 1922).

VIVANTE (Césaire). — La propriété scientifique devant la Société des Nations (Annales du Droit commercial avril-juin 1924).

FERNAND-JACQ. — La propriété scientifique (Journal des Economistes, 5 janvier 1929).

SCHUCKLING (W.). — Volkerbund und geistige Zusammenarbeit (Friedenswarte, décembre 1927).

SALIA (H.R. von). — Der Volkerbund und die international geistige Zusammenarbeit (Volkerbundfragen, septembre, octobre et décembre 1926).

III. — PUBLICATIONS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

1. Actes de l'Assemblée (1920-1927).

a) Comptes rendus des séances plénières (1920-1927).

- b) Comptes rendus de la deuxième Commission
1920, 1922, 1924, 1925, 1926, 1927).
 - c) Comptes rendus de la cinquième Commission
(1921, 1923).
2. Publications de l'Assemblée de 1928.
- a) Rapport à la neuvième session ordinaire de l'Assemblée sur l'œuvre du Conseil, sur le travail du Secrétariat et sur les mesures prises pour exécuter les décisions de l'Assemblée.
 - b) Rapport supplémentaire.
 - c) Comptes rendus provisoires.
 - d) Journal de l'Assemblée.
3. Journal Officiel de la S.D.N. (1920-1928).
4. Procès-verbaux de la Commission de coopération intellectuelle (1922-1927).
5. Rapport de la Commission de Coopération intellectuelle à l'Assemblée et au Conseil (1927-1928).
6. Rapport sur la propriété scientifique soumis par M. Ruffini, 1923.
- Rapport supplémentaire sur la propriété scientifique soumis par M. Ruffini (1924).
7. Procès-verbal du Sous-Comité d'experts pour la propriété scientifique, 1927.
8. Rapport sur la propriété scientifique soumis au nom du Comité d'experts chargé de rédiger un projet de

convention internationale, par M. Marcel Plaisant (1928).

9. HALECKI (O. de). — Les échanges internationaux de publication (1923).
10. LUCHAIRE (Julien). — Observations sur quelques problèmes de l'organisation intellectuelle internationale (1923).
11. ZIMMEN (Alfred). — A study of the necessities and possibilities of international intellectual co-operation.
12. La Société des Nations et la Coopération intellectuelle (brochure de la section d'information).

IV. — PUBLICATION DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL.

1. Rapports du Directeur du Bureau International du Travail à la Conférence internationale du Travail (1920-1928).
2. Bulletin Officiel du Bureau International du Travail (1920-1928).

V. — PUBLICATION DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE.

1. Rapport général du Directeur à la Commission de coopération intellectuelle sur l'activité de l'Institut, 1927-1928.

2. Les travaux de l'Institut international de coopération intellectuelle pendant l'année 1926.
 3. La protection internationale du droit d'auteur, 1928.
 4. La propriété scientifique (tirage provisoire).
 5. Rapport à la Sous-Commission des droits intellectuels sur la participation de l'Institut à la Conférence de Rome pour la protection des œuvres littéraires et artistiques. 1928.
 6. ZIMMERN (Alfred). — The intellectual foundations of international cooperation, 1928.
 7. Bulletin d'information de l'Institut international de coopération intellectuelle (1926-1928).
 8. L'Institut international de coopération intellectuelle (brochure).
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
§ 1. Importance de l'activité intellectuelle de la Société des Nations	5
§ 2. La vie intellectuelle internationale avant la Guerre	10
§ 3. Les espoirs fondés par les milieux intellec- tuels sur la Société des Nations	14
§ 4. L'intervention de la Société des Nations dans les questions d'ordre intellectuel	18
§ 5. Plan de cette étude	24

PREMIÈRE PARTIE

Des organismes par le soin desquels la Société des Nations déploie son activité intellectuelle

CHAPITRE PREMIER

LA COMMISSION DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

SECTION I. — <i>Origines de la Commission</i>	26
§ 1. Projet de résolution de MM. Negulesco, Poullet et Maggiorino Ferraris	27
§ 2. Le débat devant la première Assemblée ..	31
§ 3. La résolution de la deuxième Assemblée	34

SECTION II. — <i>La Commission qui fonctionne à l'heure actuelle</i>	40
§ 1. Son caractère et ses attributions	40
§ 2. Ses membres	42
§ 3. Son organisation	45
§ 4. Son budget	46
SECTION III. — <i>Relations entre la Commission et les Commissions nationales de coopération intellectuelle et les associations intellectuelles internationales</i>	48
§ 1. Création des Commissions nationales de Coopération intellectuelle	48
§ 2. Collaboration de la Commission avec les organisations internationales	51

CHAPITRE DEUXIEME

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE COOPÉRATION INTELLECTUELLE

SECTION I. — <i>Proposition de cet Institut par le Gouvernement français</i>	52
§ 1. Rapport de la Commission de Coopération Intellectuelle	52
§ 2. Acceptation de la Société des Nations	56
§ 3. Résolution de l'Assemblée	58
§ 4. Accords intervenus au sujet de la création de l'Institut entre le Gouvernement français et le Conseil de la Société des Nations	61

SECTION II. — <i>Conditions auxquelles le Gouvernement français mit l'Institut à la disposition de la Société des Nations</i>	63
§ 1. Engagements du Gouvernement français relatifs à la création et à l'entretien de l'Institut	63
§ 2. Caractère international de l'Institut	65

CHAPITRE TROISIÈME

LA COMMISSION CONSULTATIVE DES TRAVAILLEURS INTELLECTUELS CRÉÉE AUPRÈS DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

SECTION I. — <i>Collaboration du B.I.T. avec la Commission de Coopération Intellectuelle</i>	68
§ 1. Travaileurs intellectuels et Organisation permanente du Travail	69
§ 2. Admission d'un représentant du B.I.T. à la Commission de Coopération Intellectuelle	70
SECTION II. — <i>Création en 1927 d'une Commission Consultative des travailleurs intellectuels auprès du B.I.T.</i>	76
§ 1. Proposition de M. de Michelis et décision du Conseil d'Administration du B.I.T. ..	76
§ 2. Division du travail entre le B.I.T. et la Commission de Coopération intellectuelle dans les questions relatives aux travailleurs intellectuels	79

DEUXIÈME PARTIE

Les efforts faits par la Société des Nations
en vue de protéger les droits des intellectuels

CHAPITRE PREMIER

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS D'AUTEUR

SECTION I. — <i>Convention de Berne</i>	84
SECTION II. — <i>Recommandations formulées par la Société des Nations à la Conférence de Ro- me pour la revision de la Convention de Berne</i>	88
§ 1. Unification de la durée du droit d'auteur	89
§ 2. Suppression des réserves nationales à la Convention de Berne, révisée à Berlin ...	90
§ 3. Assimilation des œuvres d'art appliqué aux œuvres d'arts proprement dites	92
§ 4. Droit de suite, droit au respect, et domaine public payant	93
SECTION III. — <i>Participation de l'Institut International de Coopération Intellectuelle à la Conféren- ce de Rome</i>	99
§ 1. Questions ayant fait l'objet d'une recom- mandation particulière de la Commission de Coopération Intellectuelle	100
§ 2. Questions n'ayant pas fait l'objet d'une recommandation particulière de la Com- mission de Coopération Intellectuelle mais	

sur lesquelles les représentants de l'Institut International sont intervenus dans les discussions	105
§ 3. Vœu émis par la Conférence de Rome tendant à l'unification mondiale du droit d'auteur	108

CHAPITRE DEUXIÈME

QUESTION DE LA PROPRIÉTÉ SCIENTIFIQUE

SECTION I. — <i>Historique de la question de la propriété scientifique</i>	111
§ 1. Défaut de protection accordée à la découverte scientifique dans la législation actuelle des divers pays	111
§ 2. Mouvement en France en faveur de la protection de la propriété scientifique et intervention de la Société des Nations dans cette question	115
SECTION II. — <i>Projet de M. Ruffini</i>	120
§ 1. Principe fondamental du projet de M. Ruffini	120
§ 2. Idées directrices du projet de M. Ruffini	123
§ 3. Mesures proposées en vue d'organiser une protection internationale de la propriété scientifique	129
SECTION III. — <i>Critiques adressées au projet de M.</i>	

<i>Ruffini et nouveau projet élaboré par le Comité d'experts</i>	131
§ 1. Observations faites sur le projet de M. Ruffini au cours des discussions devant les différents organes de la Société des Nations	131
§ 2. Objections faites par certains gouvernements au projet de M. Ruffini	135
§ 3. Nouveau projet élaboré par le Comité d'experts	140

TROISIÈME PARTIE

Les mesures prises par la Société des Nations pour faciliter le travail intellectuel et développer l'esprit international

CHAPITRE PREMIER

MESURES EN VUE DE FACILITER LE TRAVAIL INTELLECTUEL

SECTION I. — <i>Echanges internationaux des publications</i>	146
§ 1. Conventions de Bruxelles et résolution de la troisième Assemblée	146
§ 2. Tentative de revision des Conventions de Bruxelles	150
§ 3. Projet de Convention en vue de développer les échanges de publications scientifiques et littéraires	154
SECTION II. — <i>Organisation internationale de la bibliographie</i>	158

§ 1. Index bibliographique publié par la Société des Nations	158
§ 2. Utilisation de l'Institut International de Bibliographie par la Société des Nations..	161
§ 3. Comités des experts convoqués par la Société des Nations pour coordonner les bibliographies analytiques	165
SECTION III. — <i>Autres travaux</i>	167
§ 1. Questions relatives à la coordination des bibliothèques et à la conservation des imprimés et manuscrits	167
§ 2. Coordination de la statistique intellectuelle	171
§ 3. Mesures prises pour développer les lettres et les arts	172

CHAPITRE DEUXIÈME

MESURES PRISES POUR FORMER UNE CONSCIENCE DE PAIX ENTRE LES JEUNES GÉNÉRATIONS

SECTION I. — <i>Efforts destinés à développer la compréhension mutuelle entre les intellectuels de différents pays</i>	175
§ 1. Entr'aide internationale dans le domaine intellectuel	176
§ 2. Relations interuniversitaires	177
§ 3. Facilités de voyage des jeunes gens d'un pays à l'autre	180

SECTION II. — <i>Enseignement aux enfants et à la jeunesse de l'existence et des buts de la Société des Nations</i>	183
§ 1. Nomination d'un Sous-Comité d'experts à ce sujet	183
§ 2. Recommandations formulées par le Sous-Comité d'experts	185
CONCLUSION	191
BIBLIOGRAPHIE	197
TABLE DES MATIÈRES	203

